

Caii

FRC

5018

LETTRES  
SUR LE SERMENT

PROPOSÉ

PAR LE REPRÉSENTANT DU PEUPLE

CHOLLET,

*DANS son Rapport lu à la Séance du  
Conseil des Cinq-Cents, du 4 Décembre  
1797 ( 14 Frimaire an 6 ).*

SECONDE ÉDITION,

Plus correcte & plus complète que la première.



---

L E T T R E d'un Prêtre du diocèse de C  
au Supérieur Ecclésiastique du même diocèse.

Du 17 décembre 1797.

M

V O U S m'avez vu bien décidé à ne pas prêter le serment de haine à la royauté & à l'anarchie &c., & aujourd'hui je suis dans le doute, d'après la lecture que je viens de faire du rapport de Chollet. Ne concluez pas de là que je sois semblable au roseau agité par les vents ; mais regardez-moi plutôt comme un ministre de JESUS-CHRIST, que les préjugés ne rendent pas inflexible ; qui vient confier ses incertitudes à son supérieur, & réclamer de lui la lumière dont il a besoin. Entrons en matière.

D'après le rapport de Chollet, on ne demande pas la haine à tel ou tel gouvernement, à tel ou tel roi ; mais seulement à la royauté qu'on pourroit essayer de rétablir en France, & qui ne pourroit l'être qu'au milieu de torrens de sang. Cela posé, je dis : je puis jurer haine à ce qui est un mal & la source de mille maux ; or tel est le retour de la royauté, présenté comme il l'est dans le rapport ; je puis donc l'avoir en horreur, & par conséquent lui jurer haine. Ce raisonnement me paroît convaincant.

Il est très-sûr qu'on ne doit jamais faire le moindre mal pour procurer le plus grand bien ; mais il n'est pas moins sûr que lorsqu'il s'agit de la destruction totale de la religion, on ne doit se décider à réprouver le seul moyen qui reste pour l'éviter, que d'après des raisons claires & triomphantes. Aussi je suis porté à croire que si le serment n'est pas illicite, il est par là même obligatoire, à raison de la pénurie de vrais ministres où se trouve aujourd'hui la France.

Mais peut-on douter, me direz-vous, que ce serment ne soit blâmé par les évêques ? A cela je réponds qu'on voit bien mieux les choses de près que de loin ; que le passé est une bonne leçon pour l'avenir. Ce qu'ont fait jusqu'ici les prêtres catholiques tolérés dans la république, fut d'abord comme foudroyé, & a été dans

la suite oomme approuvé. L'homme se retrouve par-tout : les préjugés , le ressentiment , un certain point d'honneur , des espérances chimériques influent infiniment dans la façon de penser des personnes les plus instruites & les plus pieuses , sans qu'elles s'en doutent. Je suppose que Louis XVIII , après être monté & s'être affermi sur le trône , ordonnât qu'on jureroit *haine au régime républicain , comme ne pouvant être rétabli qu'au milieu de torrens de sang* : croyez - vous qu'on blâmât ce serment ? La parité est exacte.

Le projet de décret ne frappe pas seulement les prêtres , mais un nombre infini de personnes obligées de s'expatrier si elles se refusent au serment ; ainsi de quelle importance n'est pas la question présente ? Il faut donc la discuter profondément , & ne se décider que sur de bonnes & très-bonnes raisons.

Au surplus je vous déclare franchement que mes intérêts n'entrent pour rien dans tout ceci. Mon séjour en Espagne seroit préférable à mon existence en France ; là je vivrois , ici je ne vis pas.

Quoique je sois très - déterminé à obéir sans réplique à la voix de mon supérieur , j'ose vous prier de vouloir m'envoyer , non une réponse laconique , mais la solution en détail de mes difficultés , & des raisons propres à convaincre tout homme qui cherche la vérité , & qui ne cherche qu'elle.

Je suis &c;



---

---

LETTRE du Supérieur Ecclésiastique du diocèse  
de C à un Prêtre du même  
diocèse , en réponse à la lettre ci-dessus.

---

J'AI reçu , monsieur , votre lettre du 17 de ce mois ; je l'ai lue avec toute l'attention dont je suis capable ; & après avoir sérieusement réfléchi sur tout ce qu'elle contient , je vais tâcher d'y répondre avec le *détail* que vous paroissez attendre de moi.

La question sur laquelle vous réclamez mon opinion ; me paroît , comme à vous , de la plus haute *importance* ; non-seulement parce qu'on ne peut condamner le nouveau *serment* , sans peut-être exposer les prêtres & une foule de simples fidèles à l'exil & aux persécutions des hommes ; mais aussi parce qu'on ne peut approuver ce serment , s'il est criminel , sans se rendre certainement coupable avec ceux qui le prêteront , sans les exposer , & s'exposer en même-temps soi-même aux terribles effets de la colère de celui qui ne perd pas seulement le corps , *mais qui perd le corps & l'ame tout ensemble dans la gehenne* (1). Ainsi je suis entièrement de votre avis quand vous dites , qu'il *faut discuter* cette question *profondément* , & *ne se décider que sur les meilleures raisons*.

Raisonnons donc ; & pour donner un fondement solide à la discussion que nous allons entreprendre , commençons par établir les principes , sur lesquels nous devons juger de la légitimité ou de l'illégitimité de tout serment en général. Quoique ces principes vous soient aussi bien connus qu'à moi , je ne craindrai pas de vous les remettre devant les

---

( 1 ) *Sed potius timete eum qui potest & animam & corpus perdere in gehennam.* Mat. c. 10 , v. 28.

yeux ; & je regarde comme indispensable de ne les point perdre moi-même un seul instant de vue , de peur qu'en cessant de comparer toutes les raisons qui pourront s'offrir , avec ces vérités incontestables qui sont comme la pierre de touche de toutes les autres vérités , je ne prenne des sophismes pour des preuves , le spécieux pour le solide , le vraisemblable pour le vrai. Permettez-moi de me servir ici d'une comparaison propre à rendre plus sensible une réflexion que je crois essentielle. De même qu'un habile architecte , lorsqu'il a des dimensions à prendre , ou qu'il veut s'assurer de la régularité de ses plans , n'a garde de s'en rapporter à la seule justesse de son coup d'œil , quelque exercé qu'il soit , parce qu'il sait bien que souvent une fausse apparence , une illusion d'optique pourroit l'induire en erreur ; mais qu'il procède toujours la règle & le niveau à la main , ne regardant comme droit que ce qui ne s'écarte pas de la règle , ni comme d'aplomb que ce qui ne s'écarte pas du niveau : de même le moraliste qui ne veut s'exposer à être trompé , ni par les raisonnemens spécieux d'autrui , ni par les préjugés de son propre esprit , ni par une certaine magie inexplicable des circonstances , doit toujours se défier de son jugement & de lui-même , & appliquer à toutes les choses sur lesquelles il se prépare à prononcer , la règle & le niveau des principes. Je ne vois pas d'autre moyen de se préserver des plus dangereuses méprises. Car les principes seuls sont invariables ; tout le reste varie : nos situations changent ; nos opinions & nos sentimens changent avec nos situations ; & notre doctrine ne manquera pas de participer à leur instabilité , si nous ne lui cherchons un appui plus solide dans les principes qui ne changent point , qui sont les mêmes pour tous les lieux , pour tous les temps & pour tous les hommes.

Or quels sont les principes qu'on a toujours



regardés dans l'église , comme devant servir de règle immuable sur la matière du serment ? Vous les connoissez , & les voici :

Le premier que pose s. Thomas , comme une loi générale , c'est qu'il faut bien se garder de se familiariser avec les sermens ; & cela , pour deux raisons qu'il allègue : d'abord , parce que jurer légèrement , sans apporter à un acte si religieux & si saint toute la réserve & toute la circonspection convenable , c'est *montrer peu de respect pour Dieu qu'on ne craint pas de prendre à témoin sans beaucoup de réflexion* (1) ; ensuite , parce que si notre langue s'accoutume à prononcer des sermens , il pourra lui échapper des parjures ; car *il est aisé* , ajoute-t-il , *à l'homme de pécher par ses discours* (2) ; & à l'appui de cette doctrine , il cite cette sentence tirée du livre de l'ecclésiaste : *jurationi non assuescat os tuum , multi enim casus in illa* (3) ; puis expliquant ces paroles si expressives de JÉSUS-CHRIST , *ego dico vobis non jurare omnino* (4) , il dit qu'elles doivent s'entendre , non d'une défense absolue de jurer jamais , mais d'un ordre formel de jurer très-rarement ; *de peur* , continue-t-il , *qu'en jurant on n'acquière une certaine facilité de faire des sermens , que cette facilité ne dégénère en habitude , & qu'une telle habitude ne conduise au parjure* (5). Ainsi , d'après ce saint docteur , ce n'est qu'avec une grande circonspection & dans des cas rares , qu'on doit prêter le serment même le plus innocent & le plus légitime , parce que ce seroit *prendre en vain le*

( 1 ) *Videtur enim parvam reverentiam habere ad Deum , qui eum ex levi causa testem inducit.* 2. 2. q. 89 , art. 2 , concl.

( 2 ) *Imminet etiam periculum perjurii , quia de facili homo in verbo delinquit.* Ibid.

( 3 ) *Que votre bouche ne se familiarise pas avec le serment , car il s'y trouve beaucoup d'écueils.* Ecclésiaste , c. 23.

( 4 ) *Et moi je vous dis de ne point jurer du tout.* Mat. c. 5.

( 5 ) *Ne scilicet jurando ad facilitatem jurandi perveniatur , & ex facilitate jurandi ad consuetudinem , & a consuetudine in perjurium decidatur.* Ibid. ad 1.

*nom redoutable de Dieu*, que de le *prendre* légèrement. Je ne rappelle cette première maxime, que pour répondre à ceux qui nous répètent sans cesse ce paradoxe, que *pourvu qu'un serment ne soit pas évidemment criminel & mauvais en lui-même, il est toujours permis de le prêter*; & pour leur apprendre qu'au contraire il n'est jamais permis de jurer, à moins que 1.<sup>o</sup> le serment ne soit indubitablement bon en lui-même, que 2.<sup>o</sup> des motifs graves & importants n'en autorisent & n'en commandent la prestation. Il faut que ces deux conditions se trouvent réunies: l'une sans l'autre ne suffiroit point.

Ceci va trouver son développement dans le second principe, qui renferme éminemment tous les autres, & que nous tirons, non des livres des casuistes, mais des divines écritures même, où Dieu nous dit par la bouche de son prophète: *Jurabis, vivit Dominus, in veritate, in judicio & in justitiâ* (1). Voilà, d'après l'oracle divin, les trois qualités que doit avoir tout serment, soit d'affertion, soit de promesse, pour être légitime. Il faut qu'il soit conforme à la *vérité*, à la *justice*, au *jugement*: à la *vérité*; c'est-à-dire qu'on ne doit rien affirmer avec serment, qui ne soit exactement vrai; rien promettre qu'on ne soit en état d'exécuter, qu'on ne soit résolu d'exécuter en effet: à la *justice*; c'est-à-dire qu'on ne doit prendre aucun engagement qui puisse blesser les droits de Dieu ou ceux du prochain: au *jugement*; c'est-à-dire qu'avant de jurer, il faut examiner très-attentivement, 1.<sup>o</sup> si les expressions du serment qu'on va prononcer ne contiennent rien de répréhensible, rien même de louche ou d'équivoque, *puisque dans le doute il n'est pas permis de jurer* (2); 2.<sup>o</sup> si en le

( 1 ) Jérem. c. 4.

( 2 ) *Cum in dubio jurare non liceat*, Ref. data à SS. D. Pie papa VI. An. 1794.



prêtant on ne causera point de scandale ; car il vaut mieux s'abstenir de l'action même la plus innocente & la plus permise , que de scandaliser les foibles ; 3°. s'il y a nécessité de jurer ; car le serment n'est jamais licite , s'il n'est nécessaire.

Prenons maintenant le serment proposé ; il est ainsi conçu : *Je jure haine à la royauté & à l'anarchie , fidélité & attachement à la république , & à la constitution de l'an 3,*

N'est-ce pas bien là la formule en question ? Pour me renfermer dans l'objet de votre lettre , je m'arrête à ces seules paroles , *je jure haine à la royauté & à l'anarchie* : & pour savoir si vous pouvez les prononcer ou les signer en conscience , je les rapproche des principes posés ci-dessus , & je vous demande :

1°. Est-il *vrai* que vous *haïssiez* la royauté , ou que vous soyez résolu de la *haïr* ? Etes-vous même le maître de concevoir ce sentiment de *haine* , quand vous le voudriez ? Et si vous ne *haïssez pas* , si vous n'avez ni l'intention ni le pouvoir de *haïr* , comment concilierez-vous le serment de *haine* avec la *vérité* ? comment ce serment aura-t-il le premier caractère que le Saint-Esprit exige pour sa légitimité ?

2°. Est-il *juste* de *haïr* une forme de gouvernement quelconqué , républicain ou monarchique , tandis que la religion nous apprend à les considérer toutes , quelles qu'elles soient , comme autorisées par Dieu lui-même ? est-il *juste* surtout de *haïr* une forme de gouvernement en particulier , dont Dieu parle dans cent endroits de son écriture en termes magnifiques ; pour laquelle il nous commande le respect & la vénération la plus profonde , appelant les rois *ses oints* & *ses christs* , disant que *c'est par lui que règnent les rois* , les représentant comme *ses images vivantes* parmi les hommes , nommant les rois *les dieux de la terre* , & se nommant

lui-même *le roi du ciel* ? De quel droit l'homme *haïra-t-il* , s'engagera-t-il par serment à *haïr* ce qui est bon en soi , ce que Dieu a fait , ce qu'il approuve , ce qu'il honore , ce qu'il exalte , ce qu'il ordonne de respecter ? En un mot , est-il *juste* de *haïr* autre chose que ce qui est *haïssable* ? Et si on ne peut sans impiété dire que *la royauté* soit *haïssable* , peut-on sans *injustice* jurer de la *haïr* ?

3°. Le peut-on avec *jugement* ? c'est-à-dire , premièrement , est-il bien certain qu'il n'y ait rien que de saint & de louable dans un pareil engagement ? avez-vous trouvé moyen d'y donner une interprétation assez heureuse , pour qu'il n'y ait plus rien même de louche & d'équivoque , même de douteux & d'incertain dans une formule , par laquelle vous vous engagez nettement & explicitement à *haïr* , ce que la religion vous représente comme devant être plutôt l'objet de vos hommages & de votre amour , que de votre mépris ou de votre haine ? or n'y eût-il que du doute , le serment ne seroit-il pas un crime ( *Cum in dubio jurare non liceat* ) ? c'est-à-dire en second lieu , êtes-vous bien sûr de ne pas scandaliser par cette démarche un grand nombre de fidèles , qui connoîtront bien les termes de votre serment , mais qui auront certainement de la peine à comprendre l'explication que vous en donnez ; & qui se mettront difficilement dans l'esprit , que *juré haine à la royauté* sans restriction ni modification quelconque , soit *juré de haïr* toute autre chose que *la royauté* ? C'est-à-dire enfin , est-il bien évident que ce serment soit nécessaire ? ou plutôt n'est-il pas évident qu'il ne sauroit l'être ? Par l'examen que nous venons d'en faire , nous avons trouvé qu'il n'étoit conforme ni à la *vérité* , ni à la *justice* ; demander après cela s'il peut être *nécessaire* , ne seroit-ce pas demander s'il peut y avoir une *nécessité* de



*pécher ? ne seroit-ce pas nous forcer de répondre avec Tertullien, nulla est necessitas delinquendi, quibus una est necessitas non delinquendi* (1) ? Il est donc clair que ce serment ne peut être prêté ni avec *vérité*, ni avec *justice*, ni avec *jugement*. Je vous laisse à tirer la conséquence, & j'examine maintenant vos difficultés.

*D'après le rapport de Chollet, dites-vous, on ne demande pas la haine à tel ou tel gouvernement, mais seulement à la royauté qu'on pourroit essayer de rétablir en France.* Le rapport de Chollet dit cela ( je prouverai ailleurs qu'il dit aussi le contraire ); mais que m'importe ce que dit le rapport de Chollet, lorsque la formule qu'on me propose de jurer dit toute autre chose ? Le rapport de Chollet exprime l'opinion d'un *représentant*, ou tout au plus celle des cinq *représentans* qui composent la commission dont il est membre; mais il ne me fixe nullement sur le sens que le corps législatif attache au serment. Car je ne puis juger des sentimens du corps législatif que par les lois qu'il fait, que par les actes qui émanent de lui; & non par les dissertations & les interprétations individuelles d'un rapporteur, qui souvent se trouvent en opposition avec l'esprit du législateur : tous les jours le corps législatif entend avec impatience, & fait imprimer par bienfaisance, des rapports & des discours dont il est loin d'approuver tous les principes; témoin le fameux rapport contre les nobles, fait par Boulay de la Meurthe, lequel, par parenthèse, se trouve aussi membre de la commission dont Chollet est l'organe : les phrases du rapporteur sont bientôt oubliées, la loi reste; & c'est par les termes de la loi qu'on en connoît l'esprit.

---

( 1 ) Il ne peut point exister de nécessité de pécher, pour ceux qui ne connoissent qu'une seule nécessité, celle de ne pécher point. Tert. de coro. mili. c. 11.

D'ailleurs ce *Chollet* doit m'être très-suspect. Il est certain qu'il a fait lui-même le serment de *haine* dans toute son énergie; c'est-à-dire qu'il a bien prétendu *jurer haine à tout ce qui porte le nom de roi* ou de monarchie. Je ne lui impute rien qui ne résulte clairement de son discours même : car c'est cette *haine* prise dans toute la force de l'expression, qu'il appelle celle *des Caton & des Brutus*; c'est celle-là qu'il nomme un *sentiment vigoureux qui caractérise les âmes vraiment nées pour la liberté* ( p. 30 ) (1); or, comme je ne saurois douter qu'il ne fasse profession d'être du nombre de ces *âmes* là, il m'est évident que c'est dans ce sens qu'il a entendu jurer lui-même; quand donc ce disciple des *Brutus & des Caton* vient après cela témoigner un si grand zèle pour m'obliger à faire le même serment, quoiqu'il puisse dire, je ne dois voir en lui qu'un sectaire ardent, fanatique des opinions qu'il a juré de soutenir, & qui cherche à entraîner autant de monde qu'il peut sous les drapeaux de sa secte. Dès-lors je me défie excessivement de toutes ses explications, parce que je fais ce que c'est que l'esprit de prosélytisme; parce que je puis être sûr qu'il ne fera point scrupule de me tromper, & que pourvu qu'il m'arrache le serment où respire si bien son fanatisme, peu lui importe que ce soit par ruse, par dissimulation, ou par tout autre moyen qu'il y parvienne. Une supposition bien simple vous fera mieux entrer dans ma pensée. Supposons pour un instant qu'un manichéen ou un marcionite ( s'il en existe encore ), faisant profession de détester l'union conjugale, comme *Chollet* se glorifie de détester *la royauté*, & regardant cette *aversion* comme une vertu, vous

---

( 1 ) J'indique les pages de l'édition que j'ai sous les yeux, qui, quoique faite sur celle de l'imprimerie nationale, n'est point paginée de même.



propofât, à vous célibataire, de *jurer haine au mariage*, en vous difant : » Je ne vous oblige » pas précifément à *haïr* l'état du mariage en » général ; c'eft là un fentiment trop parfait qui » n'eft donné qu'aux ames *vraiment nées* pour » la plus haute fainteté, & que je n'exige pas » de vous. Il fuffit que vous *haïffiez* cet état par » rapport à vous-même, & comme incompatible » avec le célibat que vous avez embraffé ; le » ferment que je vous demande ne fignifie pas » autre chofe ». Un tel langage dans fa bouche vous engageroit-il à jurer, fans restriction, *haine au mariage* ? Non fans doute, parce que c'eft un état approuvé de Dieu, & parce que connoiffant les fentimens du marcionite ou du manichéen, vous tenez fes interprétations fort fufpectes : faites à préfent l'application à *Chollet*, & dites-moi fi la parité eft exaëte.

Mais je veux, pour un moment, que celui-ci foit entièrement de bonne foi, & de plus, que fon explication doive nous fervir de règle ; voyons fi le ferment entendu même dans le fens qu'il paroît y donner deviendra légitime. Eft-il permis de *jurer haine à la royauté* par rapport à la France ? ou, ce qui revient au même, eft-il permis de s'engager par ferment à *haïr* un ordre de chofes que Dieu, après tout, pourroit bien vouloir ramener un jour en France ; de forte que s'il l'y ramenoit en effet, il faudroit ou détefter l'ouvrage de Dieu, ou devenir parjure ? Mais, me direz-vous, le ferment dont il s'agit ne peut avoir de force que pour le temps que la république durera, & j'en ferai délié fi la royauté vient à fe rétablir. Si vous le croyez ainfi, vous vous trompez étrangement ; car ce même *Chollet*, que vous prenez pour oracle, dit formellement à la page 29 de fon rapport, à l'endroit même où il cherche à détruire vos fcrupules, que ce ferment eft un ferment de *haine ÉTERNELLE à la royauté & à*

l'anarchie ; ce sont , comme il s'exprime , deux ennemis qu'il faut détester également , qu'il faut détester toujours. — Eh bien soit , ajouterez-vous ; cette haine éternelle ne m'effraie point , parce que je puis haïr ce qui est un mal & la source de mille maux ; or tel seroit le retour de la royauté en France , ne pouvant avoir lieu qu'au milieu de torrens de sang. Ce raisonnement vous paroît convaincant ; & cela m'étonne , puisqu'il est fondé uniquement sur une équivoque d'abord , & ensuite sur une supposition gratuite. D'abord sur une équivoque ; car quand il seroit vrai que le retour de la royauté en France dût coûter des torrens de sang , il ne s'en suivroit nullement que la royauté en elle-même fût un mal , ou qu'elle fût haïssable ; & on n'en pourroit conclure autre chose , sinon que son retour produiroit accidentellement des maux pour la France ; or ce ne sont point ces maux qu'on vous fait jurer de haïr , ni le retour qui les produiroit , mais la royauté même. Prenez bien garde à cette distinction ; faute de l'entendre , vous seriez exposé à tout confondre ; car à raisonner comme vous faites , il faudroit dire que la religion chrétienne a été un mal pour l'Amérique , puisqu'il est incontestable que son établissement y a donné lieu à une grande effusion de sang. Jurez donc tant qu'il vous plaira haine aux funestes effets que produiroit la royauté dans cette hypothèse ; mais sous prétexte de ces effets , n'allez pas jurer haine à la royauté même qui ne peut en être que la cause accidentelle , & qui est une chose bonne & approuvée de Dieu. Votre argument porté donc , 1.<sup>o</sup> sur une équivoque ; il porte en second lieu sur une pure supposition : le retour de la royauté , dites-vous , coûteroit des torrens de sang ! Bien des gens paroissent le croire , & je ne dis pas qu'ils aient tort ; beaucoup d'autres pensent le contraire , & je ne prétends pas qu'ils aient raison ; mais les uns & les autres ne peuvent



former à cet égard, que des conjectures plus ou moins vraisemblables; & que font les conjectures des uns & des autres à la *vérité*, à la *justice*, à la conscience? Comment de simples vraisemblances pourront-elles servir de base à un serment? Je veux que vous partagiez la persuasion, raisonnable ou non, que le trône ne peut se relever en France que sur des monceaux de cadavres: quel droit avez-vous de jurer & de faire des exécutions, sur le fondement de ce que vous *croyez*, de ce que vous *supposez*, de ce que vous *imaginez*? Répondez-moi: vos pronostics sont-ils infaillibles, ou ne le sont-ils pas? s'ils sont infaillibles, vous êtes donc prophète; car je ne connois pas de sagesse humaine qui puisse nous donner des lumières certaines sur l'avenir; il faut que vous ayez lû avec évidence dans le livre des décrets éternels; que la providence vous ait admis à ses conseils les plus secrets; sans cela, comment vous seroit-il démontré que Dieu ne veuille pas, ou qu'il ne puisse pas, s'il le veut, ramener insensiblement & sans secousse un ordre de choses qui a si long-temps subsisté dans notre patrie? Comment auriez-vous la certitude, que ce qui a été possible pour Charles II en Angleterre, soit impossible pour celui qui se trouveroit dans des circonstances semblables, en France? Si vous répondez, comme le bon sens vous y force, que vous n'êtes nullement sûr de tout cela, mais que vous le jugez probable, & que vos pronostics ne sont point infaillibles; quelle est votre hardiesse, d'oser prendre un engagement *positif & absolu* sur une supposition *arbitraire & incertaine*? Ce n'est pas qu'il ne puisse être permis de faire un serment conditionnel; mais alors il faut que la condition soit exprimée dans le serment même: ainsi un juge pourroit *jurer de condamner un accusé s'il le trouve coupable*: mais que diriez-vous de celui qui commenceroit par

**PRÉSUMER** l'accusé **COUPABLE**, & qui en suite sur cette **PRÉSUMPTION**, jureroit d'une manière absolue de le **condamner**? C'est précisément ce que vous faites par rapport à la **royauté**; vous *conjecturez* que son retour pourra produire de grands maux; & sur cette simple *conjecture*, vous vous engagez, non pas *conditionnellement*, mais dans les termes les plus *absolus*, sans distinction ni modification, à la *haïr*. Libre à vous sans doute d'avoir sur le passé, le présent & le futur, les opinions que vous voudrez; mais tout ce qui s'appelle *opinion* est nécessairement problématique; & on ne jure pas sur des problèmes (1). A cela vous direz, qu'il ne s'agit ici ni de vos opinions ni de celles de personne; mais que le *retour de la royauté, tel qu'il est présenté dans le rapport, est un mal*, & que cela vous suffit. Fort bien: mais le retour des évêques & des prêtres déportés, de nos maîtres dans la foi, de tant de généreux confesseurs de la foi, n'est-il pas présenté aussi comme un très-grand mal, à la page 23 de ce même rapport? Jurerez-vous pour cela *haine au retour* de tous ces vénérables pasteurs? mais encore, les mêmes hommes qui peignent le rétablissement de la monarchie sous des couleurs si effrayantes, ne représentent-ils pas aussi tous les jours le rétablissement

---

(1) » Celui-là est parjure, » selon le catéchisme du saint concile de Trente, » qui affirme avec serment une chose qu'il croit » vraie, mais qui ne l'est pas, s'il n'a apporté tout le soin & » toute l'application dont il est capable, pour connoître à fond » toute l'affaire, & s'assurer de ce qu'il jure ». *Pejerat, qui id jurat quod verum existimat, & tamen revera falsum est, nisi quantum potuit curam & diligentiam adhibuerit, ut totam rem compertam atque exploratam haberet.* Cat. conc. Trid. ad 2, decal. 28. D'après cette doctrine, tout serment qui ne porte que sur un futur contingent, est nécessairement un parjure, puisqu'on ne peut ni connoître à fond l'avenir, ni s'assurer de ce qui n'est pas encore.



blissement de la religion catholique comme devant produire les plus affreuses calamités? Jurez-vous pour cela *haine* . . . . Vous frémissez; je m'arrête : & si je me suis permis de pousser si loin cette induction, c'est uniquement pour vous faire mieux sentir jusqu'où pourroit vous mener la conséquence du principe que vous avez posé dans votre lettre, sûrement avec peu de réflexion. Pour récapituler maintenant tout ce que j'ai dit sur le rapport que vous m'avez objecté, l'explication que *Chollet* y donne du *serment* ne lève aucune difficulté, 1.<sup>o</sup> parce que son rapport n'exprimant que l'opinion du rapporteur, ou tout au plus de la commission dont il est l'organe, l'interprétation qu'il y donne de la loi, manque absolument d'*autorité*; 2.<sup>o</sup> parce que cette interprétation dans la bouche de *Chollet*, est justement *suspecte*; 3.<sup>o</sup> enfin parce que, fût-elle admise, le *serment* n'en seroit pas moins *condamnable*.

Il faut donc que vous m'abandonniez le rapport de *Chollet*: mais il vous reste encore une ressource; car le *préambule* ou les *considérant*, qui précèdent le projet de résolution, contiennent aussi une explication assez étendue du *serment*; or c'est le législateur même qui parle dans ces *considérant* (1), & il semble qu'on peut les regarder comme l'exposé authentique de ses motifs & de ses sentimens: A cela je ne répondrai pas que le corps législatif pourroit fort bien adopter la *résolution* & rejeter le *préambule*; quoiqu'il me paroisse très-probable qu'il en arrivera ainsi cette fois, comme il est déjà arrivé si souvent, & quoique j'aie une extrême crainte qu'on ne commence par se décider en faveur du *serment* sur la foi du *préambule*, pour apprendre ensuite, quand il sera trop tard, que les interprétations

---

(1) En supposant qu'il les adopte.

du *préambule* ont été repoussées par le législateur ; & que la loi du *serment* est adoptée. Cette réponse, aux yeux de la plupart des gens, pour qui les leçons du passé sont toujours perdues, & qui ne savent rien prévoir pour l'avenir, pourroit avoir l'air d'une défaite. Je suppose donc, ce qui après tout n'est pas impossible, quoique très - invraisemblable, que les *considérant* seront adoptés avec la *résolution* ; & dans cette supposition même, j'avance hardiment deux choses qui vous étonneront, mais dont je vous prie d'attendre la preuve : la première, c'est que ces explications contenues dans les *considérant*, ne prouvent rien pour la *légitimité du serment* ; la seconde, c'est qu'elles prouvent beaucoup contre. Je ne vous demande que de l'attention, que de l'impartialité, & j'ose répondre que vous ferez bientôt de mon avis.

Les explications des *considérant* ne prouvent rien pour la *légitimité du serment*, par plusieurs raisons : 1.<sup>o</sup> parce qu'elles pourroient fort bien n'être qu'un piège, & qu'elles sont même le piège ordinaire que l'on tend en pareil cas à la simplicité & à la bonne foi. Car lorsqu'on veut faire prendre à des personnes que l'on connoît pour timorées, un engagement qui doit naturellement blesser la délicatesse de leur conscience, va-t-on le leur présenter d'abord sous le jour le plus odieux, leur en fait-on sentir d'avance toute la force & les conséquences ? N'a-t-on pas soin au contraire de leur en cacher le véritable sens, d'endormir leurs scrupules par des interprétations spécieuses ? Mais l'engagement une fois pris, ne se rit-on pas de toutes ces interprétations forcées qui ne faisant point partie de l'acte même, n'en sauroient changer la nature ? ne fait-on pas valoir dans toute son énergie la signification rigoureuse des paroles qui ont été prononcées ou signées ? Ce fut précisément la conduite que tinrent les ariens



dans le quatrième siècle à l'égard des pères du concile de *Rimini*, pour les engager à souscrire une formule qui, sans être hétérodoxe, n'énonçoit pas assez clairement la foi de Nicée; ils expliquèrent ce qu'ils appeloient le vrai sens de cette formule dans une déclaration publique, connue sous le nom des *anathèmes*, où anathématisant toutes les erreurs d'Arius en détail, ils détruisirent si bien tous les scrupules des évêques catholiques, que ceux-ci signèrent avec joie; & se flattèrent d'avoir remporté une victoire signalée sur l'hérésie. Mais à peine se furent-ils séparés, que les ariens triomphèrent plus que jamais; & vouant dès-lors les *anathèmes* & les explications à l'oubli, ils ne parlèrent plus que de la formule même, qu'ils donnoient pour une approbation formelle de leurs erreurs, parce qu'elle ne les condamnoit pas expressément. On fait quelle fut alors l'indignation de tout l'univers catholique, contre les pères de ce trop fameux concile; on n'a pas oublié ce que nous en apprennent s. Hilaire, s. Ambroise, s. Augustin, & surtout s. Jérôme dans son traité contre les lucifériens. C'est qu'en effet, si on se laisse prendre à de pareils artifices, il n'est pas de serment si détestable en lui-même qui ne puisse paroître faisable; il n'est point de succès que ne puisse espérer l'impiété: non, je ne crains pas de l'avancer; si nous nous contentons d'explications quelconques détachées de la formule qu'on nous propose de jurer, le corps législatif sera le maître, quand il le voudra, de nous faire abjurer explicitement le christianisme, & de nous faire prêter (je frémis en le disant) le serment de *haine* au nom sacré de notre Sauveur Jésus-Christ. Il commencera par exposer dans un long *preamble* tous les excès, réels ou prétendus, commis par ce qu'il appelle les *compagnies de Jésus*; il dira que la république ne peut subsister

avec ces *compagnies* ; qu'elles deviennent si redoutables , qu'on est obligé de prendre les mesures les plus sévères pour les détruire ; qu'en conséquence il faut que chaque citoyen donne au gouvernement *une garantie civique* de son éloignement pour de pareilles associations ; que cette *garantie* consistera à *jur*er haine à J.... ( mais main se refuse à achever ) *sans restriction ni modification* : il ajoutera en même-temps qu'il n'y a que les malveillans & les fanatiques qui puissent prétendre qu'un tel serment signifie autre chose , que haine aux brigandages commis par les *compagnies* de ce nom , attendu que tout le monde fait que le législateur ne s'occupe que de ce qui intéresse l'ordre *public* ; qu'il ne pénètre point dans le *domaine de la pensée* , qu'il ne commande point aux *sentimens de l'ame* ni aux *affections du cœur* , & que d'ailleurs la *liberté des cultes* est solennellement *décrétée*. Vous qui jugez suffisantes les interprétations séparées de la formule même , & qui jurez sur la foi d'un *confédérant* , que direz-vous à celui qui , d'après un pareil préambule , prêterait ce serment abominable ? rien qu'il n'ait droit de rétorquer contre vous ; car il n'aura fait que suivre vos principes ; s'il a juré un horrible blasphème , vous avez juré une grande injustice ; & vous ne pouvez l'accuser d'apostasie , sans vous déclarer vous-même coupable de parjure ( 1 ). Supposition chimérique ! vous écrierez-vous ; chimérique tant qu'il vous plaira , & Dieu veuille qu'elle vous paroisse toujours telle ; pour moi , je crains fort que ce

---

( 1 ) Si vous lui dites que la *haine* que vous avez jurée ne porte pas précisément sur la *royauté en elle-même* , mais sur les *torrens de sang* que vous jugez devoir couler à son retour , il vous répondra que la *haine* à laquelle il s'est engagé ne porte pas non plus sur la personne sacrée du Sauveur , mais sur les meurtres & les excès qu'il croit avoir été commis par les *compagnies de Jésus*.



ne soit pas sans dessein que les impies aient supposé le nom & l'existence de ces prétendues *compagnies* : mais, quoiqu'il en soit, il n'en est pas moins vrai que ma supposition fustit, pour faire sentir combien est fausse & dangereuse la manière dont on raisonne aujourd'hui sur une matière aussi grave que le serment : mais d'ailleurs, ce qui n'est certainement pas chimérique, c'est que depuis les premiers jours de la révolution, cet art de dissimulation & de perfidie, dont nous venons de parler, a été (pour me servir d'une expression de nos jours) la *tactique* constante de ceux qui nous persécutent. Je n'en veux d'autre exemple que la conduite tenue relativement au trop fameux *serment civique* décrété le 27 novembre 1790, & sanctionné le 26 décembre même année : le législateur nous a-t-il jamais avoué que ce serment intéressât en rien la religion ? Ne nous a-t-il pas répété jusqu'à satiété, dans les préambules de toutes les lois qui en ordonnoient la prestation ou qui en punissoient le refus, qu'il n'y étoit question que du *civil* & non du *spirituel* ; qu'on nous laissoit une entière liberté d'avoir telle *croyance religieuse* qu'il nous plairoit ? N'est-il pas même vrai qu'on n'avoit inféré dans cette formule aucune expression qui marquât *explicitement* la constitution *civile du clergé*, & qu'on n'y parloit *textuellement* que de la *loi* & de la *constitution* de l'état en général ? Ce serment en fut-il moins rejeté par tout le clergé catholique ? en fut-il moins condamné par le pape ? en est-il moins réprouvé par l'église universelle ? (1) Pourquoi donc étions-nous si difficiles il y

---

(1) Lorsque l'assemblée législative, par son décret des 17 & 29 novembre 1791, voulut étendre à tous les ecclésiastiques l'obligation de prêter le *serment civique*, la constitution *civile du clergé* ne faisoit plus partie de la constitution de l'état ; & l'assemblée déclaroit dans son *préambule*, qu'elle n'exigeoit ce

a six ans, & le sommes-nous si peu aujourd'hui ? Ah ! c'est qu'alors nous étions, pour ainsi dire, dans la première ferveur de la persécution ; nous craignions plus Dieu que les hommes ; la perte de nos biens, l'exil, la prison, la mort même ne nous effrayoient point ; l'idée d'un parjure nous faisoit frissonner ; & pour éviter le parjure, nous suivions la seule règle qui fût capable de nous en garantir, celle de ne jamais rien jurer, sous aucun prétexte, non-seulement de répréhensible, mais même d'obscur ou d'incertain ; rien qui ne fût clairement *vrai*, clairement *juste*, clairement *orthodoxe*. Aujourd'hui, il faut l'avouer, soit que la continuité des inquiétudes & des souffrances ait affaibli nos courages, soit que nous ayons laissé éteindre en nous cette sainte ardeur dont Dieu avoit rempli nos cœurs à l'approche des premiers combats, nous avons cruellement dégénéré ; nous ne connoissons plus que cette sagesse humaine qui met sa confiance dans *les bras de chair* ; nous avons perdu cette sagesse chrétienne qui s'appuie uniquement sur

---

serment de tous les prêtres, que pour s'assurer qu'ils n'étoient point occupés de manœuvres dangereuses contre la constitution. Cependant ni ce *préambule*, ni l'exclusion donnée à la constitution civile du clergé, hors de l'acte constitutionnel, n'empêchèrent les évêques de prononcer unanimement que ce serment étoit condamnable ; & ce fut ce qui déterminâ le roi à refuser sa sanction au décret qui en ordonnoit la prestation. Si on veut avoir une idée de l'impression que les explications de *préambule* faisoient alors sur le clergé, qu'on lise un petit écrit qui parut à cette époque, sous le titre de, *question : le serment offert par M. l'évêque de Clermont, sous la réserve du spirituel, est-il le même &c. ?* On y remarquera, entre autres choses, ces mots : » On doit observer, qu'encore » que la raison du moment soit de s'assurer que les ecclésiastiques » ne conspirent pas contre l'état, l'assemblée, en leur ordonnant le serment, emploie un moyen qui conduit beaucoup » plus loin que son but ; le motif qui la décide à exiger le » serment, ne la décide pas à RESTREINDRE l'obligation qu'il » impose. Son *préambule* expose les raisons de sa conduite ; » cet exposé NE CHANGE RIEN A L'ÉNERGIE DU SERMENT ». Que disons-nous autre chose ?

la foi, & qui ne redoute que le péché. Aussi où en sommes nous venus? Est-il d'engagement si extraordinaire que nous ne soyons prêts à prendre, de serment si équivoque que nous ne soyons prêts à faire, de démarche si irrégulière que nous ne soyons prêts à légitimer, dès-là que la puissance civile l'ordonne, & qu'elle prononce des peines contre ceux qui s'y refuseront? A quelles subtilités, à quels sophismes n'avons-nous pas recours pour tout excuser, pour tout justifier? Nous supposons des intentions toutes contraires à celles que tout le monde connoît, nous dénaturons les faits, nous faisons signifier aux mots ce qu'ils n'ont jamais signifié dans aucune langue: lorsqu'il s'agit d'un acte aussi religieux & aussi saint que le serment, nous nous fondons sur des chicanes dont rougiroit le sophiste le plus intrépide: ni les contradictions les plus palpables en raisonnement, ni les propositions les plus hasardées en morale, rien ne nous coûte. Ainsi nous propose-t-on de jurer le maintien d'une *liberté* & d'une *égalité* qu'il est au moins fort douteux que le législateur entendît en bonne part? Nous établissons qu'il faut compter pour rien le *sens* du législateur, que la signification naturelle des termes doit compter pour tout, & en conséquence nous jurons sans scrupule. Veut-on ensuite que nous fassions serment de *haïr* une forme de gouvernement qu'on abhorre, mais qui est bonne en elle-même & approuvée de Dieu? nous renonçons alors au *sens* naturel des termes; & recourant au *sens* présumé du législateur, nous nous préparons à jurer encore. C'est ainsi que nous errons sans guide & sans bouffole, nous démentant nous mêmes, détruisant nos propres raisons, & nous perçant de nos propres armes, depuis que nous avons perdu de vue les règles tracées par nos pères, depuis que nous avons oublié ce principe si sage & si



simple : *ne jurez point dans le doute*, IN DUBIO JURARE NON LICET. Si nous eussions retenu ce seul principe, nous aurions vu que la légitimité d'un serment étoit au moins douteuse, quand même les paroles n'en feroient qu'ambiguës & prêteroiént également à une bonne ou à une mauvaise interprétation, s'il y a lieu de craindre que le sens du législateur ne soit le mauvais : ce fut la raison pour laquelle les catholiques d'Angleterre ne crurent pas pouvoir, sans prévarication, signer ces paroles, *agnosco... quod SUPREMUS Dominus noster rex Jacobus est legitimus & verus rex hujus regni*; parce que le mot de *SUPREMUS*, qui n'a rien de condamnable en lui-même, étoit suspect dans une formule proposée par un prince qui prétendoit à la *SUPRÉMATIE spirituelle*. (1) Si nous

---

(1) Il s'agit du serment prescrit aux catholiques d'Angleterre par le roi Jacques I. La plus grande partie de ce serment (qu'on peut voir en latin dans Suaréz, & en français dans Dupin) n'est qu'une reconnaissance des droits temporels du roi & de l'indépendance de sa couronne. A cela il ne pouvoit y avoir nulle difficulté. Mais deux choses choquoient les catholiques dans la formule; la première étoit ce mot *SUPREMUS* dont nous venons de parler, & qu'on ne vouloit pas signer sans restriction; la seconde étoit que cette formule déclaroit la doctrine favorable à la déposition des rois, *HERÉTIQUE*, tandis qu'elle ne l'étoit pas. Le cardinal Bellarmin & Suaréz qui écrivirent contre ce serment, l'attaquèrent par ces deux endroits. Le pape Paul V le condamna formellement dans deux brefs; & en conséquence l'immense majorité des catholiques anglois refusa de le prêter; ce refus valut à plusieurs la couronne du martyre. » On étoit persuadé à Rome, dit d'Avrigny dans ses mémoires chronologiques sur l'année 1606, que le serment proposé étoit un artifice délicat pour déguiser adroitement le dessein qu'on avoit de faire reconnaître par les catholiques, la *SUPRÉMATIE* du successeur d'Henri VIII, dans les choses spirituelles; & c'est ce qui le faisoit paroître si exécrable ». (Voyez Suaréz, *def. fid. cath.* lib. 6, & Dupin, *hist. eccl.* du 17.<sup>e</sup> siècle, t. 1).

C'est ici le lieu de relever quelques assertions fort inexactes, qu'on trouve à ce sujet dans un écrit intitulé *réflexions sur le serment de la liberté & de l'égalité*, qui parut à Paris en 1793. L'auteur de cette brochure affirme (p. 58 & 59), en parlant du serment de Jacques I, que la *faculté de théologie de Paris déclara*

retenions ce seul principe, *in dubio jurare non licet*; nous verrions que la légitimité d'un serment est au moins douteuse, quand même

nettement que les catholiques d'Angleterre pouvoient en toute sûreté de conscience prêter ce serment. C'est une méprise : la faculté de Paris n'a jamais rien prononcé sur cette question ; & l'on n'a sur cette matière, qu'une consultation signée de plusieurs docteurs ; or une consultation n'est pas une décision, & plusieurs docteurs ne font pas une faculté de théologie ; il ne faut donc pas s'étonner qu'une pareille approbation n'ait produit, de l'aveu même de l'écrivain que nous relevons, presque aucun effet en Angleterre. D'ailleurs la consultation dont il s'agit ne prononçoit point nettement en faveur du serment ; mais d'une manière conditionnelle. Je ferai connoître, quand on voudra, cette pièce qui n'est remarquable que par son ambiguïté, & qui est loin de faire honneur à ceux qui en furent les auteurs ; je compterai & je nommerai les docteurs qui la signèrent ; je montrerai que plusieurs d'entr'eux s'étoient signalés par leur attachement à plus d'une erreur ; je prouverai que la plus saine, aussi bien que la majeure partie des membres de la faculté, ayant de leur tête tous les professeurs de Sorbonne, refusèrent formellement d'apposer leur signature à cette prétendue décision. Bossuet, qui nous apprend qu'elle fut mise à l'index à Rome en 1683 ; ne dit pas un mot qui tende à la justifier ; il fait même assez sentir qu'il n'en admettoit pas les principes, lorsqu'il dit : qu'il est certain qu'on avoit inséré dans ce serment une clause captieuse, & propre à rendre odieuse la puissance pontificale. La voici, ajoute-t-il : Je jure que je déteste sincèrement . . . . , comme impie & hérétique, cette proposition : les princes excommuniés peuvent être déposés & tués par leurs sujets. Sans doute, conclut-il, qu'il étoit permis aux anglois de rejeter cette opinion, ainsi que nous-même l'avons rejetée . . . . Mais la condamner comme HÉRÉTIQUE, sans attendre le jugement de l'église, c'étoit ce qui paroissoit OUTRÉ ET TÊMÉRAIRE. Et un peu plus loin il nous représente comme de véritables martyrs, Richard Langhord, (il faudroit Langhorn) célèbre juriconsulte & le lord Stafford, qui en mourant déclarèrent, dans les termes les plus clairs & les plus précis, qu'ils regardoient le sentiment favorable à l'indépendance des rois, comme certain & indubitable ; mais évitèrent de traiter d'HÉRÉTIQUE l'opinion opposée, parce que l'église catholique, à l'autorité de laquelle ils étoient invariablement attachés, ne l'avoit pas condamnée. ( Voy. Boss. dans sa déf. de la décl. du clér. de Fr. part. 1, liv. 4, ch. 23. ) En cela ce grand prélat est parfaitement d'accord avec le cardinal Duperron qui, parlant au nom de tout l'ordre du clergé, aux états de 1614, loue le courage des catholiques d'Angleterre, assez constants, dit-il, pour souffrir toutes sortes de supplices, plutôt que de consentir à faire le serment qu'on leur imposoit. ( Voy. la harangue de ce cardinal à la chambre du tiers-état en 1614.



les intentions du législateur ne seroient pas évidemment perverses, si les paroles même de la formule qu'on nous propose, présentent un

Édit. des Etiennees en 1622, pag. 642.) On conçoit difficilement après cela, cette seconde assertion de l'apologiste du serment de liberté & d'égalité, qui s'exprime ainsi à l'endroit déjà cité : *C'est aujourd'hui, parmi tous les catholiques qui ne sont pas servilement dévoués à la cour de Rome, une vérité constante, que le serment exigé des catholiques d'Angleterre sous Jacques I & Charles II, n'avoit rien que de légitime, qu'ils eurent tort de le refuser; qu'en le refusant ils désobéissoient à J. C., & violoient, par une injuste résistance, le précepte que nous font les apôtres, &c.* Bossuet étoit donc servilement dévoué à la cour de Rome; puisqu'il jugeoit un serment si légitime, **OUTRÉ ET TÊMÉRAIRE**; puisqu'il regarde comme des martyrs, ceux qui, par une injuste résistance, désobéissoient à J. C. & aux apôtres, en le refusant. Le cardinal Duperron & tous les députés du clergé de France en 1614, étoient donc aussi servilement dévoués à la cour de Rome, puisqu'ils vantoient la constance & le courage de ceux dont ils auroient du blâmer l'injuste résistance. Notre écrivain ajoute (p. 61.), après que le calme de la raison eut succédé aux longues disputes qui avoient divisé l'Eglise d'Angleterre sur le point dont il s'agit, on reconnut enfin que tous les catholiques auroient pu & dû prêter le serment qu'on leur demandoit. On le reconnut si peu, que les catholiques d'Angleterre & d'Irlande, à l'exception d'un petit nombre (qui selon cet écrivain même, étoient regardés comme des lâches, des prévaricateurs & des apostats), ne consentirent jamais à faire ce serment. Jacques II, prince favorable aux catholiques, défendit par une déclaration du 4 avril 1687, qu'on l'exigeât d'aucun de ses sujets, non plus que le serment de suprématie ni celui du test; Guillaume III fit prononcer par le parlement l'abrogation formelle du serment d'allégeance; George III, actuellement regnant, l'a fait revivre, mais après avoir fait deux changemens importans à la formule dressée par Jacques I. Premièrement, il a supprimé les mots *agnosco quod SUPREMUS* &c., qui pouvoient se prendre, comme nous l'avons observé plus haut, pour une reconnaissance indirecte de la SUPREMATIE spirituelle, & a mis à la place ceux-ci : *Je promets fidélité & sincère allégeance à notre très-gracieux souverain, le seigneur roi George III; (I will be faithfull and bear true allegiance to our most gracious sovereign lord king George the III.)* paroles où l'on voit qu'il ne reste plus d'équivoque. Secondement, à cette autre clause par laquelle on déclaroit **HÉRÉTIQUE**, la doctrine favorable à la déposition des rois, il a substitué celle-ci : *Je déclare en outre que ce n'est pas un article de ma foi, mais une opinion à laquelle je renonce, que je rejette & que j'abjure, que les princes excommuniés par le pape & le*



sens condamnable; car quand on me demanderoit, de la meilleure foi du monde, de jurer une erreur, il est clair que je ne dois jamais y

*soncile, ou par quelqu'autorité que ce soit du siège de Rome, ou par une autorité quelconque, puissent être déposés ou tués par leurs sujets ou par quelque personne que ce soit; (I further declare that it is no article of my faith, and that I do renounce, reject and abjure the opinion, that princes excommunicated by the pope and council, or by any authority of the see of Rome, or by any authority whatsoever, may be deposed or murdered by their subjects, or by any person whatsoever.)* ces changemens faits en 1774 prouvent assez que jusqu'à cette époque les catholiques s'étoient persévéramment refusés à prêter le serment d'allégeance, & que ce qui les en avoit empêchés, c'étoient les deux articles que nous avons marqués au commencement de cette note, & qu'il fallut modifier. Aussi George III reconnoît-il dans le préambule de son édit, que jusqu'alors les lois existantes avoient mis plusieurs de ses fidèles sujets dans l'impossibilité, à raison de leur CROYANCE RELIGIEUSE, de donner une garantie de leur allégeance. (Many of his majesty's loyal subjects . . . upon account of their religious tenets are by the laws now in being prevented from giving public assurances of such allegiance.) Depuis 1774 tous les catholiques d'Angleterre, d'Irlande & d'Ecosse prêtent sans difficulté, non le serment de Jacques I & de Charles II, mais celui de Georges III, ce qui est fort différent; car ce dernier n'a aucun des vices de l'autre; il a été réellement approuvé par la faculté de théologie de Paris, & le pape ne l'a ni condamné ni défendu. Qu'on juge par là quelle foi l'on doit ajouter aux assertions dénuées de preuves, qu'on lit dans certaines brochures, & qu'on répète si légèrement. Pour peu qu'un lecteur soit crédule & facile à éblouir, on lui en impose aisément, en lui donnant des allégations pour des certitudes, & des consultations signées par plusieurs docteurs pour des décisions de la faculté de théologie de Paris \*. Combien de fois entendons-nous des personnes peu instruites de ces matières, nous citer aujourd'hui de prétendues décisions nouvelles de cette même faculté de Paris ou de la

---

\* Je ne prétends pas qu'on doive entièrement attribuer à la mauvaise foi toutes les méprises de l'auteur que j'en viens de relever. Il est vraisemblable qu'il en auroit évité la plupart, si, au lieu de copier servilement l'abrégé très-infidèle de l'*histoire ecclésiastique*, composée par l'abbé Racine, écrivain inexact & suspect, il eût pris la peine de remonter aux sources, & de consulter l'*histoire de l'église d'Angleterre*, imprimée à Bruxelles, en 3 vol. in-f.<sup>o</sup>, dans l'année 1742, sous le titre de Church history of England, from the year 1500 to the year 1688, l'*histoire d'Angleterre d'Echard*, les *actes & statuts du parlement d'Angleterre*, le *recueil des décisions de la faculté de théologie de Paris*, *defensio decl. cl. gal. Bossuetii*, &c.

consentir : outre que je ne saurois être aussi sûr de la bonté des intentions d'un homme quelconque , que je le suis du venin contenu dans les expressions d'une formule que j'ai sous les yeux ; pour pouvoir juger de la signification des mots , il suffit du simple bon sens & de l'intelligence d'une langue ; mais l'esprit le plus clairvoyant peut être trompé sur les motifs d'autrui , & les plus belles interprétations ne peuvent lui donner aucune assurance à cet égard. Comme donc il seroit incontestablement criminel de s'engager à *haïr* en général *la royauté* qui n'est point *haïssable* , tous les commentaires & toutes les explications du monde ne me détermineront jamais à prononcer séchement & sans modification ces mots , *je jure haine à la royauté*. Mais enfin me direz-vous peut-être , si des explications bien franches & bien satisfaisantes étoient insérées dans la formule même du serment , vous le prêteriez sans peine ; pourquoi ces mêmes explications ne vous rassureroient-elles pas , étant placées ailleurs , pourvu que ce soit toujours dans la loi ou dans le préambule de la loi , de manière qu'on ne puisse douter que ce soit le législateur qui les donne ? La raison en est bien simple : c'est que si les explications ( j'entends des explications bien franches & bien satisfaisantes , comme vous venez de dire ) ( 1 ) , font partie

---

Sorbonne , en faveur des *sermens* & des *déclarations*. qu'on nous propose , sans songer que la Sorbonne n'existe plus , que l'université de Paris est détruite , que les docteurs de sa faculté de théologie sont dispersés dans toute l'Europe , & qu'il en reste un moindre nombre dans la capitale , que dans les départemens.

Au reste , élève moi-même de la faculté de théologie de Paris , dont j'ai l'honneur d'être membre , je ferai toujours gloire de professer sa doctrine ; mais je ne la confondrai pas avec l'opinion individuelle de quelques-uns de ses docteurs.

( 1 ) J'insiste sur ce que ces explications doivent être *franches* & *satisfaisantes* , c'est-à-dire , claires , précises , explicites , & telles qu'elles ne laissent subsister aucune équivoque ; car une restriction vague , fût-elle inférée dans la formule même , ne suffiroit



de la formule même, & sont insérées avec elle dans les registres publics, alors mon serment porte son correctif avec lui, ou plutôt ce n'est plus le même serment; il n'est plus susceptible

pas pour légitimer un serment dont les termes seroient d'ailleurs viciés. Le fait suivant, extrait littéralement de l'histoire du schisme d'Angleterre, écrite en latin par Sanderus, & traduite en français par Maucroix, fera mieux sentir cette vérité.

» Anne de Boulen, Cromwel & les autres ennemis du clergé  
 » suggérèrent à Henri VIII, qu'il étoit important pour le bien  
 » de ses affaires, d'obliger les ecclésiastiques à lui prêter le même  
 » serment d'obéissance qu'ils avoient accoutumé de prêter au  
 » pape. . . . . Ce conseil plut à Henri; mais l'entreprise étant  
 » nouvelle & inouïe, on chercha un homme dans le clergé pour  
 » en faire la proposition. On n'en trouva point de plus propre  
 » que Jean Fisher, évêque de Rochestre » (à raison de son  
 » attachement connu pour Rome & pour la foi catholique, qui  
 » lui donnoit une grande influence dans son corps.), » & pourvu  
 » qu'il s'en chargeât, l'on ne doutoit point du succès de cette  
 » affaire. Le roi donc ayant fait savoir son intention à l'évêque  
 » de Rochestre, celui-ci en fut touché sensiblement, & tâchoit  
 » d'éluder le coup, car il n'ignoroit pas de quelle main il  
 » partoît; mais le roi le pressoit sans relâche, & ne vouloit  
 » ni excuse ni retardement. Il disoit que *ce n'étoit que pour*  
 » *s'éclaircir si le clergé le haïssoit autant qu'on disoit; qu'au reste, pour*  
 » *lever toute sorte de scrupule, il n'exigeoit le serment d'obéissance*  
 » *du clergé, qu'avec cette expresse restriction, AUTANT QUE*  
 » *LA PAROLE DE DIEU LE LUI PERMETTOIT.* D'autre  
 » côté l'évêque confidéroit, combien de maux la colère du roi  
 » préparoit à tout l'ordre ecclésiastique, si l'on s'opposoit à sa  
 » volonté; que s'il guérissoit de sa passion, il pourroit changer  
 » de pensée, qu'on ne manqueroit point alors d'habiles prélats,  
 » pour lui représenter l'injustice de cette entreprise. Fisher  
 » convaincu ou trompé par ces raisons, crut qu'il falloir céder  
 » au temps, & persuada à quelques-uns de ses confrères, qui  
 » ne se vouloient pas rendre comme les autres, de promettre  
 » obéissance au roi aussi bien au spirituel qu'au temporel, *avec*  
 » *la restriction dont nous venons de parler.* L'évêque de Rochestre  
 » eut tant de regret de cette faute, qu'il se la reprocha publi-  
 » quement: il reconnut qu'il avoit manqué à son devoir d'évêque,  
 » & qu'au lieu de se précautionner d'une *exception douteuse*,  
 » il devoit déclarer en termes clairs & formels, *CE QUE LA*  
 » *LOI DE DIEU DÉFEND, ET CE QUELLE PERMET*,  
 » afin que les autres ne tombassent pas dans l'erreur. Jamais il  
 » ne se pardonna cette foiblesse, qu'il ne l'eût effacée de son  
 » propre sang. Par cette subtilité le roi obtint ce qu'il  
 » souhaitoit ». Sander. hist. du Schif. d'Angl. liv. 1, traduc.  
 de Mauc.

Je ne fais aucune observation sur ce récit, qui fera naître



que d'un sens louable ; on est dans l'impossibilité d'en abuser, ni contre moi, ni contre les droits de Dieu, ni contre ceux du prochain. Veut-on après cela m'imputer d'avoir juré autre chose que ce que j'ai juré en effet ? je produis aussitôt le texte même de l'engagement que j'ai pris, & la calomnie est forcée au silence. Mais séparez les explications de ce texte, & quelques précises que vous les supposiez, je n'ai plus de garant certain de la légitimité de mon serment : vous les placerez dans le préambule de la loi même ? mais qui me répond que le préambule de la loi d'aujourd'hui ne sera pas contredit dans la loi de demain ? qui me répond que la loi entière d'aujourd'hui ne sera pas annullée demain, & la seule obligation du serment maintenue ? & dans ce cas, que devient ma garantie ? Mais quand on n'annulleroit ni la loi ni le préambule, quelle force peuvent avoir des interprétations étrangères à l'acte même par lequel je me lie ? Elles ne sauroient sauver ni mon honneur, ni ma conscience : aussi le corps législatif n'a-t-il rien de mieux à faire, s'il veut déshonorer le clergé catholique, que de placer l'erreur dans l'acte qu'il lui propose, & le correctif dans un préambule. Car le peuple, les nations étrangères, la postérité ne liront pas les préambules ; mais le peuple français, les étrangers & la postérité sauront qu'à telle époque une portion du clergé

---

par lui-même assez de réflexions dans l'esprit de tout lecteur judicieux. Mais si quelqu'un se persuade que cet exemple ne soit pas applicable à la question qui nous occupe, parce que le serment qu'on exigea de Fisher étoit relatif au *spirituel*, je le prie de faire attention, que si un parjure en matière *spirituelle* est le plus grand de tous les crimes, un parjure en matière *temporelle* n'en est pas moins un crime très-odieux ; & que tout serment douteux, en quelque matière que ce soit, est un parjure, *cum in dubio jurare non liceat*. Dieu n'a pas distingué le *spirituel* & le *temporel*, quand il a défendu de prendre son nom en vain. Nous reviendrons ailleurs sur cette objection.

de France a signé ces mots : *je jure haine à la royauté*. Voilà ce qui restera , voilà ce qu'attesteront les registres publics , voilà ce qui survivra à nos sophismes éphémères aussi bien qu'aux préambules de nos lois , & qui immortalisera notre honte. Première raison pour laquelle les explications des *considérant* ne prouvent rien pour la *légitimité du serment* , c'est qu'elles pourroient fort bien n'être qu'un piège.

Elles ne prouvent rien , en second lieu , pour sa *légitimité* , parce qu'elles sont évidemment *dérisoires*. Car , quoi de plus *dérisoire* que des explications *démenties* par la raison , *démenties* par les faits , *démenties* par le rapporteur qui les propose & par l'assemblée qui les doit adopter , enfin *démenties* par elles-mêmes ? Or telles sont les explications dont il s'agit ; elles sont *démenties* par la raison : quoi de moins raisonnable en effet que cette assertion du septième *considérant* ( page 37 ) , *que le serment de haine à la royauté est une conséquence nécessaire de la fidélité que tout citoyen doit à la république ?* Comme si une épouse ne pouvoit être *fidelle* à son époux , sans *haïr* tout autre homme que lui ! comme si un célibataire ne pouvoit être *fidelle* au vœu de chasteté , sans *haïr* l'état du mariage ! comme si enfin on ne pouvoit être *fidelle* au gouvernement de son pays , sans *haïr* les gouvernemens des autres nations ! Ah ! ici l'imposture se trahit visiblement , & *l'iniquité se ment à elle-même*. Car si l'on entend par *fidélité à la république* , ce fanatisme républicain qui ne reconnoît pas d'autre gouvernement légitime que la *démocratie* , & qui regarde tous les rois comme des usurpateurs & des tyrans , il sera très-vrai que *la haine à la royauté* en est une *conséquence nécessaire* ; & alors qu'on ne vienne pas nous dire qu'on n'exige pas autre chose de nous que la soumission ordonnée par l'évangile. Mais si on ne veut parler que de cette



*fidélité*, qui consiste à respecter la puissance établie ; à lui obéir en tout ce qui n'est pas contraire à la loi de Dieu , il est faux , il est absurde de dire que ce genre de *fidélité* ( le seul dont on puisse nous faire un devoir ) entraîne nécessairement *la haine de la royauté* ; il est faux même qu'il soit incompatible avec l'estime de la *royauté*, avec l'amour de la *royauté*, avec la préférence donnée à la *royauté* comme système politique. Avancer le contraire , ce seroit se mettre en contradiction avec la doctrine prêchée jusqu'à présent par toutes nos assemblées législatives , qui toutes ont compté au nombre des *droits imprescriptibles de l'homme* , la liberté la plus illimitée des *opinions politiques* aussi bien que des *opinions religieuses* , pourvu que leur manifestation ne troublât point l'ordre public ; liberté qui n'est plus qu'un mot vuide de sens , s'il ne m'est pas permis d'aimer le régime monarchique en théorie , lorsque je me sou mets pour la pratique au gouvernement républicain. Je fais qu'on voudra m'opposer ici un texte de l'évangile ; mais c'est aussi un abus trop indécent des paroles sacrées de l'écriture , que les applications vaines & puériles que quelques personnes se permettent d'en faire : quoi ! parce que JÉSUS-CHRIST aura dit que *nul ne peut servir Dieu & Mammon* (1) tout ensemble ; parce que , pour rendre cette vérité sensible , il aura cité l'exemple d'un esclave qui *ne peut servir avec affection deux maîtres à la fois , mais qui aimera l'un & prendra l'autre en aversion* ; il s'ensuivra de là qu'on ne peut remplir dans une république les devoirs d'un citoyen paisible & fidèle , si l'on ne *hait la royauté* ? Je rougis de répondre à ces scandaleuses inepties ; & après avoir montré que les

explications

---

( 1 ) Mat. c. 6 , v. 24.



explications sur lesquelles on s'appuie sont *démenties par la raison*, je vais faire voir qu'elles sont encore *démenties par les faits*. Car que signifie ce qu'on trouve au huitième *considérant*, que *la république françoise a formellement déclaré qu'elle n'entend point s'immiscer dans le gouvernement intérieur des autres états*? Les faits ne parlent-ils pas plus haut que cette *déclaration formelle*? La destruction du stathoudérat en Hollande, le bouleversement de l'état vénitien, les révolutions opérées dans une grande partie de l'Italie par la force des armes, la dépossession du duc de Modène, les changemens déjà effectués dans plusieurs électorats d'Allemagne, ceux qui menacent tout l'empire, ceux que l'on prépare en Suisse, l'expédition qu'on médite contre l'Angleterre, & dont l'objet avoué est de détruire le gouvernement des trois royaumes; en est-ce assez pour m'autoriser à dire que les faits démentent les phrases du préambule? Et si par hasard les discours ou les écrits vous paroïssent avoir plus de force que les faits; le directoire dans ses messages, les conseils dans leurs adresses, les ministres, les orateurs, les généraux, tous ne répètent-ils pas sans cesse, qu'il ne faut songer à rien moins qu'à affranchir le monde du joug de tous les tyrans (c'est-à-dire de tous les rois) (1)? Ne m'objectez pas que

---

( 1. ) Il faudroit fermer volontairement les yeux à la lumière, pour ne pas voir que dans la *langue révolutionnaire*, roi & tyran sont des mots synonymes. Comment désigne-t-on aujourd'hui le temps où la France étoit gouvernée par des monarques, sinon par ces expressions, *lorsque nous étions esclaves, lorsque nous étions sous le joug des tyrans*? Remarquez ces phrases du rapport de Chollet ( pag. 29 ), *longtemps la royauté les tint ( les françois ) dans l'esclavage & l'avisement : ils ont secoué ce joug honteux &c.* Nos républicains ne donnent pas d'autre nom que celui de *tyrans* aux meilleurs rois, & ils évitent de donner ce nom à celui qui n'a pas été roi, quelque despotisme qu'il ait d'ailleurs exercé,

la république françoise a cependant des rois pour alliés. Personne n'ignore que ces sortes d'alliances entre puissances souveraines sont toujours l'effet du besoin ou de l'intérêt réciproque, & n'ont jamais été regardées comme une preuve d'amitié mutuelle. Les françois font des traités avec les rois par politique, & ne les en aiment pas davantage; les rois font des traités avec eux par nécessité, & ne les en craignent pas moins. Que voulez-vous conclure de là? Philippe de Macédoine ne fit-il pas tour-à-tour des alliances avec les divers états de la Grèce? en étoit-il moins résolu pour cela de les asservir tous, comme il y parvint en effet? Buonaparte vient de conclure des traités avec le roi de Sardaigne, le pape, l'empereur &c., cela l'a-t-il empêché de dire, dans sa harangue au directoire, en lui présentant le traité de paix conclu avec ce dernier, que *lorsque le bonheur du peuple françois sera assis sur les meilleures lois*

---

quelques cruautés qu'il ait commises. De là vient qu'en parlant de Louis XVI, ils l'appellent toujours *le dernier tyran des françois*; le dernier, ce qui suppose premièrement que tous ceux qui l'ont précédé étoient des tyrans aussi; or on ne voit pas comment les saint Louis, les Louis XII, les Henri IV. peuvent mériter la qualification de tyrans, sinon parce qu'ils étoient rois. Cette expression de *dernier tyran*, suppose encore qu'il n'y en a pas eu d'autre après lui. Ainsi Robespierre, qui faisoit périr chaque jour cinquante ou soixante victimes sur l'échafaud à Paris, sans compter celles que ses agens immoloient par milliers dans les départemens, est rayé de la liste des tyrans, puisque Louis XVI mort avant lui, est appelé *le dernier tyran des françois*. Pourquoi cette différence, si ce n'est parce que Louis XVI étoit roi, & que Robespierre ne l'étoit point? Car on convient du reste que là courte dictature de ce monstre avoit accumulé sur la tête des françois, dans l'espace de quelques mois, autant de maux que le despotisme des rois avoit pu leur en faire dans son immense durée. (Rap. de Chollat.) Malgré cet aveu, après avoir donné à Robespierre dans le premier moment d'indignation qui suivit sa mort, le nom de tyran, on le lui a ôté ensuite, pour l'appliquer exclusivement aux rois.

*organiques , l'Europe entière deviendra LIBRE ?*  
 Huit ans de révolution doivent vous avoir appris à entendre cette phrase. Le langage de ce général n'est-il pas celui dont retentissent chaque jour les tribunes des deux conseils ? en est-il qui y soit mieux accueilli ? Quel est l'orateur si obscur qui , pour se faire applaudir , n'y parle en termes formels ou couverts , de républicaniser l'univers ? N'est-ce pas là le bel endroit de presque tous leurs discours , le refrain pour ainsi dire de toutes leurs périodes , le grand lieu commun de leur éloquence populaire ? Ai-je donc eu tort de dire , que le préambule est démenti par ceux qui le doivent adopter ? Vous allez convenir encore qu'il l'est également par le rédacteur même qui le propose. Car d'après le huitième *considérant* déjà cité , il seroit évident que le serment de haine à la royauté ne porte que sur la royauté en France ; & d'après les expressions du rapport de *Chollet* , il est évident que c'est tout le contraire. Prenez bien garde à ceci : *Chollet* m'apprend ( page 30 ) que la haine des Brutus & des Caton est une haine contre tout ce qui porte le nom de roi , & que ces sentimens vigoureux de haine contre tout ce qui porte ce nom , caractérisent les âmes vraiment nées pour la liberté. Donc , selon lui , pour toutes ces âmes vraiment dignes de la liberté , le serment de haine ne porte pas seulement sur la royauté en France , mais bien en général sur tout ce qui s'appelle roi. Or , comme ce seroit faire injure à tous les membres du gouvernement , à tous les membres des conseils , à tous les membres des administrations , à tous ceux enfin que la république emploie , que de dire qu'ils ne sont pas nés pour la liberté , il s'ensuit par une conséquence inévitable , que pour tous ceux qui exigent ce serment , & pour



les quatre cinquièmes au moins de ceux qui le prêtent, c'est le serment *des Brutus & des Caton*, c'est-à-dire un serment de véritable *haine à tout ce qui porte le nom de roi*, en un mot, un vrai serment d'illuminés. Je pourrois vous demander maintenant, en quoi votre serment est différent de celui-là ? quel est le mot, quelle est la syllabe, quelle est la virgule qui les distingue ? quel moyen il me reste pour discerner le *Brutus vraiment né pour la liberté*, qui jure franchement *haine* aux monarchies & aux monarches, d'avec le prêtre timoré qui, en prononçant identiquement les mêmes paroles, sans rien ajouter ni retrancher, ne veut s'engager qu'à *haïr la royauté en France* ? Mais pour ne pas m'écarter de mon objet, je me contente de demander au rapporteur *Chollet*, comment il se peut faire qu'un *serment de haine* qui, dans la bouche de tout homme *vraiment né pour la liberté*, porte sur tout ce qui a le titre de roi, qu'un tel serment ne porte évidemment que sur la royauté en France ? & en attendant qu'il me réponde, je ne balance pas à conclure que ses propres expressions démentent les explications qu'il propose. Mais il faut voir enfin ces explications *démenties par elles-mêmes*. Si j'en croyois le huitième *considérant*, la *haine* qu'on me demande de jurer ne tomberoit, comme on vient de le voir, que sur la royauté considérée par rapport à la France ; & cependant je lis dans le septième *considérant* que je dois une *haine* égale à la royauté & à l'anarchie, que la *fidélité à la république* repousse également l'idée de l'une & de l'autre ; ce qui s'accorde parfaitement avec les termes de la formule qu'on me présente, où la royauté & l'anarchie sont mises au même rang, où je m'engage à avoir les mêmes sentimens pour celle-là que pour celle-ci ( je jure *haine à la*

*royauté & à l'anarchie* ). Or est-ce pour la France seulement que je *hais l'anarchie* ? ne dois-je pas la *haïr* sous tous les rapports & dans tous les sens ; comme une chose mauvaise en elle-même ? ne dois-je pas la *haïr* d'une *haine* véritable & proprement dite ? Et puisqu'on exige que je sois dans les mêmes dispositions à l'égard de la *royauté* , puisqu'il faut que je la *repousse* de la même manière , n'est-il pas clair qu'on entend que je la *haïsse* aussi comme mauvaise en elle-même , que je lui voue une *haine* réelle & proprement dite , qui s'étende à toute sorte de *royauté* , par-tout où elle se trouve ? Il est donc vrai que les explications des *considerant* sont *démenties par elles-mêmes* , comme elles le sont *par le rapporteur qui les propose , par l'assemblée qui les doit adopter , par les faits , & par la raison* ; il est donc vrai qu'elles sont *évidemment dérisoires* , & c'est la seconde raison pour laquelle elles ne *prouvent rien en faveur de la légitimité du serment*.

Enfin la troisième & dernière raison pour laquelle elles ne *prouvent rien en sa faveur* , c'est que quand ces explications ne seroient ni un *piège* ni une *dérision* , quand elles donneroient incontestablement le véritable sens de la formule , ce sens seroit encore condamnable. Car à quoi se réduit tout ce que ces explications présentent de plus favorable ? Nous venons de le dire : à ce seul point ; qu'on s'engage à *haïr la royauté* , non précisément en général & d'une manière abstraite , mais seulement en tant qu'elle pourroit être rétablie *en France*. Eh bien n'avons-nous pas montré plus haut , que cet engagement , même ainsi limité & circonscrit , doit répugner à toute ame droite & chrétienne ? En effet je conçois qu'on peut aimer le gouvernement républicain , faire des vœux



pour qu'il s'affermisse , travailler même de toutes ses forces à le consolider ; je conçois encore qu'on peut désirer que la royauté ne se rétablisse jamais en France ; mais comment se résoudre à jurer de *haïr* un ordre de choses , que l'on pourra se trouver un jour dans l'obligation de ne *haïr* pas , & même d'*aimer* ? Car , comme nous l'avons déjà observé , il n'est pas impossible que le retour de la royauté en France soit dans les décrets de la divine providence : or s'il est vrai , comme il l'est incontestablement , & comme on l'a tant répété à l'occasion des actes de soumission , que toutes les formes de gouvernement sont par elles-mêmes indifférentes au ministre de l'évangile , qu'il ne se mêle point des discussions politiques , & qu'il se soumet à la puissance établie quelle qu'elle soit , parce que l'ordre le veut ainsi , & qu'il aime l'ordre ; si ce principe est vrai , ( & encore une fois il l'est certainement , quoiqu'on en ait tiré quelques fausses conséquences ) il s'ensuit que dans le cas où le régime monarchique reprendrait le dessus , nous serions obligés de nous y soumettre , de le respecter , de le soutenir de tout notre pouvoir. Il ne nous est donc pas permis de *jurer* pour toujours & sans restriction *haine à la royauté* même par rapport à *la France*. Je vous défie de répondre à cet argument , à moins que vous ne vous retranchiez à dire , que la *haine* dont il s'agit n'est pas un véritable *sentiment* de *haine* , & qu'on ne demande autre chose , si ce n'est que nous promettons de ne coopérer , en aucune sorte , au rétablissement de la royauté. J'aurai occasion bientôt de démontrer la vanité de ce subterfuge ; en attendant , je me contente de vous faire remarquer , qu'il n'y a pas un seul mot dans le préambule que nous examinons , ni dans tout le rapport de *Chollet* , qui autorise une interprétation si extraordinaire ; mais qu'au contraire tout y semble fait pour la com-



battre. Car en même temps qu'on y donne à entendre ( nous avons fait voir avec combien peu de vérité, ) qu'on n'en veut qu'à *la royauté* considérée par rapport à *la France*, on n'y laisse aucun doute sur la nature de *la haine* que nous devons jurer à *la royauté* ainsi envisagée; ce doit être une *haine égale* à celle que nous vouons à *l'anarchie*; ce doit être une *juste aversion* qui repousse l'idée de cet ordre de choses comme étant prosrit à jamais; de quelle expression plus énergique pouvoit-on se servir, pour donner l'idée d'un *sentiment de haine* véritable & profond? Et si l'on s'exprime si clairement, à l'endroit même où l'on ne se propose autre chose que de peindre le serment sous les couleurs les plus favorables, comment pouvez-vous prétendre de bonne foi qu'on n'exige de vous ni *aversion* ni *haine*, mais seulement la promesse de ne point travailler au rétablissement de la monarchie? Comment pouvez-vous le prétendre de bonne foi, lorsque vous savez que la promesse que faisoient les électeurs avant le 5 septembre 1797 (1) portoit l'engagement formel de *défendre de tout son pouvoir la république & la constitution de l'an 3, contre les attaques de la royauté & de l'anarchie*; (2) & que cette formule a été changée, pour substituer à l'engagement de *s'opposer de tout son pouvoir à la royauté & à l'anarchie*, celui de les *haïr* également l'une & l'autre? Pourquoi ce changement, si ce n'est pas de la *haine* qu'on demande; si la première formule énonçoit précisément ce qu'on vouloit dire, & si la seconde énonce ce que personne ne doit entendre? Est-ce donc qu'on a cherché exprès à alarmer les consciences, par l'idée d'une *haine* à laquelle on ne songeoit pas?

( 1 ) Époque correspondante au 19 fructidor an 5.

( 2 ) Voyez la formule décrétée le 20 mars 1795, époque correspondante au 30 ventôse an 5.

Mais les longs commentaires du préambule ne prouvent-ils pas qu'au contraire on met le plus grand intérêt à les rassurer? Est-ce qu'on ne se seroit proposé que le pur plaisir de substituer à une expression simple & claire; une expression figurée & métaphorique? Mais qui jamais a eu la pensée de se servir du stile figuré dans le texte d'un serment? N'est-ce pas là qu'on a toujours soin d'employer les termes les plus intelligibles & les plus précis, là que chaque mot est compté, pesé avec scrupule? Le législateur est le premier intéressé à cette exactitude; car si les paroles qu'il m'offre à signer ne doivent pas être prises dans leur sens propre & littéral, je deviens maître d'y donner le sens qu'il me plaît, d'en étendre ou d'en restreindre la signification à mon gré; & dès-lors nous ne savons plus de part ni d'autre à quoi nous en tenir; en même temps que je ne puis connoître avec précision ce qu'il demande de moi, il ne peut non plus connoître avec certitude à quoi j'ai prétendu m'engager. Disons plus: il n'est même pas clair que je me sois engagé à quoi que ce soit; car de même qu'un acte, par lequel j'aurai promis en termes explicites de donner à telle personne tel bien en particulier & point d'autre, s'il ne m'oblige pas à lui donner ce bien là, ne m'oblige à rien du tout; de même, si un serment où je ne promets autre chose que *la haine*, ne m'oblige pas à *haïr*, on ne voit plus à quoi il peut m'obliger. Ainsi prétendre que le législateur, ne voulant pas qu'on *haït la royauté*, mais seulement qu'on n'en favorisât pas le rétablissement, ou qu'on s'y opposât, a effacé de la formule les paroles qui exprimoient l'engagement de s'opposer à *la royauté*, pour mettre à la place celles qui expriment l'engagement de *la haïr*; c'est prétendre qu'il a voulu détruire tout ce que cette partie du serment pouvoit avoir de réel & d'effec-

tif, pour y substituer un fantôme & une chimère; c'est lui imputer un genre de folie qui n'a jamais eu d'exemple. Voulez-vous quelque chose de plus fort encore, s'il est possible? Rappeliez-vous la lettre que le cardinal archevêque de Malines écrivit au commissaire du directoire exécutif, par lequel il avoit été sommé de prêter le serment que nous examinons. Le prélat y dit formellement que la seule chose qui lui répugne, c'est *la haine* qu'on lui propose de jurer; il assure que *pour tout le reste, lui & son clergé ont donné & donneront des preuves évidentes de leur soumission aux puissances auxquelles la divine providence les a soumis*; il va plus loin: il offre nettement, & c'est ce qu'il faut remarquer, *de promettre à la république, même sous le serment, de ne jamais coopérer ni directement ni indirectement au rétablissement de la royauté en France*. Dans la supposition que je combats, ce serment offert par le cardinal est précisément celui qu'on demande, avec cette seule différence, qu'il exprime plus clairement ce que la formule du 5 septembre 1797 (1) exprime d'une manière plus obscure. Si donc cette supposition est fondée, le gouvernement ne manquera pas de témoigner sa satisfaction au vénérable archevêque, & des sentimens de soumission qu'il fait paroître, & de ce qu'il est si bien entré dans ses vues; il acceptera la promesse que ce prélat se dit prêt à faire *sans la moindre difficulté*, & applaudira à des dispositions qui sont exactement celles où il désireroit que fussent tous les françois. Eh bien, qu'arrive-t-il? à peine cette lettre est-elle parvenue au directoire exécutif, que l'ordre est expédié d'arrêter l'archevêque & de le traîner en exil. Que direz-vous maintenant? est-ce pour n'avoir pu se résoudre à *jurer une haine* qu'on

---

(1) 19 fructidor an 5.



ne vouloit pas, & pour avoir proposé de *jurer*, en termes simples, la chose même qu'on vouloit, qu'un paisible vieillard, qu'un pasteur respectable est arraché à ses foyers, à son troupeau, & condamné à terminer sa longue & apostolique carrière dans le bannissement & la douleur ? Croyez-vous le gouvernement françois soit, je ne dis pas assez injuste & assez cruel, mais, ( passez-moi le terme, ) assez sot & assez insensé, pour exercer de pareilles rigueurs uniquement pour un mot, lorsqu'il est parfaitement d'accord pour le sens, avec celui qu'il accable d'un châtiment si sévère ? il seroit absurde de le penser. Donc c'est bien véritablement un *sentiment de haine* qu'on prétend nous faire jurer ; & l'interprétation la plus favorable qu'on puisse donner à ce serment d'après le préambule, c'est que la *haine* qu'on demande *ne porte que sur la royauté en France* ; or nous avons fait voir que, quand on admettroit cette interprétation, elle ne seroit encore rien moins que satisfaisante ; & c'est la troisième & dernière raison pour laquelle les explications des *confidérant* ne prouvent rien en *favor* de la *légitimité du serment*.

Allons plus loin ; & montrons, comme nous l'avons annoncé, qu'elles prouvent beaucoup *contre*. Pour cela, faisons voir, 1.<sup>o</sup> qu'elles forment un préjugé défavorable au serment ; 2.<sup>o</sup> qu'elles détruisent toutes les ressources de ceux qui voudroient le défendre. D'abord elles forment un préjugé défavorable. En effet, que doit-on naturellement conclure de ces longues explications qui tiennent plus de la moitié du préambule ? Deux choses qui frappent sur le champ tout esprit raisonnable ; la première, qu'il faut qu'une formule soit bien louche & bien équivoque, pour exiger de la part du législateur un commentaire si étendu ; la seconde, qu'il faut que ce même législateur ait un bien grand désir de faire prêter son serment,

puisqu'il prend la peine de l'interpréter si longue-  
 ment. Or dès qu'on m'aura accordé ces deux  
 points qu'il est impossible de me contester, voici  
 comment je raisonne : de l'aveu du législateur  
 même, le serment est équivoque, & par consé-  
 quent susceptible d'un mauvais sens ; puis donc  
 qu'il désire si vivement mē le faire prêter, que ne  
 lève-t-il l'équivoque qui m'arrête, & qu'il recon-  
 noît lui-même ? Au lieu de commenter une for-  
 mule de deux lignes par un *préambule* de plus  
 d'une page, qui n'éclaircit rien, que n'ajoute-t-il  
 un mot à la formule même, qui éclairciroit tout,  
 qui dissiperait tous les nuages ? Que ne me per-  
 met-il au moins d'insérer moi-même dans mon  
 serment deux ou trois syllabes de plus, qui suffi-  
 roient pour tranquilliser ma conscience ? mais bien  
 loin de-là, après m'avoir tracé les paroles sacra-  
 mentelles que je dois prononcer & signer, quoi-  
 qu'il ait prouvé lui-même que ces paroles ont  
 besoin d'explication, il me défend expressément  
 de les expliquer ; il me déclare que si mon *serment*  
*contient quelque chose de plus ou de moins, il*  
*sera considéré comme non avenu ; que ceux qui*  
*l'auront reçu seront condamnés à une amende de*  
*500 livres & à trois mois d'emprisonnement ; que*  
*je serai moi-même soumis à la loi de déportation,*  
 comme n'ayant pas fait le serment exigé ( voyez  
 l'article 2 du projet de résolution ). De-là on tire  
 non-seulement la conséquence, que le législateur  
 entend qu'on prenne au sens *littéral*, des expres-  
 sions qu'il nous puniroit si sévèrement d'avoir dé-  
 tourné le moins du monde de ce sens ; mais encore  
 celle, qu'il a fort bien vu les inconvéniens de ce  
 même sens *littéral*, puisqu'il consacre cinq *con-*  
*sidérant* entiers à le justifier. Il auroit fallu, pour  
 m'inspirer quelque confiance, ou qu'il eût l'air de  
 ne pas sentir ce que le mot de *haine* avoit d'alar-  
 mant pour des consciences catholiques, ou que



paroiſſant l'avoir compris , il eût conſenti à le modifier un tant ſoit peu. Mais lorsqu'après avoir montré que rien de ce qu'on pouvoit objecter contre un terme ſi dur ne lui avoit échappé , il ſe déclare réſolu de le maintenir ſans la moindre modification , je ne puis plus douter des véritables intentions qui le font agir ; & voilà pourquoi j'ai avancé que les explications des *confidérant* formoient un *préjugé défavorable à la légitimité du ſerment*. Il eſt vrai , me direz-vous , qu'aucune reſtriction ni modification n'eſt permife dans la formule même ; mais du reſte on ne nous défend pas de dire , d'écrire , d'imprimer même , qu'en *jurant haine à la royauté* , nous n'avons pas entendu prendre l'engagement odieux que ces paroles ſemblent préſenter , mais ſeulement promettre de ne rien faire pour rétablir *la royauté en France*. Eh ! c'eſt précifément cette liberté qu'on vous donne , qui me prouve combien ſont vaines & inſignifiantes toutes les interprétations détachées du ſerment même. Car ſi on ne les regardoit pas comme telles , pourquoi vous donneroit-on pleine licence de remplir des volumes entiers de toutes les explications raisonnables ou déraisonnables , ſérieuſes ou ridicules , naturelles ou forcées qu'enſante votre imagination , tandis qu'une ſeule ſyllabe que vous vous permettriez d'ajouter à la formule , vous vaudroit la *déportation* ? Pouvez-vous ne pas voir la raiſon de cette différence ? pouvez-vous ne pas voir que la formule que vous ſignez eſt l'acte même qui vous lie , & que les commentaires de vos brochures ne vous délieront pas ; que la formule vous déshonore , & que des diſſertations de brochures ne vous rendront jamais votre honneur ? Ne voyez-vous pas même , que vos diſſertations & vos commentaires ſervent admirablement les projets des auteurs du ſerment ? car ils les aident à tromper les prêtres & le public ſur



la véritable nature de l'engagement qu'ils proposent; ils les aident à avilir la religion chrétienne, en faisant paroître que la honteuse doctrine des restrictions mentales est aujourd'hui la doctrine reçue de ses ministres. Quoi donc! reprendrez-vous, chaque fois qu'il me vient quelque inquiétude, faudra-t-il que le législateur change le texte de son serment, au gré de mes scrupules? Sans doute, si vos scrupules sont bien fondés; mais d'ailleurs, est-ce nous qui demandons des changemens? N'est-ce pas lui qui change sans cesse? N'est-ce pas lui qui a voulu d'abord qu'on jurât d'être *fidelle à la nation, à la loi & au roi*; qui ensuite a *changé* cette formule, pour y substituer le serment de *maintenir la liberté & l'égalité*; qui a *changé* encore celle-ci en une promesse de *soumission aux lois*; qui par un nouveau *changement*, a exigé après cela la *reconnoissance de la souveraineté du peuple*; puis qui, *changeant* encore, a voulu que les électeurs promissent de *défendre la république & la constitution, contre la royauté & l'anarchie*; qui enfin, par un dernier *changement*, (je veux dire le *dernier jusqu'ici*) a mis à la place de cet engagement celui de *haïr la royauté*? C'est de tous ces *changemens*, c'est du dernier en particulier, que nous nous plaignons: pourquoi a-t-on *changé*, pour introduire dans le serment la *haine* qui n'y étoit pas; & pourquoi refuse-t-on de *changer*, pour adoucir au moins un terme si odieux? Comment (pour placer ici une autre réflexion), cette obstination ne me seroit-elle pas suspecte, lorsqu'il m'est évident que ce mot de *haine* qu'on tient tant à conserver, doit être pris dans toute son énergie, ou qu'il ne signifie absolument rien? Car s'il n'exprime autre chose que l'opposition au retour d'un régime incompatible avec la république, comme le serment

*d'attachement & de fidélité* à cette dernière embrasse nécessairement cette opposition, les premières paroles de la formule ne sont plus qu'un absurde & insignifiant pléonasme ; or quelle apparence que pour une répétition inutile, pour trois mots rédundans, on voulût violenter les consciences, donner le signal d'une nouvelle persécution, & bannir de leur patrie une foule de citoyens paisibles & irréprochables ? Non, ce n'est pas pour rien que cette *haine* est si chère à nos législateurs ; plus ils s'efforcent de la peindre sous de belles couleurs dans leur préambule, plus je la redoute ; & leurs longues explications ne sont à mes yeux qu'un préjugé de plus contre la *légitimité de l'engagement qu'ils me proposent*.

Il me reste à prouver que ces mêmes explications, loin de fournir des armes aux défenseurs du serment, *détruisent absolument toutes leurs ressources* ; c'est par où je termine mes réflexions sur le préambule du projet de résolution. Leurs ressources consistent à dire, 1.<sup>o</sup> que la *haine* qu'il s'agit de jurer n'est pas un sentiment intérieur de *haine*, mais seulement une conduite extérieure qui ressemble à la *haine*, & qui fait qu'on s'oppose au rétablissement de la royauté, comme si on la *haïssoit* ; 2.<sup>o</sup> que les expressions de la formule ne doivent pas être prises au pied de la lettre, mais avec une certaine latitude, & comme on dit, *in lato sensu* ; 3.<sup>o</sup> qu'il n'est pas question de la *royauté* en général, mais de la *royauté* considérée uniquement par rapport à la France. Ne sont-ce pas là tous leurs argumens ? Eh bien, je prétends que les interprétations du préambule fussent seules pour les détruire ; vous allez en juger vous-même. Le sixième *considérant* m'apprend d'abord, que ce qui est *exprimé* dans la *formule*, ce sont les *sentimens qui doivent animer tout François qui veut le bonheur de son pays*.



Donc 1.<sup>o</sup> la *haine* qu'on demande pour la *royauté* & l'*anarchie*, aussi bien que la *fidélité* & l'*attachement* qu'on demande pour la *république* sont des *sentimens* dont le cœur doit être animé, & non une simple conduite extérieure qui imite ces *sentimens*. Ne croyez pas répondre, en disant que la puissance civile ne peut exercer son autorité que sur les actions, & n'a pas droit de commander des *sentimens*. Car il n'est pas question entre vous & moi de savoir ce que nos législateurs ont droit de commander ; mais ce qu'ils commandent. Sans doute ils n'ont pas le droit d'exiger de vous un *sentiment de haine* pour une chose bonne en elle-même ; & c'est parce qu'ils n'en ont pas le droit, que vous avez celui de désobéir ; c'est parce que ce *sentiment* seroit un crime, que la désobéissance devient pour vous un devoir : je ne m'arrêterai pas plus long-temps à réfuter un raisonnement qui se tourne visiblement contre vous-même. Voyons si la seconde assertion des défenseurs du serment se conciliera mieux avec le préambule dont ils s'appuient : selon eux, les termes de la formule doivent se prendre *in lato sensu*, comme certaines expressions métaphoriques de l'écriture ; & d'après le *considérant* que je viens de citer, le *serment civique de haine à la royauté & à l'anarchie* &c., offre la formule la plus simple & la plus exacte pour exprimer la nature des *sentimens* qui doivent animer tout françois. Entendez-vous bien ? Je jure haine à la royauté & à l'anarchie ; voilà l'expression la plus simple & la plus exacte des *sentimens* qu'on exige de vous. La plus simple, ce qui exclut toute idée de figure & de métaphore ; la plus exacte, ce qui suppose que chaque mot a été compté, pesé avec soin, qu'il n'y en a pas un de trop ni de trop peu, que tous doivent être pris dans leur sens propre & rigoureux. Qu'on vienne après cela nous



parler de *lato sensu* ! Qu'on vienne nous dire ; que la haine dont il s'agit n'est autre chose que la préférence donnée à la *république* sur la *royauté* ! Quoi ! ces paroles , je jure haine à la royauté , sont la formule la plus simple & la plus exacte pour rendre cette idée , je préfère le gouvernement républicain au gouvernement monarchique ! Ne feroit-ce pas au contraire l'expression la plus inexacte , la plus bisarre , & tolérable tout au plus dans les écrits d'un poète ? Mais J. C. a dit qu'il falloit haïr son père , sa mère &c. , sans doute : jureriez-vous pour cela haine à votre père , à votre mère &c. , surtout si , en vous demandant ce serment , on vous disoit qu'il exprime de la manière la plus simple & la plus exacte , la nature des sentimens qui doivent vous animer envers les auteurs de vos jours ? J. C. parloit souvent en figure (*locutus est eis multa in parabolis*) (1) ; est-ce une raison pour admettre le langage figuré & parabolique dans les promesses , dans les sermens , dans les contrats ? Une telle entreprise n'ébranleroit-elle pas tous les fondemens de la foi publique & particulière ? Chacun alors n'interpréteroit-il pas ses engagemens à son gré , c'est-à-dire suivant ses intérêts ou ses caprices ? Toute clause gênante ne feroit-elle pas qualifiée de métaphore ou d'hyperbole ? Dès-lors on feroit toujours assez honnête homme , pourvu qu'on fût bon rhétoricien , & ce feroit dans les livres des rhéteurs qu'il faudroit désormais étudier la morale. Ah ! c'est en citant l'évangile de cette sorte , qu'on y trouve de quoi autoriser toutes les erreurs & toutes les extravagances : aussi quel est l'hérésiarque , quel est le visionnaire qui ne se soit

---

(1) Mat. , c. 13 , v. 7.

soit appuyé sur quelque texte de l'écriture? Suivez-moi, & vous allez voir, qu'en raisonnant comme on fait aujourd'hui, je vais tirer des livres saints la preuve la plus complète, que les premiers chrétiens ont eu tort de ne pas consentir à déclarer qu'ils *adoroient les empereurs païens*. J'observerai d'abord qu'il est dit au 23.<sup>e</sup> chapitre de la Genèse, qu'*Abraham adora les enfans de Heth*, (*surrexit Abraham, & adoravit populum terræ, filios videlicet Heth.*) & au chapitre 33.<sup>e</sup>, que *Jacob se prosternant en terre, adora sept fois son frère Esau*; (*Et ipse progrediens adoravit pronus in terram septies, donec appropinquavit frater Esau.*) j'ajouterai que le même terme se trouve employé dans la même acception, en plus de cinquante endroits de l'ancien testament; d'où je conclurai, que très-souvent, dans le langage des écritures, le mot *adorer* ne signifie que *saluer très-respectueusement*; or, reprendrai-je, il est incontestable que les premiers chrétiens étoient obligés au plus grand respect envers les empereurs païens; donc ils ne devoient pas faire la moindre difficulté de déclarer sans modification, qu'ils *adoroient ces empereurs* (1). Ou il faut admettre cette conséquence, ou il faut convenir que l'argument tiré du passage de s. Luc (*si quis . . . non odit patrem suum & matrem &c.*) est un abus visible du texte sacré. Au lieu de faire une citation aussi déplacée, pour ne rien dire de plus, il auroit bien mieux valu se rappeler ces autres paroles

---

(1) Se trouvera-t-il des esprits assez faux, pour prétendre que la comparaison manque de justesse, parce que les premiers chrétiens, en adorant les empereurs, se feroient rendus coupables d'idolâtrie, & qu'en jurant haine à la royauté, on ne devient pas idolâtre? Nous leur répondrons, qu'il ne s'agit pas ici de savoir si de jurer haine à la royauté est un aussi grand crime que de déclarer qu'on adore une créature; mais si en abusant, comme on fait, des paroles de l'écriture, on ne pourroit pas trouver dans les livres saints de quoi tout légitimer, jusqu'à l'idolâtrie même.



de J. C. *Sit autem sermo vester, est est, non non* (1). Celui qui vouloit ainsi que la simple vérité & la candeur ingénue dictassent tous nos discours; qui proscrivoit de notre langage, non-seulement le mensonge, mais les circonlocutions & les détours; qui nous défendoit de rien ajouter à ce *oui*, à ce *non*, qui excluent l'artifice & l'équivoque; celui-là entendoit-il qu'il y eût moins de simplicité & de bonne foi dans nos sermens? Non non, ce n'est pas dans ses divines leçons, qu'il faut chercher de quoi justifier la duplicité & le parjure. Mais avançons: les apologistes du serment prétendent, en troisième lieu, qu'il n'est pas question de *haïr la royauté* en général, mais seulement celle qu'on pourroit rétablir en France; & pour peu que vous fassiez d'attention aux explications du préambule, vous verrez qu'il en résulte évidemment que c'est *la royauté* en général, *la royauté* en elle-même, *la royauté* dans tous les sens, *in abstracto* & *in concreto*, qu'on vous demande de *haïr*. En voici la démonstration. Le cinquième *considérant* porte: que *la garantie que la société est en droit d'exiger de nous, doit principalement consister dans une adhésion formelle de notre part aux principes qui servent de base à la constitution de l'état*. Remarquez bien: il ne s'agit plus ni de simple *fidélité* au gouvernement, ni seulement de *soumission active ou passive* à la puissance établie, mais d'une *adhésion formelle aux principes qui servent de base à la constitution*. Or quels sont ces principes? je le demande à Chollet lui-même, & il m'apprend, à la page 28 de son rapport, que *la constitution est fondée sur le principe, que la souveraineté réside*

---

(1) Mais exprimez-vous ainsi. *Soit cela est, non cela n'est pas.*  
S. Mat. c. 5.



dans l'universalité des citoyens : il a raison ; car la constitution françoise est fondée sur la déclaration dite des droits de l'homme & du citoyen , qui la précède : & je lis aux articles 17 & 18 de cette déclaration des droits , que la souveraineté réside essentiellement dans l'universalité des citoyens ; que nul individu , nulle réunion partielle de citoyens ne peut s'attribuer la souveraineté. Voilà donc les principes dont on veut parler ; principes qu'on doit regarder , non pas tant comme faisant partie de la constitution , que comme en étant la base , & qui se trouvent dans la déclaration des droits imprescriptibles de l'homme. Ainsi la constitution est fondée sur ce principe , que c'est un droit imprescriptible des hommes en société , ou des peuples , que la souveraineté réside essentiellement dans l'universalité des citoyens , & qu'elle ne puisse appartenir à aucun individu ni à aucune réunion partielle d'individus. Or il est facile de prouver , que si vous adhérez formellement à ce principe , vous devez nécessairement haïr toute royauté. En effet , comme un droit imprescriptible & essentiel est de tous les temps & de tous les pays , si vous adhérez à ce principe , vous devez croire que , toujours & partout , l'universalité des citoyens est essentiellement le souverain , & que tout individu ou réunion d'individus qui s'attribuent la souveraineté en quelque lieu que ce soit , sont essentiellement des usurpateurs & des tyrans ; or tous les rois du monde s'attribuent la souveraineté & se qualifient de souverains ; en Angleterre même , dont le gouvernement est une monarchie mixte , les rois ont toujours pris cette qualité ; donc tous les rois de l'univers sont essentiellement des tyrans & des usurpateurs ; or , s'il n'est pas permis de haïr la personne des usurpateurs & des tyrans , il est impossible de ne pas haïr l'usurpation & la tyrannie :

il vous est donc impossible *d'adhérer formellement aux principes qui servent de base à la constitution françoise*, & de ne pas *haïr la royauté* comme étant un mal en soi, puisque si *la royauté n'est pas essentiellement haïssable, essentiellement un mal*, & un attentat aux droits *imprescriptibles de l'homme*, ces principes sont des principes faux & destructeurs de l'ordre social, auxquels vous ne pouvez *adhérer sans crime*. Le démonstration est rigoureuse & mathématique. Je conclus maintenant; & je vous prie de m'apprendre ce qui pourroit encore légitimer le serment à vos yeux, ce que vous trouvez encore dans ce serment qui ne soit pas manifestement mauvais? sont-ce les termes dans lesquels il est conçu? mais ces termes n'énoncent autre chose que l'engagement de *haïr la royauté* que Dieu a établie, & qu'il nous ordonne de respecter. Sont-ce les intentions du législateur qui vous rassurent? mais il vous dit lui-même, en expliquant ses intentions dans le préambule de sa loi, que ce qu'il prétend exiger de vous, c'est *une garantie non pas seulement de votre conduite, mais de vos sentimens*; que ces *sentimens* dont il veut que vous soyez *animé*, sont ceux qu'on ne peut pas *exprimer d'une manière plus simple ni plus exacte* que par ces mots, *je jure haine à la royauté*, sans restriction ni modification; enfin que ces *sentimens consistent dans une adhésion formelle à des principes*, desquels il suit nécessairement que toute espèce de *royauté est essentiellement haïssable*. (1)

---

(1) Bailleul, président du conseil des cinq-cents, dans son discours du 21 janvier, jour de l'anniversaire de la mort de Louis XVI, se proposant de peindre la royauté sous les couleurs les plus odieuses, a eu soin de remonter à *ces principes*, pour en déduire que le gouvernement d'un seul, est un gouvernement monstrueux & contre nature. Il attribue à la philosophie du dix-huitième



Après l'examen que nous venons de faire des explications contenues dans le *considérant*, j'espère que vous n'avez plus aucun doute sur la vérité des deux propositions que j'ai avancées d'abord ; à savoir , 1°. que ces explications ne prouvent rien pour la *légitimité du serment* ; 2°. qu'elles prouvent beaucoup contre.

Peut-être ne vous reste-t-il plus qu'un sentiment de surprise, de vous être laissé étourdir un moment par les clameurs de ceux qui vont partout prônant le *préambule de Chollet*, & déclamant contre les esprits étroits & opiniâtres qui, d'après des interprétations si *lumineuses*, ont encore des difficultés & des scrupules. Une autre fois sans doute vous serez moins facile à éblouir, & vous lirez plus attentivement les *rapports* & les *préambules* qui paroîtront faire le plus d'impression même sur des prêtres pieux & éclairés, avant d'en tirer aucune conséquence pour la conduite que vous devez tenir. Au reste si je suis entré dans une si longue discussion sur cette

---

siècle, la gloire d'avoir découvert « l'élément *CONSTITUTIF* des sociétés, ( non d'une société en particulier, mais de toutes. )  
 « qui consacre les droits de l'homme, l'égalité & la *SOUVERAINETÉ DES PEUPLES* ; ( de tous les peuples ) *principe*,  
 « dit-il, qui en excluant l'hérédité & les privilèges, enlève  
 « l'homme aux caprices d'un maître, pour le rendre à la dignité  
 « de son existence, & proscrit tout autre empire que celui de  
 « la raison. . . . *principe ÉTERNEL COMME LA NATURE*,  
 « que l'on pourroit obscurcir un instant, mais qu'on ne peut  
 « plus détruire. Semblable à toutes les vérités, aussitôt qu'il fut  
 « émis, il jeta de profondes racines, il étonna tous les regards ;  
 « tout ce qui lui fera obstacle sera renversé, & tôt ou tard *TOUT*  
 « *CE QUI RÉFLÉCHIT* deviendra sa conquête. » Et l'on  
 viendra nous dire après cela, que reconnaître la souveraineté du  
 peuple, c'est reconnaître un simple fait particulier à la France !  
 ainsi les éléments *CONSTITUTIFS* des sociétés, les principes  
 éternels comme la nature, les vérités dont tout ce qui réfléchit doit  
 devenir la conquête, ne sont que pour la France seule, & ne  
 tirent point à conséquence pour les autres peuples ! Peut-on  
 le dire sérieusement ? ( Note de cette seconde édition. )



espèce de commentaire qui précède le *projet de résolution*, c'est uniquement pour qu'on ne pût pas m'accuser d'avoir cherché à éluder une objection que bien des gens regardent comme très-sérieuse : car d'ailleurs, je ne crois pas que ces *considérant* qu'on fait tant valoir soient jamais adoptés par le corps législatif. (1) J'ose même

(1) Cette conjecture s'est déjà en grande partie vérifiée. Pendant qu'on imprime cet écrit, nous apprenons que la discussion s'est ouverte sur le projet de Chollet dans la séance du 2 janvier 1798 (13 nivôse an 6). Plusieurs *représentans* s'y sont fortement élevés contre le préambule. L'un (Boullé du Morbihan) soutient qu'il est au-dessous du corps législatif, d'entrer dans de pareilles explications ; l'autre (Baraillon) tourne en dérision toutes les subtilités des prêtres pour donner, dit-il, au serment un sens favorable à leurs idées : entr'autres interprétations ridicules (selon lui) qu'il met dans leur bouche, il n'omet point celle-ci : qu'il y en a qui ne veulent pas jurer haine à la royauté, mais aux abus de la royauté. Les éclats de rire par lesquels ces mots sont accueillis dans l'assemblée, prouvent bien que le corps législatif trouve non-seulement fausse, mais absurde cette explication, la seule néanmoins qui pût diminuer l'horreur du serment proposé. Le même Baraillon conclut qu'il faut rejeter les *considérant*, parce qu'ils ne serviroient qu'à favoriser ces *réticences scholastiques*, les *restrictions mentales*. Un troisième (Garan-Coulon) tire la même conséquence, après avoir posé en thèse que le serment est clair pour qui veut l'entendre, comme il l'est en effet. Le conseil partage l'avis de ces membres ; & le rapporteur obtient à peine que son *préambule* soit renvoyé à la commission, qui en présentera un autre. Je demande si de tout cela il ne résulte pas évidemment, que le législateur ne veut ni *réticences*, ni *restrictions*, ni *interprétations* quelconques ; mais qu'il s'en tient au sens naturel des paroles, qu'il trouve assez clair pour qui veut l'entendre.

Voulez-vous savoir maintenant la conséquence que vous devez tirer de tout cela ? Chollet lui-même va vous l'apprendre. Car dans cette même séance, en répondant à ses adversaires, il fait remarquer combien le serment porte avec lui un caractère auguste pour celui qui le demande, & pour celui qui le fait, puisque la divinité y est appelée comme témoin de la sincérité de la promesse : c'est donc, ajoute-t-il, à celui qui l'exige à en déterminer clairement l'objet ; car il y a perfidie & parjure de la part de celui qui l'omet, s'il lui donne mentalement une signification différente. Ainsi ce représentant dit comme nous, que l'objet d'un serment doit être clairement déterminé par celui qui l'exige ; & qu'il y auroit parjure de la part de celui qui l'omet, s'il y donnoit

prédire qu'ils seront rejetés ; & Dieu veuille qu'après qu'ils l'auront été, ceux qui les font sonner si haut aujourd'hui en faveur du serment, ne trouvent pas encore d'autres prétextes pour s'autoriser à le prêter. Ils ne pourront plus s'appuyer alors ni du sens littéral & naturel des paroles, du *sensu obvio*, qui est évidemment contre eux, ni du *sens que le législateur y attache*, qui sera visiblement mauvais : mais que fais-je ? ils diront peut-être qu'ils jurent eux-mêmes de bonne foi, sans mauvaise *intention*, & qu'avec cette bonne foi tout est légitime. En vain leur opposerons-nous s. Augustin qui enseigne positivement, que jurer dans un sens qui ne remplit point l'attente de celui qui exige le serment, c'est être nécessairement parjure : (1) en vain leur dirons-nous avec s. Ilidore, que le Dieu scrutateur des consciences accepte les paroles du serment, dans le sens qu'y attache celui à qui l'on jure : (2) en vain leur répéterons-nous, avec Hincmar, ces paroles de s. Prosper, ne pensez pas pouvoir tromper le Tout-puissant, qui reçoit votre serment non comme vous l'entendez, mais bien comme l'entend celui à qui vous jurez : (3) en vain leur

---

mentalement une autre signification ; or le corps législatif qui exige le serment, détermine clairement que l'objet en est la haine de la royauté en général, puisqu'il rejette toute autre explication ; donc vous ne pouvez faire ce serment sans parjure, si vous y donnez une signification différente. ( Voy. le moniteur du 8 janvier 1798 ( 19 nivôse an 6 ), où est rapportée la séance du 2 janvier ( 13 nivôse ) précédent.

( 1 ) *Expectationem autem eorum, quibus juratur, quisquis deceperit, non potest esse non perjurus.* S. Aug. ep. 126. Ed. Ben. ad albinam.

( 2 ) *Deus tamen qui conscientia testis est, ita hoc accipit, sicut ille cui juratur intelligit.* S. Idid. lib. 2, senten. cap. 31, de juramento.

( 3 ) *Nec verbi arte putes te fallere posse tonantem, . . . . . Qui, non ut juras, sed ut is jurasse putavit*

*Cui juras, audit. . . . .* S. Prosper apud hinc. de diva. Lotharii & Thetberge.



ferons-nous voir qu'Origene (1) & s. Thomas (2) tiennent le même langage; & que tous ceux des casuistes qui n'ont pas adopté la doctrine honteuse des restrictions mentales, disent avec Gerson, ce célèbre chancelier de l'université de Paris : *le serment doit se prendre selon l'intention de celui qui le fait prêter, & suivant l'usage commun & ordinaire du langage.* (3) Rien n'arrête des hommes qui se sont familiarisés avec les sermens, & qui n'éprouvent plus cette crainte religieuse dont tout chrétien devoit être saisi, lorsqu'il prend le Dieu de justice & de vérité à témoin de la *vérité* & de la *justice* de ce qu'il affirme. Ah ! tout ce que nous voyons, tout ce que nous entendons ne confirme que trop cette observation de s. Thomas, *qu'en jurant on acquiert la facilité de jurer, que cette facilité produit l'habitude, & qu'une telle habitude mène au parjure.* Notre bouche s'est accoutumée au serment, suivant l'expression de l'écclésiaste; & notre conduite fait voir, qu'elle ne pouvoit s'y accoutumer sans péril. Mille choses dont la seule pensée nous eût fait frémir autrefois, nous paroissent aujourd'hui excusables ou légitimes; & je ne vois plus quelle formule de serment nous pourroit effrayer, à moins qu'elle ne fût si évidemment blasphématoire, qu'il y eût une absolue impossibilité d'y adapter un sens tolérable. Mais je ne veux point perdre de vue les difficultés que vous me faites dans votre lettre, & j'y reviens.

Vous supposez, que Louis XVIII remonté & affermi sur le trône ordonnât à ses sujets de jurer

---

(1) Lib. 4, in epist. ad Rom.

(2) 2. 2, q. 98, a. 7, ad 4.

(3) *Accipitur juramentum ad intentionem ejus cui fit, & secundum usum communem intelligendi.* Gerson de cog. pecca. confid. 14 de jurando, pag. 295.



*haine à l'état républicain, comme ne pouvant être rétabli qu'au milieu de torrens de sang ; & vous me demandez si ceux qui blâment le serment de haine à la royauté, blâmeraient également celui-là ; vous ajoutez, que la parité est exacte. Permettez-moi de vous observer cependant qu'elle ne l'est sous aucun rapport. Car d'abord vous commencez par inférer dans votre formule tout ce qui n'est pas dans celle qu'on nous propose ; vous y expliquez, vous y particularisez, vous y motivez la haine qu'on voudrait faire jurer contre la république, tandis que dans la formule qu'on nous présente, il n'est pas permis de faire la plus légère addition aux mots, je jure haine à la royauté, pour en restreindre le sens ou en affaiblir l'énergie.*

Voilà déjà une différence essentielle dans la forme des deux sermens. En voici une tout aussi importante dans les circonstances qui les accompagnent. Car pour que la comparaison eût quelque justesse, écoutez tout ce qu'il faudroit ajouter à votre hypothèse : il faudroit supposer 1.<sup>o</sup> que ce Louis XVIII eût témoigné, depuis son avènement au trône, l'aversion la plus caractérisée pour toute sorte de gouvernement républicain ; que dans ses discours il confondît constamment la *république* avec l'*anarchie*, comme nos législateurs confondent sans cesse la *royauté* avec la *tyrannie* ; qu'il fît profession de vouloir établir la monarchie universelle, sur la ruine de tous les états républicains ; que déjà il eût effectué en partie ce projet par le renversement de plusieurs de ceux-ci, tandis que ses armes menaceraient tous les autres. Il faudroit supposer 2.<sup>o</sup> qu'il eût donné des preuves de son mépris pour les saintes écritures, qui enseignent que toute puissance vient de Dieu ; (*omnis potestas à Deo.*) que dans une déclaration

solennelle des *droits naturels & imprescriptibles* des rois & des peuples, il eût posé ce principe, que *la souveraineté réside essentiellement* dans les rois ; & que *nul autre individu ni réunion d'individus ne peut se l'attribuer* ; qu'il eût désigné ce principe comme étant la *base* de tout son gouvernement, *base* à laquelle il entendoit faire *adhérer formellement* tous ses sujets. Il faudroit supposer 3°. que quelques personnes ayant témoigné de la répugnance pour le mot de *haine*, & ayant offert du reste de donner toutes les marques de *soumission* qu'on pourroit exiger, & en particulier de *s'engager par serment à ne jamais coopérer directement ni indirectement au rétablissement* de la république en France, il n'eût répondu à ces offres, qu'en faisant traîner ces personnes en exil ; que dans le préambule de son édit, il eût déclaré que quiconque ajouteroit à la formule proposée ou en retrancheroit une seule syllabe, seroit traité comme rébelle, attendu que ces paroles, *je jure haine à la république*, étoient l'expression *la plus simple & la plus exacte des sentimens* dont il vouloit que *tout françois fut animé* : supposez tout cela, & je suis prêt à vous accorder que la *parité est exacte* : mais aussi toute la difficulté disparoit ; car il n'est pas un être pensant qui ne vous réponde, que dans de pareilles circonstances le serment de *haine à la république* seroit indubitablement condamnable. Votre objection est donc résolue. Mais je veux que vous remarquiez avec moi, que l'hypothèse sur laquelle vous la fondez est purement chimérique ; car jamais roi n'a eu ni n'aura la pensée de faire *jurer haine* à une forme de gouvernement quelconque. Jusqu'ici les rois & tous ceux qui gouvernent les peuples, se sont contentés du *serment de fidélité* ; c'est pour la première fois qu'on entend parler d'un *serment*

de haine; & cette nouveauté seule, ( pour le dire en passant, ) quand il n'y auroit pas d'autre motif, devroit suffire pour me rendre ce serment suspect. Car je dois dire naturellement; si on ne demande que ce qui a toujours été demandé, pourquoi des expressions nouvelles & inouïes jusqu'à nos jours? Ne nous faisons pas trop grossièrement illusion; on n'a jamais songé à faire promettre aux hommes que ce qu'on a voulu qu'ils tinssent; on exige d'eux la promesse d'être *fidèles, soumis, obéissans*, quand on ne veut que de la *soumission*, de l'*obéissance*, de la *fidélité*: quand on exige la promesse de *haïr*, c'est qu'on veut de la *haine*. Or comme un prince chrétien ne peut avoir envie de faire haïr aucune forme de gouvernement, parce que sa religion lui apprend qu'aucune n'est mauvaise en elle-même, & que toutes sont autorisées de Dieu, votre supposition est évidemment une *chimère*. Cependant, pour vous satisfaire autant qu'il est possible, j'adopte pour un moment cette supposition, je réalise cette chimère, & je vous déclare nettement, que si, dans des circonstances quelconques, Louis XVIII ou tout autre me proposoit de *jurer haine à la république*, sans restriction ni modification, comme on me propose de *jurer haine à la royauté*, je repousserois un pareil serment comme contraire à la justice & à la loi divine; parce que je sais que partout je dois vivre soumis aux *puissances établies*, quelles quelles soient, que je dois les respecter toutes, & qu'il n'existe aucune forme de gouvernement qu'il soit permis de *haïr*.

Vous ne vous attendiez pas à une réponse si cathégorique; c'est que vous ne connoissez pas encore bien nos principes, & que vous interprétez mal notre répugnance à signer tant de formules nouvelles qu'on nous présente, pour ainsi dire,



chaque jour. C'est nous qui suivons strictement ce précepte de l'évangile, qui ordonne *de rendre à César ce qui est à César, & à Dieu ce qui est à Dieu*; c'est nous, quoiqu'en puisse dire la calomnie, dont la conduite prouve que le christianisme est vraiment compatible avec tous les gouvernemens. Nous seuls offrons à la puissance civile des garans *certain*s de notre soumission envers elle. Il est vrai que nous ne sommes pas toujours prêts à faire tout ce qu'elle commande, parce qu'elle peut commander l'injustice, & qu'il nous est défendu d'être injustes; mais en préférant la loi de Dieu à la sienne, nous ne nous écartons jamais du respect qui lui est dû; elle n'a point de séditions à craindre de notre part, parce que nous ne savons résister qu'en répandant notre propre sang, jamais en excitant des divisions & des troubles. Circonspects & réservés avant de nous lier par la foi du serment, nous ne croyons pas devoir faire toutes sortes de promesses; mais nous sommes religieux observateurs de celles que nous nous sommes déterminés à faire; nous pesons avec scrupule tous les termes de nos engagements, parce que nous voulons les accomplir avec la plus rigoureuse exactitude. Quand l'autorité temporelle nous offre des formules dont les expressions sont évidemment condamnables, nous lui répondons, à l'exemple des apôtres, *voyez vous-même, s'il est raisonnable que nous obéissions aux hommes plutôt qu'à Dieu*: (1) quand elle nous offre des formules équivoques, nous demandons qu'elle nous permette de les expliquer d'une manière claire & authentique, qui ne laisse aucun doute sur la pureté de notre foi & de notre morale; mais

---

(1) *Obedire oportet Deo magis quam hominibus.* Act. ap. c. 5, v. 29.

si elle vouloit nous en offrir qui ne fussent ni mauvaises ni équivoques, elle verroit avec quel empressement nous les signerions, avec quelle fidélité nous garderions la parole une fois donnée; nous promettrions *de vivre soumis & obéissans à la puissance établie*; (1) & l'on seroit sûr de trouver en nous des citoyens *soumis & obéissans*, parce que nous faisons profession de ne rien signer, que ce qui exprime clairement, simplement, sans ambiguïté & sans détour, ce que nous sommes résolus de tenir. Il en est d'autres qui se montrent plus faciles; mais quel fond peut-on faire sur leurs sermens & sur leurs promesses? Ils jurent *haine à la royauté* aujourd'hui; &, de leur propre aveu, s'il arrive un changement inopiné, ils jureront demain *haine à la république*. Ils prennent tous les engagements qu'on veut; mais qui fait à quoi ils prétendent s'engager? Dans leur langage, *haine* ne signifie point *haine*; qui peut répondre que *soumission* soit *soumission*, qu'*obéissance* veuille dire *obéissance*? Ils ont leur manière d'entendre les choses; ils ont leurs restrictions

---

(2) Je dis à la *puissance établie*, & non aux *loix* que cette puissance peut faire, 1.<sup>o</sup> parce que toutes les *puissances* étant *établies de Dieu*, aucune ne peut être *mauvaise* en elle-même; au lieu que les *loix* étant l'ouvrage des hommes, peuvent être *mauvaises, injustes, & même impies*; 2.<sup>o</sup> parce que cette expression de *puissance établie*, consacrée par s. Paul, détermine & circonscrit nettement mon *obéissance* dans les limites des droits de la puissance temporelle & de mes devoirs envers elle; ce qu'on ne peut pas dire de la formule vague de *soumission aux loix*; surtout de cette formule telle qu'elle fut présentée le 29 septembre 1795 (7 vendémiaire an 4), & qui m'étoit particulièrement suspecte; soit parce que le code républicain renferme des loix anti-chrétiennes qu'on nous défendoit expressément d'excepter, soit parce que dans le décret même du 29 septembre 1795, le législateur indiquoit clairement qu'il prétendoit que la *promesse d'obéissance* portât sur certains objets *spirituels*, & qui conséquemment ne sont pas de son ressort.



*de droit*, leurs restrictions tacites & non énoncées; leur sens large & leur sens étroit : quand ils paroissent reconnoître un gouvernement, ils ne reconnoissent souvent autre chose, sinon que *de fait* ce gouvernement existe & n'est pas un être de raison; lorsqu'ils semblent tout dire, ils ne disent rien en effet; les déclarations les plus explicites & les plus formelles de leur part se réduisent quelquefois, dans leur sens, à une pure niaiserie, comme seroit celle-ci par exemple, *qu'il fait jour en plein midi.....* Qui ne gémiroit ici sur les funestes effets d'un premier faux pas, sur les suites incalculables d'une première erreur en morale?

Vous voyez que jusqu'à présent je ne vous ai pas encore dit un mot de nos évêques exilés, dont vous avez cru que je vous opposerois tout d'abord l'autorité. Ce n'est pas que cette autorité me paroisse de peu de poids, ni que je sois fort touché des raisons que vous apportez pour l'affoiblir. Je ne vous dissimulerai même pas, que j'ai lu cette partie de votre lettre avec surprise & avec la plus profonde douleur. Avez-vous donc oublié, que le corps épiscopal est le dépositaire de la science & de la vérité; que c'est à lui que Jésus-Christ a fait la promesse de l'assister *jusqu'à la fin des siècles*; que c'est par lui que l'esprit saint instruit les prêtres & les fidèles, qu'il gouverne l'église de Dieu, & qu'il en maintient l'admirable unité? Cessons, sous des prétextes quelconques, de regarder nos premiers pasteurs comme nos maîtres & comme nos guides; dès cet instant tout se rompt, tout se dissout, & nous errons à l'aventure, sans autre règle que les lumières incertaines de notre esprit, que les mouvemens divers qui agitent nos cœurs. Il ne peut donc jamais exister de raisons légitimes pour négliger l'enseignement des évêques, lorsqu'ils sont en commu-



nion avec toute l'église; examinons cependant celles que vous alléguiez, afin de ne rien laisser sans réponse. J'en remarque trois principales dans votre lettre : la première, que nos prélats sont *éloignés*, & *qu'on voit bien mieux les choses de près que de loin*; la seconde, qu'ils ont varié dans leurs décisions, & qu'ils ont *comme approuvé* en dernier lieu, ce qu'ils avoient *comme foudroyé d'abord*; la troisième, que des motifs humains peuvent *influier infiniment sur leur façon de penser, sans qu'ils s'en doutent*. Voilà, si je ne me trompe, toutes vos objections : je vais les reprendre l'une après l'autre, & les réfuter en détail.

Quant à la première, avant d'en montrer le peu de solidité, je veux vous faire sentir le danger des conséquences qui s'en suivroient, si nous admettions votre principe. Les évêques sont éloignés, donc, dites-vous, ils ne sont pas juges compétens de la conduite que nous devons tenir; or comme ils continueront certainement d'être éloignés jusqu'à la fin de la persécution, il faut, tant qu'elle durera, que nous soyons sourds à la voix des premiers pasteurs, & que nous nous en tenions au presbytéranisme le plus absolu. Les évêques sont éloignés : mais le pape est bien plus éloigné encore; il faut donc l'écouter encore moins; & que devient alors notre catholicité, si nous ne comptons plus pour rien les décisions du souverain pontife, ni celles du corps épiscopal? Est-ce ainsi que raisonnaient les premiers chrétiens? les fidèles d'Alexandrie & de Carthage méprisoient-ils les instructions que leur adressoient les Athanase & les Cyprien, lorsque la persécution avoit séparé ces saints évêques de leurs troupeaux? ne recevoient-ils pas, au contraire, leurs lettres avec la vénération la plus profonde & avec des transports de joie? ne regardoient-ils pas leurs leçons comme les oracles du ciel même? leur venoit-il jamais en pensée

de dire qu'ils voyoient mieux que ces grands hommes, parce qu'ils voyoient de plus près ?

Et puis, relativement à la question qui nous occupe, que verroient nos prélats s'ils étoient en France, qu'ils ne puissent voir également ailleurs ? Est-ce la formule du serment qui leur seroit mieux connue ? elle est la même lue à Rome que lue à Paris. Est-ce le rapport de *Chollet*, qui leur donneroit de nouvelles lumières ? mais rien n'empêche qu'il ne leur parvienne dans leur exil, & je fais déjà plus d'une personne qui le leur a envoyé. Sont-ce les intentions du législateur dont ils pourroient mieux juger ? mais on n'en juge que par les discours de la tribune, par le texte des loix, par les ordres du gouvernement, par la conduite de ses agens ; & les papiers publics ne leur laissent rien ignorer à tous ces égards. Que fauroient-ils donc de plus, s'ils étoient en France ? ils approcheroient de plus près ceux qui y exercent le pouvoir suprême ? mais est-ce en approchant les puissans, qu'on apprend à connoître leurs vues & leurs desseins ? est-il des hommes plus dissimulés ? cette dissimulation ne fait-elle pas comme le fond de leur politique ? ne mettent ils pas toute leur application, à cacher surtout dans chacune de leurs entreprises la fin qu'ils se proposent ? c'est par les choses qu'ils font, & non par les sentimens dont ils se parent, qu'on peut juger du but où ils tendent. Qui ignore d'ailleurs, que dans les assemblées nombreuses, l'esprit qui anime les individus, est souvent très-différent de celui qui anime le corps ? or c'est le corps qui prend les déterminations & qui agit ; c'est donc l'esprit du corps dont il importe de se former une juste idée. Mais cette idée juste où la prendra-t-on, si ce n'est ( passez-moi l'expression ) dans les *dits* & *gestes* du corps même ; dans ses loix, dans ses adresses, dans les discours de ses orateurs qu'il



qu'il applaudit avec plus de transport ? or , prenez toutes les harangues applaudies par notre corps législatif , tous les actes émanés de lui , depuis le 4 septembre 1797 , (1) c'est-à-dire , depuis qu'il est question de nous faire prêter le nouveau serment ; & voyez si vous en pourrez exprimer autre chose , que la *haine* la plus violente , que la *fureur* la plus implacable contre la *religion* ; sous le nom de *fanatisme* , & contre la *royauté* , sous le nom de *despotisme* , contre tout ce qui s'appelle *rois* , & contre tout ce qui s'appelle *prêtres*. Voilà ce qui révèle à toute l'Europe le secret des intentions de nos législateurs ; voilà ce qu'il est aussi facile de savoir en Angleterre ou en Espagne , que dans la capitale même de notre république.

Que voulez-vous donc dire , quand vous prétendez que nos évêques *verroient mieux* s'ils étoient en France , parce qu'ils *verroient de plus près* ? Ne feroit-il pas plus vrai de dire au contraire , que beaucoup de gens ont mal vu les choses , précisément parce qu'ils étoient en France ; qu'à force d'entendre répéter des paradoxes & de fausses maximes , ils ont fini par les prendre pour des vérités ; que tout entourés de prestiges , ils s'en sont laissé éblouir ; que ne respirant qu'un air contagieux , ils ont participé à la contagion générale ; que placés au centre du tourbillon , ils ont été emportés , malgré eux , par la rapidité de son mouvement ? N'a-t-on pas toujours pensé , qu'il étoit difficile & presque impossible de se garantir entièrement des préjugés de son siècle , de sa nation , de ceux avec qui l'on vit habituellement ? Or la France n'est-elle pas aujourd'hui comme le centre de tous les préjugés anti-religieux & anti-sociaux ? Il est donc bien

( 1 ) 18 fructidor an 5.



difficile d'y être, & de ne pas partager au moins quelque-une des erreurs qui y sont accréditées. L'histoire de la ligue sous Henri IV., nous fournit un grand exemple de cette puissante influence, que les opinions dominantes dans certains temps & dans certains lieux, exercent sur les esprits même les plus éclairés & les plus judicieux. On se souvient de ce qui se passa à cette mémorable époque. Combien la Sorbonne, la faculté de théologie de Paris, le clergé de cette grande ville, les ordres religieux qu'elle renfermoit, prêchèrent-ils, autorisèrent-ils alors de maximes, dont ils auroient frémi s'ils eussent été hors des murs de cette capitale, & qu'ils foudroyèrent eux-mêmes peu de temps après, lorsque les circonstances eurent changé, & que le charme fut dissipé? C'est donc à nous qui sommes environnés de tout ce qui est capable de tromper & de séduire, à nous défier de nous-mêmes & à craindre l'illusion, bien plus qu'à ceux qui habitent des contrées où toutes les notions ne sont pas encore confondues, où le mensonge n'a pas pris la place de la vérité, ni la folie celle de la sagesse, où les plus monstrueuses absurdités ne sont pas regardées comme des dogmes incontestables, & les principes les plus certains comme des préjugés gothiques & surannés. N'allons pas nous figurer, lorsque la force du courant nous entraîne, que ce soient les rivages qui reculent, & que nous restions nous-mêmes immobiles au milieu du fleuve. D'ailleurs, outre ce torrent des fausses opinions qui doit nécessairement nous entraîner plus ou moins, avons-nous l'esprit assez calme pour peser avec impartialité les raisons de part & d'autre, au milieu de toutes les terreurs qui nous assiègent; dans un pays où toutes les autorités sont menaçantes à notre égard, où le gouvernement a depuis si long-temps donné l'ordre de *DÉSOLER NOTRE PATIENCE*, de

nous *SURVEILLER LE JOUR*, & de nous *TROUBLER LA NUIT*; où tant de prisons sont ouvertes pour nous recevoir, où les échafauds se dressent si souvent pour notre supplice, où la plus légère peine qu'on nous prépare est la déportation & l'exil? Ailleurs on n'a pas les mêmes craintes. Quand donc tout le clergé qui reste en France approuveroit le serment, & que celui qui est au-dehors seroit seul à l'improver; quand d'ailleurs le nombre des évêques seroit égal de part & d'autre; je croirois encore devoir préférer l'autorité de ceux qui, étant plus éloignés du théâtre des révolutions, doivent avoir conservé un esprit plus libre & des idées plus saines.

Mais qu'il s'en fait que les choses ne soient ainsi balancées! qu'il s'en faut que la totalité, ou même la majorité du clergé resté en France, ne soit disposée à faire le nouveau serment! Je connois un grand nombre d'ecclésiastiques qui sont prêts à mourir, plutôt que de *jurer haine* à autre chose qu'au *démon* & au *péché*. Peut-être n'y en a-t-il pas un seul dans la France entière, à qui les termes de l'affreux engagement qu'on nous propose, n'aient inspiré de l'effroi & de l'horreur, lorsqu'il les a lus pour la première fois; votre propre aveu m'apprend qu'ils firent d'abord sur vous cette impression. Ce fut là comme le premier cri de la raison & de la conscience. Il en est qui depuis ont étouffé ce cri, pour prêter l'oreille à la voix du sophisme; des raisonnemens captieux, des explications forcées & insidieuses les ont séduits; & ils n'ont pas craint de prononcer, sans restriction ni modification, des paroles dont le sens naturel est effrayant, & dont l'énergique précision les accusera toujours.

J'ignore si dans d'autres diocèses on compte parmi ceux qui ont eu cette foiblesse, quelqu'un de ces hommes que leurs vertus, leurs lumières



ou leur dignité rendent considérables dans l'église. S'il s'en trouve de ce caractère, il faut en gémir plutôt que nous en étonner : peut-on être surpris en effet, que dans ces temps d'horrible confusion & d'obscurcissement général, quelques-uns des astres même les plus brillans se soient, sinon éteints, du moins éclipsés pendant quelques instans ? Est-il étrange que le torrent dévastateur, dont le débordement a causé de si terribles ravages, ait, sinon déraciné, du moins courbé & flétri momentanément quelques-uns des plus beaux arbres qui étoient plantés sur ses bords ? Pour parler sans figure, tous les genres de tentation se sont réunis contre le clergé de France ; ne seroit-ce pas un véritable prodige, qu'il eût évité absolument tous les pièges, qu'il eût été également invulnérable à tous les traits ? Il s'est trouvé & se trouve encore dans des circonstances fort semblables à celles où le grand Osius de Cordoue, le pape Libere, & les pères catholiques du concile de Rimini virent leur courage les abandonner, & signèrent des formules où, sous des paroles artificieuses, étoit caché le venin de l'erreur. Avant ce moment fatal, plusieurs de ces évêques avoient généreusement confessé la foi orthodoxe au péril même de leur vie ; plusieurs méritèrent depuis, par leurs vertus, d'être placés au nombre des saints ; presque tous réparèrent leur faute, & la firent oublier à l'église par les services importans qu'ils lui rendirent. Il en sera de même de ceux qui, de nos jours, après avoir signalé leur zèle contre l'hérésie *constitutionnelle*, se sont laissés surprendre aux nouveaux artifices de l'ennemi. Quand les momens d'orage seront passés, quand la lumière aura succédé aux ténèbres, ils s'étonneront eux-mêmes d'avoir pu *jurer de haïr* ce que Dieu leur ordonnoit si clairement de respecter ;



ils comprendront à peine que de semblables paroles aient pu sortir de leur bouche ; & en s'humiliant de leur chute , ils se releveront avec plus de force que jamais. En attendant , nous les regardons comme des frères ; nous sommes loin de vouloir nous séparer de leur communion , ou de croire que leur faute , quelque griève qu'elle soit , ait suffi pour les exclure du sein de l'église. C'est donc à tort qu'ils nous accusent de vouloir faire schisme avec eux. Il est très-vrai que nous ne voulons ni adopter leurs principes , ni imiter leur conduite sur ce point ; nous défendons même aux prêtres qui nous sont soumis , de se laisser entraîner par leur exemple. Mais avons-nous jamais dit qu'ils fussent retranchés de l'unité catholique ? Nous ne croyons pas à la vérité devoir renoncer aux règles , parce qu'ils s'en sont écartés ; mais nous savons que toutes les erreurs ne sont pas des hérésies , & que toutes les fautes ne doivent pas produire une rupture. Lorsque le grand évêque de Meaux combattoit les sentimens de l'illustre archevêque de Cambrai , & qu'il interdisoit dans son diocèse la lecture de ses écrits , faisoit-il pour cela schisme avec ce savant & vertueux prélat ? Lorsque par l'ordre de nos évêques , nous usons de l'autorité qu'ils nous ont confiée , pour maintenir la saine Doctrine dans leurs diocèses ; lorsque par leur ordre encore , nous retirons leur confiance aux prêtres qui refusent de leur obéir , & qui méprisent leurs défenses , que faisons-nous qui puisse nuire à la charité , qui ne soit même l'accomplissement d'un devoir indispensable ? Il seroit à désirer sans doute , que tout le clergé fidèle n'eût qu'une seule & même opinion sur tous les points ; mais si un ou deux évêques se détournent un peu de la voie droite , faut-il donc que tout le reste du corps épiscopal

les suive, pour n'avoir point l'air de s'en séparer, ou que, pour éviter l'apparence d'un schisme, il laisse tout le clergé du second ordre se précipiter sur leurs pas dans des routes nouvelles? C'est à quoi l'on ne doit pas s'attendre, parce qu'il n'est jamais permis de sacrifier les intérêts de la vérité à des considérations quelconques.

Au reste, le schisme dont on cherche à nous faire peur, n'est qu'une pure chimère; il n'est pas un simple fidelle à qui nous n'ayons appris avec soin, & qui ne sache, que les ecclésiastiques qui ont signé des formules que l'église n'a point encore condamnées, n'ont pas cessé pour cela d'appartenir à sa communion. Mais ce qui n'est pas une chimère, & ce que ne peuvent se dissimuler ceux qui se sont montrés trop complaisans envers la puissance civile, c'est que les peuples, & surtout les plus religieux d'entre les fidelles, ne leur témoignent pas en général une grande confiance, & s'empresent peu de recourir à leur ministère; ce qui prouve que leur facilité à prendre tant d'engagemens équivoques, à faire déclaration sur déclaration, & serment sur serment, a causé beaucoup plus de scandale qu'ils ne veulent se l'avouer à eux-mêmes. Que ce scandale leur serve de leçon; car il est rare que ce qui offense les consciences droites des simples soit légitime. Qu'ils ne s'étonnent pas que le bon peuple, qui n'entend rien en précisions, en distinctions & en subtilités, ne comprenne guère que la *liberté* jurée par les prêtres soit différente de la *liberté* au nom de laquelle on lui a enlevé son église, ses cloches & son pasteur; que la soumission pure & simple *aux loix* ne porte, que sur l'ordre temporel, tandis qu'il voit que sous ce nom générique de *loi* on confond, depuis sept ou huit ans, le sacré & le profane,



le monde & l'infini (1); enfin que la *haine* à la royauté ne soit autre chose que la *haine* à la guerre civile. Mais surtout qu'ils ne nous imputent pas, ce qui n'est l'effet que de la faute qu'ils ont commise. En blâmant ce qu'il étoit de notre devoir de blâmer, nous n'avons rien négligé pour entretenir l'union & la paix; & tout ce que nous leur demandons, c'est qu'ils imitent la modération dont nous avons constamment usé à leur égard. Il en est parmi eux (je le dis avec douleur) qui ont étrangement oublié, non-seulement les égards de la charité & de la bienfaisance, mais même ceux de l'humanité envers nous; ils n'ont pas eu honte de nous dénoncer, dans des écrits publics, comme des séditieux & des rebelles; de nous prêter des sentimens qui ne sont pas les nôtres, des discours que nous n'avons jamais tenus, des desseins auxquels nous n'avons jamais pensé: se faisant les échos de nos plus injustes détracteurs, ils nous peignent comme des ennemis du gouvernement établi, parce que nous déclarons que nous ne savons *haïr* aucun gouvernement. Hélas! n'y a-t-il donc pas assez de bouches qui répètent ces calomnies, sans que des chrétiens, des catholiques, (je n'ose dire des prêtres) les accréditent? Les puissances ne sont-elles pas assez animées contre nous, sans que nos frères même fournissent de nouvelles armes à leur fureur? N'est-ce pas assez des exils dont on nous menace, des prisons qu'on nous prépare, de la mort violente qui nous attend? N'est-ce pas assez que nous soyons réduits à exercer, sous le voile du plus profond mystère, les augustes & saintes fonctions de notre ministère, que nous ne puissions voir qu'en tremblant la

---

(1) Expression de M. l'évêque de Blois.

lumière du jour , enfin que les catacombes soient l'unique asile qui nous reste ? Faut-il qu'au milieu de tant de rigueurs , nous ayons encore l'amertume de voir nos frères en JÉSUS-CHRIST aiguïser eux-mêmes contre nous les poignards des persécuteurs ? Ah ! sans doute ce n'est pas leur intention ; mais à quelle extrémité ne porte pas les hommes le désir de justifier leur conduite , & de faire prévaloir leur opinion particulière ? Etrange effet de la foiblesse humaine ! A peine a-t-on fait une fausse démarche , qu'on veut forcer tout le monde à l'imiter , qu'on devient presque l'ennemi de ceux qui ne veulent pas être nos imitateurs. Telle est la différence essentielle qu'on peut toujours remarquer entre le zèle pour la vérité , & le zèle pour l'erreur : le premier est d'ordinaire un zèle sage & réglé , un zèle *selon la science* ; le second est , le plus souvent , un zèle emporté & aveugle , où l'on reconnoît plutôt la violence de la passion , que la sainte ardeur de la charité. Pardonnez-moi cette digression , dont vous n'êtes sûrement pas l'objet. Je reprends la suite de vos objections contre l'autorité de nos évêques absens.

Vous avancez , en second lieu , qu'ils ont varié dans leurs décisions , & qu'ils ont *comme approuvé* postérieurement , ce qu'ils avoient *comme foudroyé* d'abord. Cette assertion est très-inexacte ; car vous ne pouvez entendre parler ici que de leurs décisions relatives au serment de *liberté & d'égalité* , & à la déclaration ordonnée par la loi du 29 septembre 1795 (1). Or le corps épiscopal n'a jamais *comme approuvé* ni l'un ni l'autre de ces actes ; & il ne s'y montre pas plus favorable aujourd'hui , qu'il ne l'a été dès

---

(1) Loi du 7 vendémiaire an 4 , sur la police des cultes.



le premier instant. Pour commencer par la déclaration du 29 septembre 1795 (1), on a cité dans un journal, dont la véracité à cet égard est très-incertaine, deux ou trois de nos prélats exilés, qu'on prétend y avoir donné leur suffrage; j'ignore si le fait est vrai; mais, à l'exception de ces deux ou trois, il est indubitable que tous les autres l'ont blâmé avec plus ou moins de sévérité; les uns tolérant ce qu'ils désapprouvoient, les autres le punissant dans leurs diocèses par la soustraction de tous pouvoirs délégués; mais tous persistant jusqu'à ce jour, dans la conduite & dans les principes qu'ils avoient d'abord adoptés à cet égard. On peut dire à peu près la même chose relativement au serment de *liberté & d'égalité*; tous le jugent encore répréhensible; plusieurs l'ont *comme foudroyé*, & continuent de le *foudroyer* de la même manière; aucun ne l'a *comme approuvé*, si ce n'est les cinq prélats réunis à Constance, qui parurent un moment le croire licite; mais qui, apprenant ensuite le sentiment contraire de tous leurs collègues dans l'épiscopat, se sont joints à eux pour le condamner. La variation de ces cinq prélats est la seule dont nous ayons connoissance; & ils ont varié, comme vous voyez, non pour devenir plus indulgens, mais pour devenir plus sévères. Vous avez donc été trompé sur les faits; & je ne fais par quelle fatalité il arrive que presque tous vos argumens & ceux des défenseurs du *serment de haine*, sont fondés ou sur des erreurs de fait, ou sur des suppositions gratuites, ou sur de fausses interprétations des textes de l'écriture, ou sur des déclamations vagues & insignifiantes, ou enfin

---

(1) Dite du 7 vendémiaire an 4.

sur de grossiers paralogismes : cela ne prouve pas une fort bonne cause. Pour revenir au corps des évêques, il n'a jamais donné la plus légère marque d'approbation, ni au serment de *liberté & d'égalité*, ni à la déclaration du 29 septembre 1795 (1). Ne vous flattez donc pas qu'il approuve davantage le nouveau serment, qui réunit tous les vices de l'un & de l'autre. Car le défaut du serment de *liberté & d'égalité* consistoit, en ce que les paroles, quoique susceptibles d'une bonne signification, étoient justement suspectes d'en avoir une mauvaise dans l'intention du législateur; & le défaut de la déclaration du 29 septembre 1795 (2) étoit, que la formule même présentant un sens condamnable, ne pouvoit être légitimée par la supposition de bonnes intentions dans le législateur; mais dans le serment que vous voulez faire, tout est également mauvais; car, de l'aveu de ses partisans même, le sens littéral des termes ne peut se défendre; & nous avons montré par une foule de raisons, mais en particulier par les explications du *préambule* proposé par *Chollet*, que le législateur prend ces termes dans leur signification rigoureuse. Vous pouvez donc être sûr que nos prélats exilés, qui forment la presque totalité du corps épiscopal de France, seront toujours contre vous.

Il ne vous reste donc plus d'autre ressource que de chercher à atténuer leur autorité, que de dire, comme vous faites en troisième lieu, que les considérations humaines *influent infiniment sur leur façon de penser*. Ici les expressions me manquent, pour rendre la vive douleur que j'ai ressentie, en

---

(1) Dite du 7 vendémiaire an 4.

(2) Dite du 7 vendémiaire an 4.



lisant cet endroit de votre lettre. Eh quoi, me suis-je écrié, faut-il donc que toutes les erreurs se tiennent à ce point ; & qu'on ne puisse faire un pas hors de la voie droite, sans tomber aussitôt dans l'esprit particulier, dans l'insubordination, dans le mépris de ses supérieurs hiérarchiques ! Faut-il qu'un prêtre catholique & bien intentionné, dès qu'il s'est laissé éblouir par quelques dangereux sophismes, commence à tenir le même langage qu'ont tenu les hérétiques dans tous les temps ? N'est-ce pas, sous le prétexte des motifs humains, qu'on prétendit avoir *influé* sur les délibérations du concile œcuménique de Trente, que les protestans rejetèrent les décisions de cette sainte & vénérable assemblée ? N'est-ce pas sous le prétexte des mêmes motifs humains, que les sectateurs de *Jansénius* & de *Quesnel* ont cru pouvoir mépriser les bulles de sept papes, reçues & respectées dans tout l'univers catholique ? N'est-ce pas encore sous ce prétexte des motifs humains, que les partisans de l'hérésie *constitutionnelle* ont cherché à décréditer les instructions pastorales de nos évêques & les brefs du souverain pontife qui les condamnoient ? ces derniers n'ont-ils pas imputé aux prélats de l'église gallicane, précisément ces mêmes *préjugés*, ces mêmes *ressentimens*, ce même *point d'honneur*, ces mêmes *espérances chimériques*, que vous ne craignez pas de leur imputer aujourd'hui ? Je ne veux pas faire de comparaisons odieuses ; & je fais combien vos sentimens diffèrent de ceux de tous les sectaires que je viens de nommer ; mais il est certain, & c'est ce que j'ai prétendu faire voir, que si l'on se permet de juger les motifs qui ont pu *influencer*, selon les circonstances, sur les décisions de ceux que *Dieu a préposés au gouvernement de son église*, il n'y aura plus d'autorité si respectable ni si sacrée, à laquelle on ne puisse opposer des

conjectures assez probables, & des raisons en apparence très-plausibles.

*L'homme*, dites-vous, *se retrouve par-tout* : & je ne vous contesterai pas la vérité de ce proverbe ; mais est-ce *l'homme* qui parle dans le corps épiscopal *enseignant*, ou est-ce le Saint-Esprit qui parle par son organe ? La doctrine de chacun de nous ne doit-elle pas être celle de son évêque, tant que celui-ci n'a pas été repris par le saint siège, & qu'il est dans la communion de toutes les églises catholiques ? Sans doute, me répondrez-vous peut-être, lorsqu'il s'agit de la foi ou de la morale ; mais dans le cas présent ; il n'est question que de *royauté*, que d'opinions politiques ; & le Saint-Esprit n'a promis à personne l'infaillibilité en politique. Quelle pitoyable équivoque ! comme si tout serment, quelle qu'en soit la matière, n'étoit pas essentiellement un acte religieux, essentiellement du domaine de la morale ! comme si un parjure *politique* n'étoit pas toujours un parjure ! & puis, si l'on veut réfléchir, qu'y a-t-il de *politique* dans la controverse présente ? S'agit-il de déterminer si le gouvernement républicain est préférable au gouvernement monarchique ; si dans tel temps ou telles circonstances, la *royauté* convient à tel peuple ? J'avoue que ce seroient là des questions politiques. Mais sont-ce celles qui nous occupent ? On nous propose de *jurer haine à la royauté* purement & simplement. Nous sommes tous d'accord que la *royauté* n'est point *haïssable* en elle-même ; qu'elle est bonne, comme toutes les autres formes de gouvernement, qui toutes ont Dieu pour auteur ; le point qui nous divise est donc uniquement celui-ci, de savoir, *si l'on peut JURER HAINE, sans distinction ni limitation quelconque, à une chose que l'on croit n'être point HAISSABLE, mais que l'on regarde au contraire comme étant dans*



*l'ordre de Dieu , & comme BONNE EN ELLE-MÊME.* Or le point de la difficulté ainsi exposé, je demande ce qu'il a de commun avec la *politique* ? n'est-ce pas évidemment une question de *morale* , dont la décision appartient à ceux que Dieu a établis pour interpréter sa loi ? Qu'on cesse donc de nous dire , ce que j'ai entendu répéter à plus d'une personne , *qu'on veut bien être martyr de la religion , mais non de la ROYAUTE.* Car mourir , plutôt que de jurer haine à ce qu'il n'est pas permis de haïr , ce n'est pas être martyr de *la royauté* , mais de *la religion* du serment , mais de son respect pour le saint nom de Dieu , mais de la *vérité* , mais de la *justice* , qu'il nous est défendu de blesser dans nos juremens.

Rappelons-nous la conduite qui fut tenue dans le siècle dernier par le clergé de France , aux états-généraux de 1614. Le tiers-état proposoit qu'il fût arrêté pour loi fondamentale du royaume , qu'il n'y avoit puissance en terre , quelle qu'elle fût , spirituelle ou temporelle , qui eût aucun pouvoir sur le royaume , pour en priver les personnes sacrées des rois , ni dispenser ou absoudre leurs sujets de la fidélité & obéissance qu'ils leur devoient , pour quelque cause ou prétexte que ce fût ; que l'opinion contraire étoit IMPIE , DÉTESTABLE , contre vérité &c. , & il vouloit que cette loi fût jurée & signée par tous les députés des états , & dorénavant par tous les bénéficiers &c. ; Cette déclaration ne contenoit rien qui parût avoir un rapport direct avec la religion ; & d'ailleurs l'église gallicane tenoit alors , comme elle a toujours tenu depuis , que nulle puissance en terre ne pouvoit dispenser ou absoudre les sujets de la fidélité & obéissance qu'ils doivent à leurs maîtres temporels. Cependant toute la chambre ecclésiastique , qui

étoit composée de cent quarante députés, s'op-  
 posa unanimement à cette loi fondamentale, &  
 déclara, par l'organe du célèbre cardinal Duperron,  
 que plutôt que de la *jurer & signer*, tout ce  
 qu'ils étoient d'évêques iroient au martyre.  
 D'où pouvoit donc venir une si forte opposition ?  
 C'est que cette loi, en consacrant l'opinion qui  
 prévaloit en France au sujet de la déposition  
 des rois, traitoit l'opinion contraire, *D'IMPIE*  
*ET DE DÉTESTABLE* ; or comme l'exactitude  
 de ces qualifications n'étoit pas évidemment  
 démontrée, le clergé croyoit devoir s'exposer  
 plutôt à toutes les extrémités, que de faire un  
*serment* qui contiendrait quelque chose de douteux  
 & d'incertain ; c'est sur quoi appuyoit le cardinal  
 Duperron, dans l'éloquente harangue qu'il fit  
 en cette occasion, au nom de tout son ordre.  
 » Autre chose est », remarque d'Avrigny à ce  
 sujet, dans ses mémoires chronologiques, » de  
 » croire la déposition des rois *illicite* ; autre  
 » chose de donner à ce sentiment un degré de  
 » certitude si grand, qu'on ne puisse en tenir  
 » un autre sans errer dans la foi, ou qu'on  
 » doive en attester la vérité par *SERMENT*. Le  
 » cardinal » ajoute cet historien, » pensoit comme  
 » nous pensons communément en France ; mais  
 » il jugeoit que cette croyance n'ayant point  
 » d'autre fondement qu'une évidence morale,  
 » TOUT JUREMENT FAIT LA - DESSUS NE  
 » POUVOIT ÊTRE QU'INFINIMENT TÊMÉRAIRE.  
 » le serment », dit-il encore un peu plus bas,  
 » suppose une certitude AU - DESSUS DE TOUS  
 » LES DOUTES.... la probabilité, quelque grande  
 » qu'elle soit, n'est pas un fondement suffisant  
 » pour jurer. Voilà ce que soutenoit le cardinal  
 » Duperron.... » & son avis étoit celui de  
 toute la chambre ecclésiastique, comme nous



l'avons déjà marqué, & comme le procès-verbal de cette chambre en fait foi. (1)

Ainsi le clergé de France est disposé en 1615 à *MOURIR*, plutôt que de *JURER* qu'une doctrine, qu'il a cependant toujours combattue & regardée comme pernicieuse, soit *détestable*, parce que, quoiqu'il la *déteste*, il n'est que d'une *évidence morale*, & non d'une *évidence absolue*, qu'elle mérite de l'être; & nous, parce que les opinions républicaines prévalent depuis quelques années dans notre patrie, nous sommes prêts à *jurer haine à la royauté*, quoiqu'il ne soit ni d'une *évidence absolue*, ni d'une *évidence morale* qu'elle soit *haïssable*; quoiqu'il soit au contraire *évident* par l'écriture sainte, que nous ne pouvons la *haïr* sans crime; & lorsque nos évêques blâment un serment si *TÉMÉRAIRE*, pour ne rien dire de plus, nous les accusons d'être conduits par des motifs humains! Nous leur supposons des *préjugés*, des *ressentimens*, un méprisable *point d'honneur* & des *espérances chimériques*!

Mais songeons-nous bien quels sont les hommes à qui nous attribuons tant de passions & de

(1) On doit distinguer soigneusement dans le discours du cardinal, le fond qui appartient à tout le clergé, au nom duquel il parloit, & les développemens qui n'appartiennent qu'à l'orateur. Nous conviendrons facilement avec Bossuet, que Duperron semble avoir dépassé son but dans quelques endroits de sa harangue. Mais il n'en est pas moins vrai, que tous les députés ecclésiastiques aux états-généraux refusèrent de jurer la loi fondamentale, uniquement parce qu'on y censuroit comme *détestable* une opinion qui étoit cependant opposée à la leur. Aussi Bossuet lui-même remarque-t-il, que l'assemblée du clergé de 1682, évita de *CENSURER* cette même opinion, & se contenta d'établir, dans les quatre fameux articles le sentiment contraire: *quod autem anno 1615 metuebant, ne schismata fierent, gravi adversus catholicos qui à nobis dissentirent, intentatâ censurâ, id conventus hostis cavit, dum & veritatem asseruit, & AB OMNI CENSURA TEMPERATUM ESSE VOLUIT.* Boss. def. decl. cler. gal. p. 1, lib. 4, c. 143

foiblesse ? ce sont ceux-là même dont toute la conduite, depuis sept ans, prouve des esprits élevés, & des âmes supérieures ; en quelque sorte, aux affections de la nature. Nous imputons des *préjugés*, à ceux qui, dès l'origine de la révolution, ont fait paroître une si haute sagesse ; qui, aux premières menaces des ennemis de la religion, ont tracé d'une main si ferme la ligne qui sépare le *sacré* du *profane*, le *spirituel* du *civil* ; & qui, se retranchant, pour ainsi dire, derrière les remparts de la foi, ont abandonné tout le reste aux disputes des hommes. Nous imputons d'odieux *ressentimens*, à ceux qui ne se sont montrés sensibles qu'aux maux de l'église ; qui n'ont compté pour rien ni la perte de leurs fortunes, ni le danger de la mort même ; & qui ont étonné les persécuteurs, autant par leur douceur inaltérable, que par leur inflexible courage. Nous attribuons un vil *point d'honneur*, à ceux qui ont sacrifié avec une héroïque indifférence les *honneurs* & les *dignités* du siècle, & qui ont paru ne plus connoître d'autre gloire que celle de *souffrir l'ignominie pour le nom de JÉSUS-CHRIST*. Nous supposons enfin des *espérances chimériques*, à ceux qui ont cessé depuis si long-temps de rien attendre des hommes, & qui ne mettent plus leur confiance qu'en Dieu seul. Ah ! au lieu de leur prêter d'indignes motifs, tâchons plutôt d'imiter leurs sublimes exemples ; ou du moins ne nous joignons pas à leurs calomniateurs ; lorsque toute l'Europe voit en eux de généreux confesseurs de la foi, ne les peignons pas comme les martyrs de l'entêtement & de la prévention. Ce n'est pas à nous à flétrir leurs palmes, & à leur arracher leur couronne. La gloire de nos pasteurs est la nôtre ; ne cherchons pas à la ternir. Quel l'hérésie & l'impiété s'efforcent de déshonorer par le mensonge,



mensonge, ceux qu'elles n'ont pu ni séduire par l'artifice, ni dompter par la violence; mais pour nous, rendons hommage à la vérité: disons si, dans les lettres qu'ils nous écrivent, dans les instructions qu'ils nous adressent, il leur échappe jamais un mot qui annonce ou les fureurs de la vengeance, ou les petitesse du point d'honneur, ou les calculs d'une politique humaine? Tout n'y respire-t-il pas au contraire la sagesse, la modération, l'humilité, le détachement, l'esprit de paix & de conciliation? Pourquoi donc leur supposer d'autres sentimens? Quant à moi, je ne crains pas de prendre Dieu même à témoin, que le désintéressement qu'ils expriment, les vœux qu'ils forment pour le bonheur de leurs ennemis même, la disposition où ils sont de faire encore, s'il étoit possible, de nouveaux sacrifices à leur patrie, leur désir d'être anathèmes pour leurs frères, leur patience, leur onction, leur charité m'ont plus d'une fois ému jusqu'à m'arracher des larmes d'attendrissement. Il m'est doux de rendre ce témoignage à leurs vertus, dans un moment où je puis le faire, sans être suspect de flatterie.

Mais quand ils auroient leurs *préjugés*, n'avons-nous pas aussi les nôtres? s'ils ont leurs *préjugés* en faveur des doctrines anciennes consacrées par l'expérience des siècles, n'avons-nous pas peut-être nos *préjugés* en faveur des doctrines nouvelles que notre siècle a enfantées? S'ils ont leurs *ressentimens*, n'avons-nous pas nos craintes? si le souvenir des rigueurs passées peut aigrir leurs cœurs, *sans qu'ils s'en doutent*, l'appréhension des rigueurs à venir ne peut-elle pas affaiblir nos courages, sans que nous nous en apercevions? S'ils ont leur *point d'honneur* qui peut exalter leurs sentimens, n'avons-nous pas nos petites vues & nos petits intérêts qui peuvent rétrécir

nos ames ? Enfin s'ils ont l'*espérance* prétendue *chimérique* de contribuer au triomphe de la vérité par leur fermeté & leur constance, n'avons-nous pas notre *espérance* réellement *chimérique*, de vaincre les persécuteurs en leur cédant toujours, de servir la religion en trahissant notre conscience, de relever notre ministère en l'avilissant ? Ce n'est pas que je veuille faire outrage au clergé fidèle, resté en France ; à Dieu ne plaise ! je fais trop ce qu'il mérite d'éloges. Mais si nous jugeons avec tant de sévérité nos maîtres dans la foi, il ne faut pas nous faire grâce à nous-mêmes ; en parlant de leurs foiblesses, nous ne devons pas oublier les nôtres ; & puisque nous ne voulons voir en eux que des *hommes*, il ne faut pas nous regarder nous-mêmes comme des anges.

Je ne puis quitter cette matière, sans vous prier de m'apprendre au juste, ce que vous entendez par les *espérances chimériques* de nos prélats ? voulez-vous dire qu'ils se flattent encore du rétablissement de la monarchie ? mais je ne vois pas sur quel fondement, vous supposeriez le clergé du dehors plus susceptible ou plus occupé de cette espérance, que celui du dedans. Voulez-vous dire qu'ils conservent l'espoir de rentrer dans leur patrie, & que cet espoir est *chimérique* ? ah ! si c'est là une *chimère*, pleurons ; car, en ce cas, c'en est fait pour toujours du christianisme en France. La longue absence de nos évêques a déjà fait à la religion des plaies bien profondes ; si cette absence est sans retour, il faut que la religion périclite. Sans les premiers pasteurs, qui tiendra le troupeau réuni ? qui enseignera avec autorité ? qui dirigera la conduite des prêtres ? qui donnera des successeurs à ceux qui sont aujourd'hui, & qui demain ne seront plus ? Les églises veuves & sans époux seront



réduites à une déplorable stérilité; le flambeau de la foi qui s'éteint dans ces malheureuses contrées, ne se rallumera plus; le sacerdoce, séparé de l'épiscopat qui en est comme la racine, se flétrira, & ne poussera plus de nouvelles tiges; cette église gallicane si belle & si sainte, qui s'est soutenue avec tant d'éclat pendant dix-sept siècles, s'appée dans ses fondemens, s'écroulera, & il ne nous restera plus qu'à pleurer sur ses ruines.... Mais non, il n'en sera pas ainsi; le Dieu qui nous châtie se laissera enfin toucher par nos larmes; il nous rendra nos évêques; il nous les rendra pleins de ce zèle ardent & pur qui animoit les saints pasteurs des premiers siècles, après les longues persécutions. Ils viendront réveiller notre foi, environner notre ministère de la considération qui y manque, réédifier ce qui a été détruit, raffermir les colonnes du sanctuaire qui s'ébranlent. Non, cette précieuse espérance, qui seule les console dans leur exil & nous soutient dans nos travaux, ne sera pas une *espérance chimérique*. Le Seigneur ne nous abandonnera pas pour toujours; & nous pouvons tout attendre de sa protection divine, pourvu que nous ne nous écartions pas de l'ordre qu'il a établi, que nous conservions cet esprit de soumission & de docilité envers nos supérieurs hiérarchiques, qui caractérise & qui distingue les vrais prêtres catholiques. Tenons-nous donc étroitement unis au corps épiscopal; respectons-le; préférons ses lumières qui sont celles du Saint-Esprit, aux nôtres qui ne sont que les lumières de l'homme; & ne cherchons jamais à affaiblir l'autorité de son enseignement, ni par le vain prétexte de la *distance* des lieux, ni par la fausse supposition qu'il ait *varié dans ses jugemens*, ni enfin par l'injuste soupçon que des motifs humains *influent* sur ses décisions.

Je ne vois plus dans votre lettre qu'une seule objection à résoudre ; mais c'est la plus importante de toutes , non par sa solidité , car elle en manque absolument comme toutes les autres , mais par la grandeur des considérations sur lesquelles elle semble s'appuyer , & par l'impression qu'elle peut faire sur les esprits. Vous dites qu'il ne s'agit de rien moins que de la *destruction totale de la religion* ; vous ajoutez que la prestation du serment est *le seul moyen qui reste pour prévenir un si grand malheur* ; & de tout cela vous concluez , que *si le serment n'est pas illicite , il est par-là même obligatoire*. Pour répondre à cette difficulté d'une manière satisfaisante , je dois examiner deux choses : premièrement , s'il est vrai que la prestation du nouveau serment soit *le seul moyen qui reste de sauver le christianisme en France* ; secondement , si , dans le cas où il en seroit ainsi , ce serment seroit *obligatoire* , ou même *licite*. Nous allons discuter ces deux points , avec tout le soin que méritent des questions si intimement liées avec la cause de la religion même.

Je demande donc d'abord , s'il est vrai que la prestation du serment soit *le seul moyen* , ou même qu'elle soit *un moyen de prévenir la destruction* du christianisme en France ? Je réponds hardiment que non ; & je le prouve , 1°. par la considération des *moyens* que Dieu a employés dans tous les temps , soit pour l'établissement , soit pour la conservation de la religion chrétienne ; 2°. par l'expérience des siècles passés & des nations étrangères ; 3°. par notre expérience propre acquise depuis la révolution ; 4°. enfin par la nature des circonstances où nous nous trouvons placés.

1°. Quels sont les *moyens* que Dieu a employés dans tous les temps , pour l'établissement & la conservation de la religion chrétienne ? Point



d'autres, que ceux qui étoient les plus contraires à la prudence humaine. Qu'a-t-il opposé à *la force* & à *la sagesse* du monde conjuré contre lui ? Rien que *la foiblesse* & *la simplicité* de ceux qui confessoient son nom : *foiblesse* qui triomphoit de toute *la force* des hommes, par le mépris des tourmens & de la mort ; *simplicité* qui confondoit toute *la sagesse* du siècle, par une confession naïve de la vérité, sans tergiversation & sans détour : *quæ stulta sunt mundi elegit Deus, ut confundat sapientes* : & *infirmi mundi elegit Deus ut confundat fortia* (1) : *foiblesse* qui a été plus forte que toutes les puissances de la terre, parce que Dieu seul étoit sa force ; *simplicité* qui s'est trouvée plus sage que toute *la sagesse* humaine, parce que, sous une folie apparente, c'étoit *la sagesse* de Dieu même : *quia quod stultum est Dei, sapientius est hominibus* : & *quod infirmum est Dei, fortius est hominibus* (2) : heureuse *foiblesse*, qui empêchoit les premiers chrétiens de chercher un appui dans la protection des ennemis de JÉSUS-CHRIST ! précieuse *simplicité*, qui leur faisoit préférer tous les supplices à la moindre dissimulation, au plus léger déguisement ! Leur représentoit-on les dangers personnels auxquels ils alloient s'exposer ? ils répondoient : » Nous mour-  
» rons, & il est doux de mourir pour JÉSUS-  
» CHRIST ». Cherchoit-on à les arrêter par l'appréhension des maux que la fureur des tyrans pouvoit faire à la religion même ? ils se rioient des vaines frayeurs de ceux qui craignoient que Dieu ne fût vaincu par les hommes. Aussi ces

---

(1) Dieu a choisi ce qui est insensé selon le monde, pour confondre les sages ; & il a choisi ce qui est faible selon le monde, pour confondre ce qui est fort. 1. Cor. c. 1, v. 27.

(2) Parce que la folie de Dieu est plus sage que les hommes, & la foiblesse de Dieu est plus forte que les hommes. Ibid. v. 25.

temps de *simplicité* & de *foiblesse* furent-ils les temps de la gloire de l'Eglise. Tandis que le monde entier étoit armé contre elle, que par-tout les prisons étoient encombrées de chrétiens, que leur sang inondoit les cirques, les théâtres & les échafauds, la religion chrétienne s'accroissoit tous les jours; *plus petite* dans ses commencemens *que le grain de senevé*, elle ne cessoit de s'élever & de se fortifier au milieu des efforts de l'univers pour la détruire; plus on éлагоit ses branches, plus elles se multiplioient & s'étendoient de toutes parts; & pendant que la hache frappoit inutilement son tronc robuste, elle jettoit ces profondes racines sur lesquelles elle se soutient encore au bout de dix-huit cens ans, & se soutiendra jusqu'à la fin des siècles.

Qu'auroient pensé les premiers fidèles, ces hommes si *simples* & si *foibles* selon le monde, qui ne savoient que dire la vérité & mourir, si on avoit voulu leur faire entendre que la dissimulation, le mensonge & le parjure étoient *le seul moyen de sauver la religion*? songeoient-ils à adoucir les persécuteurs par de lâches complaisances, ou à les surprendre par des réticences & par d'astucieuses paroles, eux qui les voyant frémir de rage au seul nom de *chrétiens*, ne répondoient à leurs emportemens & à leurs fureurs, que par ce cri unanime, *nous sommes chrétiens*? C'est ce langage qui a fait les martyrs; & c'est par les martyrs que Dieu a établi & conservé son église. Mais nous, lorsque de nouveaux dangers la menacent, c'est par les *moyens* les plus opposés à l'esprit du martyr, que nous nous flattons de la sauver. Nous n'avons plus le courage de combattre pour elle; nous ne songeons qu'à capituler avec ses ennemis : leur céder tout ce qu'ils veulent, entrer dans toutes leurs vues, faciliter le succès de tous leurs desseins; voilà



nos *moyens* de défendre la religion ; & ces indignes *moyens* , nous ne rougissons pas de dire que ce sont *les seuls* ; tant nous avons oublié , qu'il y a dans le ciel un Dieu qui veille sur son ouvrage , dont le bras n'est pas raccourci , & qui peut , aujourd'hui comme autrefois , empêcher *l'enfer de prévaloir contre son église !* Quand tous ces actes divers qu'on nous présente à signer , n'auroient d'autre défaut , sinon qu'il nous est défendu d'y prendre le titre de chrétiens & de ministres de JÉSUS-CHRIST ; ce défaut seul auroit peut-être dû suffire pour nous les faire repousser. Croyez-vous que les Basile , les Athanase , les Chrysostôme eussent consenti à souscrire des formules , où on leur eût fait un crime de tracer le nom de leur Sauveur ? Ils eussent plutôt versé tout leur sang ; & c'eût été là pour ces saints hommes une occasion de confesser généreusement leur foi. Pour nous , si nous ne la trahissons pas entièrement , nous ne la confessons pas non plus. L'ombrageuse impiété témoigne-t-elle que ces mots sacrés de *foi* & de *religion chrétienne* lui déplaisent ? dès-lors nous ne parlons plus que d'*opinions religieuses* ; & nous avons l'air de réduire ainsi la certitude divine de la révélation , à l'incertitude des *opinions* humaines. Le nom de *prêtres de JÉSUS-CHRIST* choque-t-il l'oreille des persécuteurs ? nous prenons aussitôt les qualités de *ministres du culte*, d'*instituteurs de morale*, & toutes celles que les ennemis du christianisme jugent les plus vagues & les plus propres à faire oublier ce que nous sommes. Lorsque nous comparoisons devant les tribunaux , pour avoir rempli nos obligations les plus sacrées , au lieu de répondre avec une noble confiance : » Nous » sommes prêtres du vrai Dieu ; nous avons » rempli les devoirs qu'un si saint caractère nous » imposoit ; ordonnez ce qu'il vous plaira » ;

nous faisons des plaidoyers tout profanes : nous cherchons à nous justifier comme des criminels ; & veuille le ciel que nous ne poussions pas la foiblesse, jusqu'à nier que nous exercions les augustes fonctions de notre ministère ! Au milieu d'une des plus dangereuses persécutions que l'église ait encore essuyées, nous ne trouvons jamais une occasion de prononcer devant les magistrats & les juges le Nom de JÉSUS-CHRIST ; de sorte que les fidèles, nous voyant toujours prêts à faire toutes sortes de sermens pour satisfaire les persécuteurs, & ne nous entendant jamais rendre un témoignage public de notre foi, ne savent s'ils doivent nous regarder, ni comme des confesseurs quand nous sommes dans les liens, ni comme des martyrs quand on nous mène à la mort. Familiarisés d'ailleurs avec toutes ces expressions indécentes de la philosophie moderne que nous leur répétons nous-mêmes, ils s'accoutument insensiblement à envisager nos dogmes comme des *opinions* indifférentes, le *culte* comme un amusement, & les *prêtres catholiques* comme des acteurs de théâtre. Et c'est ainsi que nous prétendons *sauver la religion* ! Ah ! que nous lui ferions bien plus utiles, si nous savions mourir pour elle !

Consultons, en second lieu, l'*expérience* des siècles passés & des nations étrangères ; nous reconnoîtrons que ces malheureuses condescendances pour les ennemis de la vérité, n'ont jamais servi qu'à faire triompher l'erreur. Les quatre cents évêques de *Rimini*, dont nous avons déjà parlé plus d'une fois, se persuadèrent, comme nous l'apprend s. Jérôme, que le *seul moyen* de donner la paix à l'église, étoit d'accorder quelque chose à ceux qui la troubloient ; en conséquence



ils crurent pouvoir leur sacrifier un mot (1) qui ne se trouvoit pas dans les écritures, mais que le concile de Nicée avoit consacré en l'adoptant. Après cet acte d'une coupable foiblesse, qu'ils regardoient comme un acte louable de prudence, *ils retournèrent pleins de joie dans leurs provinces*, croyant avoir mis un terme à toutes les divisions, & *resserré les nœuds de l'unité entre l'orient & l'occident* (2). Mais en se flattant d'avoir éteint l'arianisme, ils le rendirent plus puissant & plus formidable que jamais; & en consultant la sagesse humaine aux dépens de la sagesse de l'évangile, ils portèrent à la foi orthodoxe un des plus terribles coups qu'elle ait jamais reçus. Si nous passons à des temps moins reculés, nous verrons que le désir de disposer le roi Henri VIII en faveur des catholiques, & l'espérance de le ramener lui-même un jour de ses égaremens, furent les considérations qui engagèrent Fisher, évêque de Rochestre, à reconnoître la suprématie de ce prince, avec une restriction vague & illusoire; & qu'ainsi ce prélat, *avec des intentions pures*, facilita l'introduction du schisme dans sa patrie, & contribua, sans le vouloir, à la perte de la vraie religion en Angleterre. L'histoire du même pays nous fournit encore un autre exemple à l'appui de la même vérité. Vous n'avez pas oublié ce que j'ai rapporté plus haut du serment exigé par Jacques I. J'ai dit que le plus grand nombre des catholiques Anglois le refusèrent. Mais quelques-uns crurent pouvoir le prêter; & ils avoient à leur tête l'archiprêtre *Blackwel*, qui *publia le serment, & déclara qu'il étoit juste, & qu'on pouvoit & devoit le*

---

(1) Le mot *homousios*, qui signifie consubstantiel.

(2) *Laeti omnes ad provincias revertuntur: idem enim regi & bonis omnibus curæ fuerat, ut oriens atque occidentis communionis sibi vinculo necerentur.* S. Hier. dial. adv. Lucif.

recevoir. C'est ce que raconte *Ellies Dupin*, qui ajoute que *quelque temps après, il adressa une lettre à ses coadjuteurs, par laquelle il les exhortoit à ne faire aucune difficulté de le signer*. Le cardinal *Bellarmin* lui ayant écrit pour le blâmer de cette conduite, il répondit, *que la religion catholique seroit ENTièrement RENVERSÉE dans ce pays, si on-refusoit de prêter un serment qui, disoit-il, ne renfermoit rien de contraire à la foi, & qui déclaroit une opinion comme de foi, matériellement, & non pas formellement.* » Par ces distinctions » continue *Dupin* » *Blackwel* croyoit se tirer d'affaire (1) ». Mais où aboutit tout ce zèle qu'il témoignoit pour la conservation de la foi dans la grande Bretagne? A une espèce d'apostasie qui déshonora sa vieillesse; car depuis ce moment, au rapport d'un autre historien, » il n'osa plus rendre en public aucun culte » aux images, ni pratiquer les autres exercices » propres de la religion catholique (2) ». C'est ainsi qu'une première foiblesse en entraîne une seconde, qu'un *abyme appelle un autre abyme*; & qu'en se pliant d'abord aux injustes volontés des hommes, par la crainte de voir périr la religion, on finit par sacrifier la religion même à la crainte des hommes. Dès l'origine de la séparation, on témoigna assez généralement en Angleterre un grand désir de concilier ce qui flattoit le prince schismatique, avec ce que commandoit la conscience; aussi peu-à-peu l'on se rapprocha si bien des opinions de ceux à qui l'on vouloit plaire, qu'il ne reste aujourd'hui qu'un très-petit nombre de catholiques dans ce royaume: en Irlande au

---

(1) Dup. hist. eccl. du 17<sup>e</sup>. siècle, pag. 370 & suiv. de la 1. part.

(2) Voy. mém. chronologi. & dogm. déjà cités, depuis l'an 1600 jusqu'à 1716, à l'année 1606.



contraire, où l'on n'a pas connu les *moyens-termes*, où tout ce que proposoit la puissance protectrice de l'hérésie fut rejeté pendant l'espace de deux cents ans; où l'on refusa constamment de prêter aucun serment jusqu'au règne de George III, & jusqu'à l'année 1774, les sept dixièmes des habitans professent encore la vraie foi. Peu de contrées ont été plus arrosées du sang des martyrs, que ne l'a été cette isle pendant un siècle entier; jamais peuple peut-être n'a conservé un attachement plus sincère ni plus invincible pour la religion de ses pères, que celui qui l'habite.

Mais qu'avons-nous besoin d'une expérience étrangère, lorsque celle que nous avons acquise nous-mêmes depuis cinq ans devoit être plus que suffisante pour nous instruire? Beaucoup de prêtres ont fait tout ce que l'autorité civile a désiré; ils ont fait des *sermens*, des *promesses* & des *déclarations*; qu'a gagné la religion à toutes ces *cômplaisances*? Je vous dirai bien ce qu'y a gagné l'impiété: 1.<sup>o</sup> elles l'ont aidée à diviser en quelque sorte le clergé fidelle; & cette espèce de division, qu'on impute injustement à nos scrupules, nous en accusons à juste titre la trop grande facilité de ceux qui se sont montrés si dociles envers la puissance temporelle, au risque de trahir leur conscience. Car pour nous, nous avons suivi les règles, & ils s'en sont écartés; nous sommes restés attachés au corps épiscopal qui blâmoit, & ils ont préféré les lumières de leur propre esprit qui approuvoit; nous nous sommes abstenus de ce qui pouvoit au moins être mauvais, & ils n'ont pas craint de faire ce qui au moins n'étoit pas évidemment bon. Or que, pour nous rapprocher d'eux, nous fissions ce qui nous paroïssoit criminel; c'est ce qu'ils ne pouvoient raisonnablement exiger; mais que, pour ne point s'exposer au péché, ils s'abstinissent

de toute démarche douteuse, c'est ce que la loi de Dieu leur commandoit expréssément. Leurs complaisances ont donc d'abord produit une apparence de division dans le clergé. Elles ont, en second lieu, scandalisé les peuples, & inspiré à une grande partie du troupeau, de la défiance pour quelques-uns de ses pasteurs : scandale que rien n'a pu empêcher, parce qu'il y a une certaine raison naturelle, qui dit aux plus simples, que certains actes sont blâmables, ou du moins fort équivoques : scandale qui prouve à notre honte, que *les oreilles du peuple sont souvent*, comme dit s. Hilaire, *plus pures que les cœurs des prêtres* : (*sanctiores aures plebis quam corda sacerdotum.*) scandale enfin qui est une des plus dangereuses plaies de l'église. Elles ont, troisièmement, fourni des armes aux schismatiques, qui ne cessent de nous reprocher avec quelque apparence de raison, qu'après leur avoir fait un crime d'avoir juré fidélité à une *constitution* qui contenoit des dispositions *anti-catholiques*, nous avons fini nous-mêmes par *promettre soumission* à des *loix*, dont plusieurs sont *anti-chrétiennes*. Elles ont, en quatrième lieu, servi de prétexte à nos législateurs philosophes, pour nous décrier comme des hommes sans bonne foi & sans droiture, qui promettent tout, mais dont les promesses ne peuvent inspirer aucune confiance; qui, à l'aide des *subtilités de l'école*, des *exceptions de droit*, des *réticences* & des *restrictions mentales*, interprètent tous leurs engagemens au gré de leurs caprices (1). Ce

---

(1) Voyez dans le *moniteur*, la séance du conseil des cinq-cents du 2 janvier courant.

Je viens de lire à l'instant dans le n.º 21 de la *feuille politique*, les mots suivans prononcés à la séance du 13 janvier, par le représentant Gauran : *admettez ces réfractaires au serment, tous*



sont là les traits sous lesquels on nous peint tous les jours à la tribune du corps législatif. Pouvons-nous dire que nous n'y ayons pas donné lieu ? On accusoit les premiers chrétiens d'être *rebelle aux loix*, parce qu'ils ne vouloient pas encenser les idoles, ni jurer par le génie des empereurs; on les traitoit d'esprits inquiets & séditieux, parce qu'ils bravoient tout lorsqu'il s'agissoit de leur foi. C'étoient là, comme nous le voyons dans l'apologétique de Tertullien, les imputations les plus ordinaires qu'on leur faisoit. Mais la calomnie ne leur reprocha jamais la dissimulation & la feinte; parce que leurs confessions franches & courageuses lui eussent donné un démenti trop formel. Si nous les eussions imités; si, après avoir exposé nos sentimens d'une manière nette & précise, nous eussions dit; » voilà l'engagement que notre conscience » nous permet de prendre; nous n'en signerons » jamais d'autre: nous savons mourir, mais nous » ne savons pas nous parjurer »; les ennemis de la religion eussent pû nous haïr, mais ils auroient été forcés de nous respecter; ils auroient, malgré eux, admiré notre fermeté en la punissant, & rendu hommage à notre droiture, en s'irritant de notre résistance. Mais aujourd'hui ils nous méprisent, en nous frappant; &, ce qu'aucune puissance sur la terre ni dans les enfers n'auroit pu leur donner, nous le leur donnons

---

*le prêteront; soyez - en sûrs. Leur chef spirituel les en délie. Ce prêtre roi leur permet tout pour le service de la royauté. Quelle idée doivent avoir de notre bonne foi, des hommes qui croient que nous jurons haine à la royauté, pour la servir ? Je sais aussi bien qu'un autre le cas qu'on doit faire de pareilles investives. Mais si nous avions montré pour la religion du serment tout le respect qui lui est dû, oseroit-on dire d'avance, qu'on est sûr que nous jurerons ce qu'on voudra, que notre chef nous délie de nos sermens &c.*

nous-mêmes , le moyen de nous avilir sans paroître nous calomnier.

J'ai dit ce que l'impiété a gagné à nos complaisances ; mais qu'y a gagné la religion ? Est-elle plus estimée , depuis que ses ministres paroissent moins dignes d'estime ? Le sacerdoce même , en perdant de sa considération , a-t-il obtenu plus de tolérance ? a-t-il dissipé les soupçons des persécuteurs ? a-t-il pu les satisfaire ? Voici la quatrième *garantie* qu'on nous demande depuis quatre ans. Après que plusieurs d'entre nous en ont déjà donné trois , en continue-t-on moins à nous peindre *tous* comme des *fanatiques* & des *rebelles* ? en parle-t-on moins des *brandons* que nous lançons , des *torches* que nous secouons , des *poignards* que nous aiguïsons ? en fait-on moins semblant de croire , que les *prêtres* sont ligués avec les *rois* contre la république ? en représente-t-on moins le christianisme comme une religion sanguinaire , ennemie de toute liberté , & essentiellement liée au despotisme ? N'est-il pas clair que ce qu'on ne nous pardonne pas , c'est d'être encore chrétiens & ministres de JÉSUS-CHRIST ? Chaque *serment* ou *déclaration* qu'on nous propose , est , avant que nous l'ayons soussignée , la seule preuve suffisante que nous puissions donner de notre fidélité ; à peine la sousscrivons-nous , qu'elle n'est plus une preuve de rien ; que les déclamations recommencent , sans que nous ayons donné aucun sujet de plainte ; & qu'on nous présente une formule nouvelle. Pourquoi cela , si ce n'est parce qu'on ne veut pas de paix avec les prêtres ; qu'on ne signe avec eux un traité qu'à regret , & qu'on cherche aussitôt un prétexte pour renouveler la guerre ? Pourquoi cela , encore une fois , si ce n'est qu'on veut lasser leur patience , & en exiger toujours quelque chose de nouveau , jusqu'à ce qu'on leur demande



enfin un acte formel d'apostasie ? C'est là que l'on tend ; & si l'on observe une gradation pour les conduire à ce dernier point ; c'est qu'on n'ignore pas , qu'il est plus facile d'engager les hommes à descendre par échelons dans l'abyme , qu'à s'y précipiter tout d'un coup ; c'est qu'on a calculé que les chûtes moindres préparoient aux plus grandes , & que le soldat affoibli par une multitude de petites blessures , en seroit plus disposé à rendre les armes. Comment ne pas supposer ce dessein , quand on remarque , que de toutes les formules dressées jusqu'ici , il n'y en a pas eû une seule qui ne fût captieuse , qui n'eût besoin , pour devenir légitime , de quelque modification qu'on nous défendoit sévèrement d'y insérer ? L'un des grands crimes qu'on a reprochés au parti qui dominoit dans le corps législatif avant le 4 septembre 1797 (1), a été d'en avoir proposé une que nous aurions cru pouvoir signer sans prévarication , & qui exprimait clairement ce qu'on prétend avoir droit d'exiger de nous (2). Après donc que nous avons fait tant de sacrifices du côté de l'honneur & de la conscience , la religion en est plus méprisée , elle n'en est pas moins odieuse à ses ennemis ; nous n'en sommes pas nous-mêmes moins persécutés : toute la différence , c'est qu'au lieu de l'être comme de généreux martyrs de la foi , nous le sommes comme des *hommes rusés* , dont on a découvert les supercheries & les détours.

Qu'avons-nous donc gagné ? la permission d'exercer précairement *le culte public* ? Eh quels sont les avantages de ce *culte public* , pour nous

---

(1) 18 fructidor , an 5.

(2) *Soumission & obéissance au gouvernement.*

dédommager de tant de maux ! Sans doute rien ne seroit plus désirable qu'un exercice *public* & vraiment libre de notre sainte religion. Mais qu'est-ce que le *culte public* qu'on nous offre aujourd'hui ? Qu'est-ce qu'un *culte public*, rigoureusement surveillé par les ennemis déclarés du nom chrétien, qui savent bien par leur présence enchaîner la langue du ministre de l'évangile, le forcer au silence sur les dogmes & les vérités les plus importantes ; & réduire ses prédications à des lieux communs de morale ? Qu'est-ce qu'un *culte public*, exercé souvent dans les mêmes temples, où les *théophilantropes* viennent célébrer leurs rits profanes, & les *constitutionnels* offrir leur encens sacrilège ? Ah ! si un pareil *culte* est *l'unique moyen* que vous connoissiez pour *sauver la religion* ; c'est un *moyen bien foible*, puisque les persécuteurs peuvent d'un seul mot faire cesser ce *culte*, quand il leur plaira. L'église de JÉSUS-CHRIST est donc dépendante de l'enfer, & ne doit se soutenir qu'autant que le démon le voudra.

Souvenons-nous que le christianisme est né, pour ainsi dire, dans les catacombes ; c'est là qu'il s'est accru & fortifié, là qu'il a triomphé de toutes les puissances du monde. En sortant de ces retraites souterraines, s'il a acquis plus de pompe & d'éclat extérieur, il a perdu à proportion de sa vigueur primitive. Les princes même chrétiens l'ont quelquefois affaibli en le protégeant ; que sera-ce de la protection perfide de ses plus implacables ennemis ? Lorsque la plus affreuse tempête qui fût jamais, s'élève contre la barque de Pierre ; lorsque nous touchons peut-être à cette dernière persécution, désignée dans l'apocalypse sous la figure du dernier déchaînement du *dragon* ; à ces temps *d'abomination & de désolation*, où la foi doit être presque éteinte  
sur



sur la terre, où l'iniquité doit prévaloir par-tout ; où l'homme *s'élèvera* insolemment au-dessus de tout ce qui s'appelle Dieu, où tous les moyens de séduction seront réunis à tous les moyens de terreur pour renverser de fond en comble l'empire de J. C. , enfin où *les élus eux-mêmes seront à peine sauvés* ; si nous voulons nous conserver purs & rassembler les restes d'Israël , rentrons dans les catacombes ; les vrais fidèles nous y suivront. Là notre religion ne sera plus un vain spectacle , propre à repaître les regards d'une multitude plus curieuse des cérémonies extérieures du culte , que zélée pour l'essentiel du christianisme. Nous y prêcherons l'évangile dans toute sa pureté , comme le prêchoient les saints pasteurs d'autrefois ; nous y nourrirons notre petit troupeau du pain de la parole & du pain eucharistique ; nous nous y préparerons avec lui au martyre. C'est ainsi que nous prouverons que l'église dans sa vieillesse (*si toutefois*, comme dit Bossuet , *elle peut vieillir , elle qui est immortelle*) , n'est pas moins invincible qu'elle l'a été à sa naissance & dans sa jeunesse ; qu'elle n'a pas plus besoin du secours des hommes aujourd'hui qu'au temps des apôtres , & que le même Dieu peut toujours la soutenir par les mêmes moyens surnaturels. » O folie de nos » jours » , s'écrioit le grand saint Hilaire de Poitiers , » où l'on regarde les moyens humains » comme nécessaires à Dieu , où les brigues » du siècle sont appelées au secours de l'Eglise » de J. C. ! Oh ! je vous conjure , ajoutoit-il , » vous tous évêques qui vous croyez tels , de » quelle protection les apôtres se sont-ils servis » pour annoncer l'évangile ? quelle puissance les » a aidés à prêcher J. C. , & à ramener toutes » les nations , du culte des idoles à celui du » vrai Dieu ? Se faisoient-ils un appui de la

» faveur des maîtres du monde, eux qui chan-  
 » toient les louanges du Seigneur dans les prisons,  
 » les mains chargées de chaînes & le corps  
 » déchiré de coups ? Lorsque Paul étoit donné  
 » en spectacle sur le théâtre, étoit-ce à l'aide  
 » des édits royaux qu'il fondeoit l'église de JÉSUS-  
 » CRIST ? Cette église se soutenoit-elle par la  
 » protection des Néron, des Vespasien & des  
 » Décius, à la haine desquels elle étoit rede-  
 » vable de la glorieuse confession de ses en-  
 » fants ? . . . . N'est-ce pas alors que la puissance  
 » divine a triomphé d'une manière éclatante de  
 » la fureur des hommes ; puisque plus on dé-  
 » fendoit d'annoncer JÉSUS - CHRIST, plus il  
 » étoit annoncé dans tout l'univers ? . . . (1)  
 » C'est à tort », disoit ailleurs ce saint évêque de  
 l'église gallicane, » que vous êtes épris de l'a-  
 » mour des pierres & des murailles ; c'est à tort  
 » que vous prenez des enceintes & des édifices  
 » pour l'église de Dieu ; en vain cherchez-vous  
 » à nous tromper par une fausse apparence de  
 » paix. Est-il douteux que L'ANTÉ - CHRIST doit  
 » siéger lui-même dans ces temples ? les mon-  
 » tagnes, les forêts, les lacs, les cachots, les  
 » abîmes me sont des asiles plus sûrs ; parce que

---

( 1 ) Ac primum miserari licet nostræ ætatis laborem, &  
 præsentium temporum stultas opiniones congemiscere, quibus  
 patrocinari Deo humana creduntur, & ad tuendam Christi eccle-  
 siam ambitione sæculari laboratur. Oro vos, episcopi,  
 qui hoc esse vos creditis, quibusnam suffragiis ad prædi-  
 candum evangelium apostoli usi sunt ? quibus adjuti potes-  
 tatibus Christum prædicaverunt, gentesque ferè omnes ex  
 idolis ad Deum transtulerunt ? an ne aliquam sibi assûmebant è  
 palatio dignitatem, hymnum Deo in carcere inter catenas & post  
 flagella cantantes ; edictisque regis Paulus, cum in theatro specta-  
 culum ipse esset, Christo ecclesiam congregabat ? Nerone se, credo,  
 aut Vespasiano, aut Decio patrocinantibus tuebatur ? quorum in  
 nos odiis confessio divinæ prædicationis effloruit . . . . aut non  
 manifesta se tum Dei virtus contra odia humana porrexit, cum  
 tanto magis Christus prædicaretur, quanto magis prædicari inhi-  
 beretur. S. Hil. picta. cont. aria. vel auxen. n.º 3.



» c'est là que les prophètes retirés ou ensevelis  
 » étoient inspirés par l'esprit divin » (1). Ah !  
 fuyons des lieux , où l'on ne veut nous permet-  
 tre de chanter les louanges du Seigneur , que  
 sous la condition du parjure ; & où l'on se  
 prépare à commettre bientôt les plus horribles  
 profanations.

C'est ici que je me trouve contraint par mon  
 sujet de parler *des circonstances où nous sommes  
 actuellement placés* ; & je n'en parlerai que les  
 yeux baignés de larmes , le cœur glacé d'effroi  
 & pénétré de la plus vive douleur. Non , ce n'est  
 plus un mystère : le moment est venu , où le  
 projet formé dès les premiers jours de la révo-  
 lution , non-seulement de *décatholiciser* la France ,  
 mais d'y détruire le christianisme , va recevoir  
 son entière exécution. Ce projet n'a pas été perdu  
 de vue un seul instant par les impies. Ils ont com-  
 mencé par placer des intrus ou des schismatiques  
 sur tous les sièges épiscopaux , & dans toutes les  
 paroisses ; ensuite ils ont banni à perpétuité pres-  
 que tous les évêques catholiques & la majeure  
 partie des prêtres ; puis ils en ont fait périr une  
 foule innombrable par divers genres de supplices ;  
 après quoi ils ont cherché à diviser , à fatiguer  
 à déshonorer ceux qui restoient , par une suite  
 d'actes plus ou moins criminels qu'ils leur ont  
 offerts à signer ; trouvant que ce n'étoit pas encore  
 assez , ils ont donné au directoire exécutif le  
 droit de déporter arbitrairement tous les *prêtres* ,  
 même ceux qui avoient fait tous les *sermens* &  
 souscrit toutes les *déclarations* : comme si la qua-

( 1 ) Malè enim vos parietum amor cepit , malè ecclesiani  
 Dei in tectis ædificiisque veneramini , malè sub his pacis nomen  
 ingeritis. An ne ambiguum est , in his Antichristum esse festurum ?  
 montes mihi & sylvæ , & lacus , & carceres , & voraginez sunt  
 rutiliores : in his enim prophetae , aut manentes , aut demersi ,  
 Dei spiritu prophetabant. S. Hil. pict. ibid. n.º 12.

lité de *prêtre* suffisoit pour faire perdre tous les droits que donne la qualité d'homme & de citoyen. Il semble qu'il y eût là de quoi satisfaire la fureur la plus acharnée ; mais non , il existe encore , après tout cela , des ministres de JÉSUS-CHRIST ; on célèbre encore des fêtes en son honneur ; il y a encore des fidèles qui font profession de l'adorer , & des autels où l'on offre son sacrifice. Voilà ce que l'enfer ne peut souffrir plus longtemps ; il frémit d'une rage nouvelle , & veut frapper enfin les derniers coups. Déjà l'on entend répéter de toutes parts avec des hurlemens plus menaçans que jamais , ces mots de *superstition* & de *fanatisme* , qui sont comme le cri de ralliement des persécuteurs ; & tout annonce qu'on va nous livrer un combat à mort. L'on dépouille entièrement le masque de tolérance , dont on avoit fait semblant de vouloir se couvrir pendant quelque temps ; & l'on emploie ouvertement la force , pour nous faire renoncer à nos solennités & à la sanctification du jour du Seigneur. Le ministre de l'intérieur , usant du pouvoir absolu donné au directoire contre les prêtres , a écrit , le 19 novembre 1797 (1) , à toutes les administrations , » qu'il seroit à désirer » que les ministres de tous les cultes transpor- » tassent aux *DÉCADIS* leurs *FÊTES* , leurs » *CÉRÉMONIES RELIGIEUSES*. . . . » Il leur recommande » d'employer *tous les moyens* qu'ils » croiront *propres à faire PRÉVALOIR* l'institu- » tion des fêtes *DÉCADAIRES*. Il ajoute que c'est » à chaque administration d'examiner quelles » sont les opinions dominantes dans son arron- » dissement , D'AGIR d'après cet examen. Ici , » dit-il , l'invitation suffira ; là il faudra *PLUS* » *QUE DES CONSEILS* , & vous ferez parler

---

( 1 ) 29 brumaire an 6.



» *L'AUTORITÉ* ; plus loin le *FANATISME*  
 » *RELIGIEUX* s'opposera à vos tentatives. Ail-  
 » leurs vous aurez à combattre les préjugés &  
 » l'habitude ; chacun de ces obstacles *doit être*  
 » *RENVERSE* par des moyens différens ; ON  
 » LAISSE LE CHOIX A VOTRE INTELLIGENCE ,  
 » A VOTRE PATRIOTISME. »

En conséquence de cette lettre , plusieurs administrations ont déjà commencé la guerre contre les solennités chrétiennes. La municipalité de Cambrai , par une délibération prise le 29 novembre 1797 ( 1 ) , enjoint aux ministres du culte , sous peine de fermeture des églises , de célébrer leurs offices , les jours des *DÉCADES*. Celle de Soissons , par un arrêté du 2 décembre dernier ( 2 ) , invite & requiert les ministres de tous les cultes , au nom du bien public , à TRANSPORTER aux *DÉCADIS* les fêtes & les *CÉRÉMONIES RELIGIEUSES* qu'ils célèbrent avec appareil. A Moulins l'on a défendu aux ministres du culte d'exercer les fonctions de leur *MINISTÈRE*, les jours de *DIMANCHE* & autres *FÊTES* ; en leur faisant envisager la déportation s'ils contrevenoient à cette défense. A Paris même une municipalité a déjà essayé d'intimider les prêtres , pour les engager à *DÉPOUILLER* le *DIMANCHE* , en faveur du *DÉCADI*.

L'intrus Grégoire , membre du conseil des cinq-cents , effrayé de tous ces actes de violence , a essayé de les dénoncer au corps législatif ; & , quoiqu'il ait eu la criminelle lâcheté de ne pas prononcer une seule fois dans son discours le nom de *chrétien* , & de placer celui de *catholique* entre ceux de *juif* , d'*anabaptiste* & de *quaker* , il fut très-mal accueilli. Sur ce

---

( 1 ) 9 frimaire an 6.

( 2 ) 12 frimaire an 6.

qu'il se plaignit des injures que l'on prodiguoit chaque jour du haut de la *tribune*, comme il s'exprime, à *certain culte*, & qu'il demanda qu'on fit cesser cet *abus*, on s'éleva contre lui avec la plus grande véhémence; & un membre (Duhor) ayant déclaré solennellement à cette occasion que » tout autre culte que le *théisme* » pur ou la *théophilantropie* étoit un attentat » à la *saine raison* », cette déclaration fut applaudie avec transport, & l'on ordonna qu'elle feroit imprimée. Est-il possible après cela de se tromper sur les vues de nos législateurs? Les constitutionnels eux-mêmes ne se font plus illusion, & sont forcés de voir qu'on ne veut plus de christianisme, que leur secte même ne fera bientôt plus tolérée. » Dans » ce siècle de tolérance & de philosophie », disoit Grégoire au conseil des cinq-cents le 15 décembre dernier, » des hommes qui ont » constamment ces mots à la bouche, vous » permettent de professer l'athéisme & d'écrire » pour préconiser cette doctrine défolante; » mais ils rugiront, si vous osez vous déclarer » adhérent à *certaine société religieuse* (1), je » dis à *certaine société*, car ils vous passeroient » de croire au *zend-avesta*, au *koran*, au *talmud*. » Ils ne feront pas un crime au juif de célébrer » son *sabat*.... Le musulman obtiendrait d'eux » sans peine la faculté d'aller à sa mosquée.

---

(1) Remarquez la lâcheté de ce faux évêque, qui n'ose nommer la religion de JÉSUS - CHRIST. Ce n'est pas ainsi que parlèrent les évêques catholiques à la mémorable séance du 5 janvier 1791, où au milieu des hurlemens de ceux qui les menaçoient de la mort s'ils ne prêtoient le serment hérétique, ils répétèrent avec courage, *anathème au serment*, jusqu'au moment où l'impiété confuse & déconcertée leur demanda grâce en quelque sorte, en décrétant qu'ils ne pourroient plus répondre que par le *oui* ou par le *non*. Le mercenaire est bien différent du vrai pasteur.



» Pourquoi donc cette fureur se dirige-t-elle  
 » sans relâche contre la religion de la majorité  
 » de la nation ? Quiconque est de bonne foi ,  
 » conviendra *qu'il est dans le vœu de certaines*  
 » *gens d'extirper le culte que professe cette majo-*  
 » *rité ; ils sont seulement embarrassés des moyens ».*

Grégoire & ses co-intrus dans l'épiscopat ont si bien pris l'alarme, que douze d'entr'eux, réunis à Paris, disent dans une prétendue *lettre pastorale* datée du jour de l'épiphanie, que *les pasteurs, après avoir éprouvé tout ce que la rage tyrannique peut exercer de cruautés, sont de nouveau en butte à une persécution, qui raffinant la perfidie de Julien, sous une douceur apparente, ÉGALE EN ATROCITÉ RÉELLE LES FUREURS DE DIOCLÉTIEN.* Les mêmes intrus écrivoient quelque temps auparavant : *une persécution nouvelle s'est organisée ; & plusieurs fois déjà nous avons fait remarquer, que sous des formes plus douces en apparence, elle n'est pas moins atroce.....*

Puis, reconnoissant apparemment les funestes effets de leurs condescendances passées qui, sans satisfaire les persécuteurs, avoient augmenté leur audace, & sentant la nécessité de recourir aux moyens opposés, ils exhortoient leurs sectateurs à la résistance, en leur rappelant l'exemple des *premiers chrétiens, qui bravoient les empereurs, les proconsuls & les tourmens pour défendre leur religion.* Et lorsque ces ministres de l'hérésie, ces apôtres du mensonge qui ont si bien servi la cause de l'impiété, qui lui ont vendu depuis si long-temps les intérêts de l'église, dont le plus grand nombre est souillé d'apostasie, qui tous ont juré & jureront encore tout ce qu'on voudra, n'espèrent plus d'être épargnés ; nous nous flatterions de l'être, nous qui sommes le véritable objet de la haine des méchans, parce que nous avons mis le seul obstacle réel à l'accomplissement

de leurs desseins ! lorsque l'athéisme en délire ne veut plus faire grâce aux prêtres même de *Baal*, nous nous persuaderions que les prêtres du vrai Dieu seront plus ménagés ! non, non, il faut ou abjurer formellement le christianisme, ou renoncer à contenter les ennemis irréconciliables du nom chrétien. De tout cela que veux-je conclure ? que la religion de JÉSUS-CHRIST succombera ? A Dieu ne plaise ; je connois trop la puissance de celui qui a promis de la soutenir jusqu'à la fin des temps. Mais ce que j'en conclus : c'est qu'il n'y a que Dieu seul qui puisse l'empêcher de succomber ; or le *moyen* de rendre Dieu favorable, c'est la fidélité à sa loi, c'est la prière, c'est le jeûne, c'est une vie sainte & semblable à celle des premiers chrétiens, c'est la préparation au martyre, & non la prévarication & le parjure. Ce que j'en conclus, c'est que s'il dépend des hommes de détruire la religion, ils la détruiront infailliblement, car ils y sont résolus ; & le *serment* qu'on nous propose, loin d'être un *moyen* de leur rendre cette *destruction* plus difficile, n'a été imaginé par eux que comme le *moyen* le plus prompt & le plus sûr de l'effectuer. J'explique & je prouve cette dernière assertion.

On a tant accolé depuis quelque temps les *prêtres aux rois*, & le *christianisme à la royauté* (1), qu'on a persuadé à la multitude que c'étoient

---

( 1 ) Voy. le discours prononcé le 21 janvier dernier par le président du conseil des cinq-cens ; vous y lirez : « Il » méritoit d'être un jour RELIGIEUX, le jour qui creusa un » abîme entre une monarchie qui n'étoit déjà plus, & la répu- » blique naissante ; le jour où des milliers de créatures humaines » cessèrent d'être les sujets d'un homme ; le jour où une auto- » rité non moins absurde, & ENCORE PLUS ATROCE, une » autorité PUREMENT SPIRITUELLE, fut précipitée avec » un roi ». Le discours entier n'est que le développement de cette phrase ; l'orateur y place par-tout la religion chrétienne à côté de la royauté, pour prodiguer, avec une égale profusion, les invectives à l'une & à l'autre. ( Note de cette seconde édition. )



choses inféparables ; en même temps on a eu si grand soin de ne donner d'autre nom aux *fêtes décadaires & nationales* que celui d'*INSTITUTIONS RÉPUBLICAINES*, que dans l'esprit du grand nombre, ces *institutions*, toutes *payennes*, ne paroissent plus faire qu'un avec la *république*. Après avoir bien pénétré le peuple de ces deux idées, que le *christianisme* ne peut se séparer de la *royauté*, ni la *république* du *paganisme*, on nous demande le serment de *haine à la royauté & d'attachement à la république*, afin qu'en *haïssant la royauté* nous ayons l'air de renoncer au *CHRISTIANISME*, & qu'en *jurant attachement à la république*, nous paroissions adopter les *institutions PAYENNES* nommées *RÉPUBLICAINES*. Ceci vous paroîtra peut-être un peu subtil ; mais lisez la lettre suivante, & vous verrez si je prête aux ennemis de la religion, des intentions qu'ils n'avouent pas eux-mêmes.

*Le citoyen Garnier, commissaire du directoire exécutif près l'administration de Breteuil, département de l'Eure, à tous les ministres du culte catholique qui exercent des fonctions dans ce canton.*

» Citoyens, tous les ministres du culte sont  
 » invités à transporter aux *DÉCADIS* leurs *FÊTES*  
 » & *CÉRÉMONIES RELIGIEUSES* : une telle *invi-*  
 » *tation* est un *ORDRE* pour un *RÉPUBLICAIN*.  
 » Les ministres qui, comme vous, ont déclaré  
 » leur *attachement & leur fidélité à la républi-*  
 » *que*, se feront un *DEVOIR*, je n'en doute  
 » pas, de l'aider dans *L'INSTITUTION RÉPU-*  
 » *BICAINE* qu'elle veut établir ; & le gouver-  
 » nement trouvera en vous un fidèle observateur  
 » des *PRINCIPES RÉPUBLICAINS*. . . Sinon,  
 » vous annonceriez une arrière-pensée contraire

» *A VOTRE DÉCLARATION*; vous éloigneriez  
 » pour un peu de temps encore les progrès de  
 » la *RAISON* & l'établissement COMPLET du  
 » régime républicain, & vous entraveriez la  
 » marche du gouvernement. Loin de *TUER LE*  
 » *FANATISME*, vous lui communiqueriez une  
 » nouvelle vie. » &c. (1)

Voyez-vous les conséquences que l'on tire du serment qu'on nous propose, & la manière dont on interprète *l'attachement & la fidélité* qu'il s'agit de promettre à la république? Auriez-vous jamais pensé qu'*attachement à la république* voulût dire *apostasie & abjuration du christianisme*? c'est cependant comme on l'explique. Des mots qui ne sembloient susceptibles par eux-mêmes d'aucune mauvaise signification cachent un engagement si affreux; & l'on veut que nous signions, sans défiance & sans scrupule, des paroles qui présentent tout d'abord un sens pervers? Si je vous avois dit, avant de vous citer cette lettre, que la promesse d'être *fidelle à la république* pourroit bien couvrir quelque piège secret, n'auriez-vous pas ri de mes soupçons & de mes craintes? mais aujourd'hui que le piège vous est découvert par ceux même qui l'ont dressé, pouvez-vous ne pas rejeter avec horreur un serment, dont les expressions même les plus innocentes sont regardées comme un engagement à l'apostasie; & en vertu duquel on va vous sommer bientôt de transporter nos FÊTES aux DÉCADIS, afin d'aider le gouvernement à établir ses INSTITUTIONS RÉPUBLICAINES, & à TUER le FANATISME? Pouvez-vous ne pas convenir avec moi, que la

---

(1) Cette lettre du commissaire GARNIER n'est que le commentaire exact de celle du ministre de l'intérieur dont nous avons transcrit plus haut quelques phrases; & ce commissaire n'est pas le seul qui fasse de semblables commentaires; mais nous ne pouvons pas tout citer.



nouvelle complaisance qu'on exige de nous ; loin d'être un moyen de prévenir la destruction du christianisme en France , en seroit au contraire un infaillible de l'accélérer ? Cette vérité n'est-elle pas clairement prouvée , & par ce que je viens de dire des circonstances où nous nous trouvons actuellement placés , & par l'expérience que nous avons acquise depuis la révolution , & par l'exemple de ce qui s'est passé dans d'autres siècles & chez d'autres nations , & enfin par la nature des moyens que Dieu a toujours employés pour l'établissement & la conservation de la religion chrétienne ?

Supposons toutefois pour un moment , que le serment de haine fût en effet le seul moyen de sauver la religion , faudroit-il pour cela le prêter ? Non , parce que Dieu ne nous rendra pas responsables de la perte de la religion en France , pourvu que nous n'y ayons contribué en rien par notre faute ; au lieu qu'il nous demandera certainement compte d'un parjure que nous aurons commis sous quelque prétexte que ce soit ; non , parce qu'il peut être dans les desseins de Dieu que le flambeau de la foi soit transporté d'un pays dans un autre , au lieu qu'il ne peut jamais être dans ses desseins que nous péchions volontairement ; non enfin , parce que , comme vous en convenez vous-même , il n'est jamais permis de faire le plus petit mal , pour procurer le plus grand bien ; & que le serment dont nous parlons ne seroit pas seulement un petit mal , mais un crime très-grief , même dans l'hypothèse que nous formons. Car tout serment , pour n'être pas un parjure , doit avoir deux conditions indispensables , comme je l'ai montré au long en commençant cette lettre : 1.<sup>o</sup> il doit être bon en lui-même ; 2.<sup>o</sup> il doit être nécessaire. Dans notre supposition il auroit la dernière qualité ; puis-

que la conservation de la religion qui en dépendroit, feroit incontestablement une raison suffisante pour le faire regarder comme *nécessaire*, s'il étoit d'ailleurs bon & légitime ; mais s'il ne l'étoit pas, cette *nécessité*, quelque grande qu'elle soit, ne sauroit ni le justifier, ni même l'excuser. Or pour qu'il fût *légitime & bon en lui-même*, il faudroit qu'il fût *évidemment vrai & évidemment juste*. Je dis *évidemment*, parce que toutes les *probabilités* du monde, jointes même à la plus ferme persuasion de celui qui jure, ne suffisent pas pour autoriser un serment : car le catéchisme du saint concile de Trente, déjà cité, enseigne positivement, » qu'on est *parjure*, en jurant même ce » que l'on croit *vrai* ou juste, si l'on ne s'est pas » donné la peine d'acquérir une *entière certitude* » à cet égard, en examinant *à fond* la chose à » laquelle on s'engage (1) ». Or comment acquerrait-on cette certitude relativement au serment de *haine à la royauté & à l'anarchie*, puisque j'ai prouvé dans cette lettre, 1°. que ce serment, considéré en lui-même, n'est conforme ni à la *vérité*, ni au *jugement*, ni à la *justice* ; 2°. que le rapport de *Chollet* ne lève aucune de ces difficultés ; 3°. que le *préambule* propose par ce législateur ne prouve rien pour la légitimité du serment, & qu'il prouve beaucoup *contre* ; 4°. que l'induction tirée de ce qu'on suppose que nous ne refuserions pas de jurer *haine à la république*, si Louis XVIII remontoit sur le trône, ne signifie rien, puisque nous ne *jurerais* pas plus *haine à la république* qu'à la *royauté* ; 5°. que les raisons alléguées pour affaiblir l'autorité de nos évêques

---

( 1 ) *Pejerat, qui id jurat quod verum existimat, & tamen reverà falsum est, nisi quantum potuit curam & diligentiam adhibuerit, ut TOTAM REM COMPERTAM ATQUE EXPLO-RATAM HABERET.* Cath. conc. Trid. ad 2, decal. 28.



exilés qui condamnent ce serment , ne sont de nul poids ; 6°. que ce serment n'est ni *le seul moyen*, ni même *un moyen de prévenir la destruction de la religion chrétienne*, mais seroit plutôt propre à l'accélérer ; 7°. enfin que fût-il *le seul moyen de prévenir cette destruction*, il ne seroit pas pour cela *licite*, ni à plus forte raison, *obligatoire*.

J'ai maintenant fini ma tâche , & j'espère que vous ne m'accuserez pas d'avoir négligé aucune de vos difficultés. Je vous ai fait connoître ma façon de penser , & les raisons sur lesquelles elle se fonde : il ne me reste plus qu'à vous faire une demande : je ne veux pas savoir si tout ce que j'ai dit vous a paru convaincant ; mais en ai-je dit assez , pour vous inspirer au moins *un DOUTE* ? Si cela est , j'ai suffisamment rempli mon objet , puisque vous savez , & qu'aucun prêtre n'ignore , QU'ON NE PEUT PAS JURER DANS LE DOUTE , *in dubio jurare non licet*. Mais si après la discussion que nous venons de faire , la légitimité du serment ne vous paroît pas même *douteuse* , je ne puis que gémir sur votre aveuglement , & prier Dieu qu'il vous éclaire.

*Je suis , en Notre Seigneur JÉSUS-CHRIST ,  
votre très-humble & très-affectionné serviteur ;*

*Du lieu de ma retraite , le 12 janvier 1798.*

P. S. Cette lettre , commencée en décembre , n'a pu être terminée qu'en janvier. Pendant qu'on achève de l'imprimer , j'apprends que le corps législatif a adopté la *question préalable* sur tout le projet de *Chollet* , & qu'il veut s'en tenir à la loi du 5 septembre 1797 (1). Je ne regarde pas pour cela comme inutile l'examen

---

( 1 ) 19 fructidor an 5.

raisonné que j'ai fait du rapport & du préambule de Chollet ; car je ne doute pas , qu'après que le corps législatif a rejeté avec indignation les explications contenues dans ce préambule , non-seulement comme superflues à raison de la clarté du serment , mais encore comme favorisant les distinctions & les restrictions des prêtres ; je ne doute pas , dis-je , qu'après tout cela il ne se trouve encore des hommes qui ne craindront pas de soutenir , que ces explications ainsi repoussées offrent le véritable sens que le corps législatif attache au serment de haine. Il étoit donc important de faire voir à ces hommes , que quand il en feroit ainsi , le serment , pris même dans le sens que ces explications y donnent , ne seroit pas plus légitime.

J'ai dit la vérité , & je ne doute pas que bien des personnes ne me blâment de l'avoir dite ; mais je leur répondrai avec s. Hilaire : » Le » temps de se taire est passé , & le temps de » parler est venu ; le long silence que j'ai gardé , » fait assez voir que je ne parle pas sans réflexion ; & la manière dont je m'exprime aujourd'hui , montre que mon silence passé ne doit » être attribué qu'à des motifs de prudence. Si » ce que j'ai dit est faux , je consens à être » flétri comme calomniateur ; mais si j'ai prouvé » clairement tout ce que j'ai avancé , que l'on » convienne que je ne suis pas sorti des bornes » de la liberté & de la modération chrétienne ». *Tempus est loquendi ; quia jam præterit tempus tacendi . . . . . neque enim immature loquor , qui diu tacui ; nec sine modestia tacui , qui aliquando jam loquor . . . . . si falsa dicimus , infamis sit sermo maledicus : si vero universa hæc manifesta esse ostendimus , non sumus extra apostolicam libertatem & modestiam.* S. Hil. pict. lib. contra Constantium imperatorem.



## A V I S.

L'AUTEUR de cet écrit, informé qu'on vient d'en imprimer une contrefaçon, avertit ceux qui voudront n'être pas trompés, que la première édition de ces lettres est entièrement épuisée ; que la seule seconde édition qu'il avoue, & la seule qui soit exacte, est celle-ci, contenant 110 pages d'impression, faite sous ses yeux, revue & corrigée par lui, augmentée de plusieurs additions importantes, & en particulier de deux notes, l'une à la page 52, l'autre à la page 104, qui ne se trouvoient pas dans la première édition.

The first of these is the fact that the  
 number of cases of the disease has  
 increased in the last few years.  
 This is due to the fact that the  
 disease is now more common in the  
 tropics and in the warmer parts of  
 the world. It is also more common  
 in the lower classes of society.  
 The second fact is that the disease  
 is now more common in the  
 tropics and in the warmer parts of  
 the world. It is also more common  
 in the lower classes of society.  
 The third fact is that the disease  
 is now more common in the  
 tropics and in the warmer parts of  
 the world. It is also more common  
 in the lower classes of society.